

هكذا من الاجل

« THE X-FILES », FASCINATIONS POUR UN NOUVEAU MYSTICISME - Page 18

1 - SEP 1997

5000

N° 521 - 2^e année

AOÛT 1997

LE MONDE diplomatique

Une nouvelle inédite
de Didier Daeninckx

(Page 19)

28 pages - 22 F
Abonnements : voir tarif page 23

Publication mensuelle - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

Pays basque

Par IGNACIO RAMONET

CINQ millions. Ils étaient 5 millions, les manifestants, dans les rues des villes d'Espagne, le 14 juillet, pour exprimer leur colère contre l'assassinat d'un fils du peuple de vingt-neuf ans, Miguel Angel Blanco.

Jamais, dans l'histoire tragique de ce pays, 5 millions de citoyens n'avaient ainsi manifesté pour des motifs politiques. Ni en 1931, lors de la proclamation de la Seconde République ; ni en 1978, à l'occasion de l'adoption de la Constitution démocratique ; ni en 1981, après l'échec du putsch du colonel Tejero.

Pourquoi cette fois ? Parce que ce meurtre était le huit centième commis par l'organisation séparatiste basque ETA (« Pays basque et liberté ») et qu'il atteignait le point culminant d'un crescendo orchestré en trois temps et diffusé en direct par la télévision.

Premier temps. Le 1^{er} juillet, M. Cosme Delclaux, enlevé depuis 232 jours par ETA, est libéré contre un rançon de 60 millions de francs.

Deuxième temps. Le même jour, la police retrouve, dans un « trou » de 2 mètres sur 3 creusé sous une usine, M. José Antonio Ortega Lara, gardien de prison, séquestré depuis 532 jours par ETA, pour faire pression sur Madrid et obtenir que les détenus de cette organisation (environ 600) soient ramenés au Pays basque. Depuis un an et demi, des manifestations contre cette prise d'otage ont eu lieu. Quand la télévision montre, avec d'horribles détails, le « trou » où M. Ortega Lara a été encafé pendant dix-huit mois, l'opinion publique est saisie d'effroi.

Troisième temps. Le 10 juillet, ETA enlève Miguel Angel Blanco, conseiller municipal à Erma (Biscaye), et menace de le tuer si, au bout de quarante-huit heures, les détenus indépendants ne sont pas relâchés au Pays basque. Les images du « tombeau » de M. Ortega Lara ressurgissent dans les esprits. La déresse de la mère de l'otage, qui vient devant les caméras demander pitié aux ravisseurs, lance l'Espagne dans la rue. Ils seront plus de 500 000 à défiler à Bilbao (ville de 650 000 habitants) et à prier ETA de ne pas exécuter son otage. Rien n'y fait. Le 12 juillet, Miguel Angel Blanco est retrouvé, les mains entravées, deux balles dans la tête.

Si ETA n'avait pas revendiqué cet assassinat, on aurait pu le croire perpétré par son pire ennemi ; plus qu'un crime, c'est une énorme faute politique. Et symbolique. Car dans l'imaginaire chrétien de l'Espagne, et singu-

lièrement dans celui, très catholique, du Pays basque, l'enlèvement d'un innocent trentenaire (dont les trois termes du nom - Michel, un archange, Ange et Blanc - connotent la pureté), son jugement inique, son supplice, sa mise à mort et le calvaire de sa mère (Mater dolorosa) ne pouvaient que rappeler les épisodes de la Passion. A l'aide de l'iconographie proposée par la télévision, les citoyens ont fait une lecture chrétienne des tourments infligés à Miguel Angel Blanco. Et ont collectivement crié leur répulsion.

Un tel crime et une telle méprise montrent à quel point ETA a perdu sa capacité d'analyse politique. Et combien ses dévies ultranationalistes et hypergauchistes le rapprochent de mouvements sectes comme Sentier lumineux ou les Khmers rouges, qui, au nom du « peuple », du « marxisme », et d'un dogmatisme mystique, ont érigé l'inhumanité en principe d'action.

Aujourd'hui, nous ne sommes plus, ETA fut, avant la fin du franquisme, l'une des rares organisations qui osa recourir à la lutte armée pour combattre la violence de la dictature. Et l'attentat contre l'amiral Carrero Blanco, en 1973, facilita la marche vers la démocratie. Une fois celle-ci rétablie, par la Constitution de 1978 qui reconnaissait les « nationalités historiques », dont la basque, et créait l'Etat des autonomes, ETA, paradoxalement, redoubla de violence, devenant l'expression du désespoir d'une région (la « Ruhr espagnole ») frappée de plein fouet par la crise de l'acier et où le chômage des jeunes dépasse par endroits 46 % (1). Elle eut, de son côté, à subir la « guerre sale » que lui livra Madrid par le biais des Groupes antiterroristes de libération (GAL), qui firent plus de 55 victimes parmi les indépendantistes.

ETA est née, en 1959, d'une scission du mouvement nationaliste basque fondé en 1898 par Sabino Arana (2). L'héritier de ce mouvement est le Parti nationaliste basque (PNV), chrétien-démocrate, au pouvoir à Vitoria (la capitale) et qui a su négocier avec Madrid un statut d'autonomie parmi les plus avancés d'Europe.

Le Pays basque possède son propre Parlement, son gouvernement et son



EQUIPO CRONICA - « Guerrilla » (1977)

président. Le basque est langue officielle. Le gouvernement autonome établit librement sa politique en matière d'enseignement, de culture, d'économie, d'industrie, etc. ; fixe l'impôt et n'en reverse qu'une partie à Madrid. Il dispose de deux chaînes de télévision et de ses propres forces de police, la Ertzaintza, devenues depuis quelques années la cible d'ETA.

Cette organisation dispose d'une vitrine officielle, Herri Batasuna (« Unité populaire ») - environ 12 % de voix aux élections (22 % il y a dix ans) - qui possède ses propres médias (le quotidien Egin, des stations de radio), son syndicat (LAB), ses organisations de jeunesse, comme Jarrai, qui tiennent la rue, multipliant les défilés, et imposent une atmosphère d'intimidation à la majorité des citoyens.

Dans un contexte de réelle démocratie, les attentats, les enlèvements, les extorsions de fonds, les crimes d'ETA, n'ont point de fondement. Ses dirigeants actuels semblent s'être coupés du contexte politique international ; ils l'ont sans doute avec profit le texte ci-contre du sous-commandant Marcos, en particulier ses réflexions sur le séparatisme et l'Etat-nation à l'heure de la mondialisation. Les revendications les plus radicales d'ETA - amnistie sans conditions, reconnaissance du droit à l'autodétermination, unité territoriale basque - ne sont nullement illégitimes ; le PNV, à sa manière, les formule également. Elles n'existent pas pour autant l'inutile violence.

(1) Financial Times, Londres, 6 février 1997.
(2) Lire Barbara Loyer, Géopolitique du Pays basque, L'Harmattan, Paris, 1997.

« POURQUOI NOUS COMBATTONS »

La 4^e guerre mondiale a commencé

Par le SOUS-COMMANDANT MARCOS *

Un véritable séisme politique s'est produit au Mexique le 6 juillet, lors des élections. Pour la première fois depuis près de soixante-dix ans, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) a perdu la majorité absolue à la Chambre des députés, le contrôle de plusieurs Etats ainsi que la mairie de Mexico, qui revient à M. Cuauhtémoc Cardenas, leader du Parti révolutionnaire démocratique (PRD), social-démocrate. Au Chiapas, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) n'a pas donné de consignes précises à propos de ce scrutin et s'est retirée sous les frondaisons de la forêt Lacandona, son sanctuaire. C'est de là que son chef, le sous-commandant Marcos nous a fait parvenir cette analyse originale et géostratégique de la nouvelle donne internationale.

« La guerre est une affaire d'importance vitale pour l'Etat, c'est la province de la vie et de la mort, le chemin qui conduit à la survie ou à l'anéantissement. Il est indispensable de l'étudier de fond ».

Sun Tse, L'Art de la guerre.

Le néolibéralisme, comme système mondial, est une nouvelle guerre de conquête de territoires. La fin de la troisième guerre mondiale, ou guerre froide, ne signifie nullement que le monde ait surmonté la bipolarité et retrouvé la stabilité sous l'hégémonie du vainqueur. Car s'il y a eu un vaincu (le camp socialiste), il est difficile de nommer le vainqueur. Les Etats-Unis ? L'Union européenne ? Le Japon ? Tous trois ?

* Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), Chiapas, Mexique.

La défaite de l'« Empire du mal » ouvre de nouveaux marchés, dont la conquête provoque une nouvelle guerre mondiale, la quinquième.

Comme tous les conflits, celui-ci contraint les Etats nationaux à redéfinir leur identité. L'ordre mondial est revenu aux vieilles époques des conquêtes de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Océanie. L'Empire mondial qui avance à reculons. Le crépuscule du XX^e siècle ressemble davantage aux siècles barbares précédents qu'au futur rationnel décrit par tant de romans de science-fiction.

De vastes territoires, des richesses et, surtout, une immense force de travail disponible attendent leur nouveau seigneur. Unique est la fonction de maître du monde, mais nombreux sont les candidats. D'où la nouvelle guerre entre ceux qui prétendent faire partie de l'« Empire du bien ».

(Lire la suite page 4.)

En vente dans les kiosques :

PROCHE-ORIENT, LA PAIX INTROUVABLE

Manière de voir, n° 34

100 pages, 45 F

DANS CE NUMERO :

« Les revendications les plus radicales d'ETA - amnistie sans conditions, reconnaissance du droit à l'autodétermination, unité territoriale basque - ne sont nullement illégitimes, le PNV à sa manière les formule également. Elles n'existent pas pour autant l'inutile violence », estime Ignacio Ramonet dans son éditorial.

MONDIALISATION

C'est une autre violence, à l'échelle planétaire cette fois, qu'organisent les marchés financiers, sous couvert de cette « économie pure » que dénonce Samir Amin (page 16). Le sous-commandant Marcos la considère même comme une véritable « quatrième guerre mondiale » (pages 1, 4 et 5). Denis Duclos, lui, compare la situation actuelle à l'Empire romain finissant (pages 14 et 15). Même le Russe devient à son tour - comme le montrent K. S. Karol et Marie-Claude Slick (pages 10 et 11) - l'otage d'un capitalisme mafieux. Dans cet affrontement à l'échelle de la planète, les nouvelles technologies constituent un enjeu majeur. Washington considère

Violences

même la communication, explique Herbert I. Schiller, comme une affaire d'Etat (pages 20 et 21). A preuve, montre Bernard Cassen (page 16), la maltraitance des marchands - donc des Etats-Unis - sur Internet, aux antipodes de l'espoir d'un modèle européen caressé par Joël de Rosney (page 28). Mais au-delà, souligne Paul Virilio, l'instantanéité bouleverse les notions traditionnelles de temps et d'espace, d'histoire et de géographie (page 17).

IRRATIONNEL

Rien d'étonnant si, dans ce chaos, l'irrationnel, voire la fanatisme trouvent un terrain fertile. Samir Naïr explique ainsi comment, au sud de la Méditerranée, l'islamisme se nourrit des modifications rapides de la structure du pouvoir et de la société (page 13). Eduardo Galeano s'en prend aux efforts de gouvernements théoriquement démocratiques d'Amérique latine pour effacer les traces d'un passé sanglant (page 3). Quant à Juan Goytisolo, il accuse le dressage des intellectuels, formés dès l'université au respect des autorités (page 25). A sa manière, le succès planétaire de la série télévisée « The X-Files » révèle, dit Pierine Piras, la fascination qu'éprouvent nos sociétés déboussolées par la crise pour tout ce qui ressemble, de près ou de loin, à du mysticisme (page 18).

Lire le sommaire détaillé page 28.

M 2136 - 521 - 22,00 F



CENTRE D'ETUDES DIPLOMATIQUES ET STRATEGIQUES

CYCLE D'ENSEIGNEMENT DIPLOMATIQUE SUPERIEUR

Réservé aux diplomates, aux fonctionnaires internationaux, aux membres du corps consulaire et aux cadres supérieurs.

Cycle de conférences, de séminaires et de voyages d'études sanctionnés par un Diplôme d'Etudes Diplomatiques Supérieures de 3^e cycle

3^e CYCLES SPECIALISES EN ETUDES STRATEGIQUES ET POLITIQUES DE DEFENSE ET EN AFFAIRES INTERNATIONALES

Renseignements :
à l'ECOLE DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES
Etablissement libre d'enseignement supérieur fondé en 1899
54, avenue Marceau, 75008 PARIS
Tél. : (1) 47-20-57-47

ÉTATS EN CRISE, INSÉCURITÉ GÉNÉRALISÉE

Faut-il supprimer les polices en Afrique ?

VIOLS, tortures, rançons, exactions en tout genre : les abus des forces de l'ordre en Afrique noire ne peuvent même plus être qualifiés de « bavures » tant ils sont systématiques. La longue litanie de ces méfaits a fini par dépasser le cercle des défenseurs des droits de l'homme et exaspérer des populations qui en sont de plus en plus conduites à se barricader et à emprunter les chemins toujours risqués de l'autodéfense.

Par MARC-ANTOINE PÉROUSE DE MONTCLOS *

Les polices africaines sont l'ombre d'elles-mêmes. L'explosion du banditisme armé sur le continent souligne les carences de l'appareil sécuritaire, au moment où les besoins sont les plus pressants. D'après une enquête de l'Organisation des Nations unies (ONU), trois citadins africains sur quatre ont été victimes d'un acte de violence au cours des cinq dernières années : une proportion près de deux fois plus élevée que dans les villes d'Asie, et même qu'en Amérique du Sud, où les taux de criminalité caracolent pourtant en tête des statistiques mondiales (1). Et cette enquête ne concerne que l'Ouganda, l'Afrique du Sud et la Tanzanie : elle ne prend en compte ni le Nigeria ni le Congo (ex-Zaïre), réputés pourtant pour leur violence.

Face à l'incapacité des autorités à arrêter les malfaiteurs, le tout-répressif de l'appareil policier, judiciaire et carcéral est la manifestation d'un pouvoir fragile qui veut « faire des exemples », à défaut de pouvoir faire régner la justice. Le châtiment réservé au criminel est une démonstration de force, une mise en scène destinée à impressionner le public, à l'instar de ces exécutions de voleurs au bord de la mer à Lagos, les *palm-beach-shows*, littéralement les « spectacles de plage ».

De telles réjouissances populaires rappellent un peu le Paris du Moyen Âge où l'ouïe écartelait le criminel en place de Grève, devant le peuple. Mais à Paris « l'abbaye de Montreuil » (la guillotine) s'est ensuite faite discrète, et a été déplacée, sous le règne de Louis-Philippe, à Bicêtre. A mesure que l'État prenait l'existence en Occident, au XIX^e siècle, les exécutions ont été dissimulées derrière les murs de la prison (bien que, à Paris, il y ait eu des exécutions publiques jusqu'en 1939...). Et si l'on passe toujours « à tabac », dans les cellules de commissariat, c'est le plus souvent sans laisser de traces, par peur du scandale.

Mais en Afrique noire, où les polices travaillent en toute impunité et où les contre-pouvoirs démocratiques sont souvent muselés, la torture règne en maître. Le système carcéral hérité du colonisateur ne vise plus à réparer les torts, à compenser des dommages causés à des individus ou à la société. Dans la plupart de ces pays, où les autorités ont une approche exclusivement répressive de la lutte contre la criminalité, la prison

un sondage, considèrent que la police est complètement inefficace (3). Une majorité d'entre eux affirment avoir déclaré au commissariat de leur quartier un acte de violence dont ils avaient été victimes ou témoins, mais ils sont près de 60 % à constater que leur démarche n'a débouché sur aucun résultat. Seul, un pour cent des personnes interrogées pensent que les barrages de police servent à autre chose qu'à racketter des automobilistes ! Moins de la moitié estiment qu'une police mieux équipée et dévouée de ses éléments corrompus aurait encore quelque chance de réduire l'insécurité.

En revanche, près de 90 % des habitants de Lagos estiment que les méthodes d'autodéfense collective aident à combattre la criminalité. Les deux tiers y ont déjà recouru, surtout dans les quartiers pauvres, où la moitié d'entre eux se cotisent pour employer des veilleurs de nuit, un quart érigent des barrières pour fermer leur rue le soir, et plus de 10 % participent à des patrouilles d'illégalité. Les habitants des quartiers aisés sont plus enclins à avoir recours à des sociétés de gardiennage, hune des nantis, et seulement 1 % disent avoir confiance dans les veilleurs de nuit recrutés sur une base individuelle (4). De telles pratiques se sont également étendues à la plupart des grandes villes d'Afrique francophone (5).

Les Africains sont ainsi devenus les champions des mesures d'autoprotection, après les Américains, pionniers en la matière. En Afrique du Sud, où comme en Ouganda, la majorité des habitants se disent mécontents de leur police, soit un citadin sur cinq ne s'est pas encore équipé contre les voleurs (6). On y trouve les sociétés de gardiennage les plus perfectionnées du continent. Dans les pays plus pauvres, les systèmes d'alarme, trop coûteux, sont la plupart du temps inaccessibles. En revanche, les habitants sont déjà bien engagés dans un mouvement de « renforcement » urbain, avec force cadenas, grilles et enclos, souvent complétés par la présence d'un gardien.



POLICIERS DANS LES RUES DE HARARE, AU ZIMBABWE. Protéger ou dévaster le citoyen ?

à la fin du conflit birafrain, au Nigeria, en 1970, on a intégré dans les forces de l'ordre ombre d'anciens combattants afin de prévenir leur dérive criminelle. Cette façon d'avaliser une violence d'Etat n'a guère été probante. Il existe d'autres possibilités de reconversion : au Mozambique, en 1993, les guérilleros ont été réintégrés dans les forces armées, mais les soldats gouvernementaux ont accepté de retourner aux champs, avec une aide de l'ONU.

Pour l'instant, la communauté internationale ne fait pas preuve d'imagination et se contente de vouloir réformer les institutions en place, c'est-à-dire héritées de la colonisation, dont la conception initiale était déjà bancal, puisqu'elle visait à protéger les puissants : autrefois les Blancs, aujourd'hui les riches. La France, par le biais du service central de coopération technique internationale de police (SCCIP), forme les polices de la plupart des États francophones, de la Côte-d'Ivoire au Gabon, quand elle ne décide pas d'entraîner directement la Légion étrangère à des opérations de maintien de l'ordre en milieu urbain, comme à Djibouti. Le Royaume-Uni n'est pas en reste avec la British Military Assistance Training Team (BMATT).

L'expérience malheureuse, aux États-Unis, de l'Office of Public Safety (OPS) ou dit long sur les dérapages possibles : cet organisme a été démantelé en 1973, onze ans après sa création, parce que les stages qu'il finançait à l'International Police Academy revenaient le plus souvent à entraîner des « escadrons de la mort », au service de toute idéologie autoritaire pourvu qu'elle se dise anticomuniste. En Afrique, à l'époque, les principaux bénéficiaires de l'aide américaine étaient les polices libérienne, somalienne, congolaise (après l'arrivée au pouvoir de M. Mobutu Sese Seko) et éthiopienne (avant la chute du régime de l'empereur Haïlé Sélassié) : dans ces pays, les forces de police sont aujourd'hui inexistantes.

Aussiôt une guerre finie, on cherche à reconstruire une police, parfois *ex nihilo* comme au Libéria ou au Somaliland. Après la conférence de réconciliation nationale à Brooma en mai 1993, par exemple, il ne s'agissait pas tant - dans le cas du Somaliland - de créer une force de police que de faciliter la démobilisation des divers miliciens en armes, estimés à 50 000, et de les intégrer à une institution susceptible d'éviter leur dérive vers le banditisme. Faute de fonds et d'appareil étatique constitué, le projet a tourné court et les miliciens ont gardé

leurs armes. Certes les possibilités de réforme existent. La décentralisation paraît être une approche à même de satisfaire des besoins ponctuels et locaux.

Au Nigeria, à budget équivalent, on pourrait réduire de 130 000 à 10 000 les effectifs de la police, tout en améliorant son efficacité. A la police fédérale serait laissée une fonction d'enquête, sur le modèle américain du Federal Bureau of Investigation. Les tâches de la police « visible » pourraient être déléguées à des patrouilles d'autodéfense. Les débandements seraient sévèrement condamnés et les chefs de quartier seraient responsables devant les autorités. Mais cela nécessiterait un encadrement vigilant et une formation adéquate.

L'idée n'est pas de remettre en question la nécessité d'une institution chargée du maintien de l'ordre. Elle est plutôt de faire participer les populations à leur sécurité en consacrant un état de fait. Au vu de la crise de l'Etat et de ses finances en Afrique noire, une telle évolution peut sembler irréversible. Ne serait-ce pas le temps de l'intégrer dans une réforme radicale de l'appareil sécuritaire ?

(1) Jan J. M. Van Dijk, op. cit., 1996, p. 7.
(2) En Europe de l'Ouest, ce taux avoisine les 50 %. Cf. Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *Violence et sécurité urbaines en Afrique du Sud et au Nigeria, un essai de privatisation* (Durban, Johannesburg, Kano, Lagos et Port Harcourt, L'Harmattan, Paris, 1997).

(3) A. A. Adeniyi, et al., « Ordinary crime and its prevention strategies in metropolitan Lagos », in *Hermando Gomez, Bucandá (ed.), Urban Crime, Global Trends and Policies*, UN University, Tokyo, 1989.

(4) Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « L'ordre et la sécurité en Afrique du Sud et au Nigeria », *Le Monde diplomatique*, mars 1996.

(5) Le boom de l'insécurité, *Jeune Afrique*, Paris, n° 1 588, 12 mars 1997.

(6) Jan J. M. Van Dijk, op. cit., 1996, p. 7.
(7) L'Etat et la violence, *Le Monde diplomatique*, octobre 1996.

(8) Les effectifs des polices africaines sont en général plus importants que ceux des années 80, à l'exception de l'Afrique du Sud pendant l'apartheid. Mais les budgets de la défense sont plus conséquents que ceux de l'insécurité, sans même parler du poids politique des militaires : les policiers, peu formés aux techniques de combat, interviennent très rarement dans les coups d'Etat.

La montée de l'autoprotection

ON connaît les risques d'une autodéfense laissée à elle-même, sans la tutelle d'une autorité étatique et sans la neutralité nécessaire à une mission de service public : les dérapages sont fréquents et favorisent l'engrenage de la violence. Les patrouilles d'illégalité, récupérées par les mouvements politiques, peuvent devenir de véritables armées privées. Et une armée nationale peut, à l'inverse, se reconstruire dans le privé. En Afrique du Sud, à la fin de l'apartheid, certains militaires sentant le vent tourner ont lancé de lucratives sociétés de sécurité, dont certaines ont proposé les services de mercenaires en Angola, en Sierra Leone, au Congo et jusqu'en Papouasie-Nouvelle-Guinée (7). L'Etat africain, qui n'a jamais eu le monopole de la violence propre à un Etat de droit, est ainsi fragilisé par la montée de ces procédures d'autodéfense.

Selon l'enquête de l'ONU, les Africains apparaissent comme les plus sévères contre les voleurs (8). A la différence de vendettas qui obéissent au moins à des règles sociales précises, le lynchage du voleur pris en flagrant délit sur un marché ne répond plus à quelque forme de justice que ce soit, et surtout pas à une justice traditionnelle, qui au moins faisait l'objet d'une concertation. Le meurtre (supplique du collier) en Afrique du Sud, l'article 320 du Mali (300 francs CFA la boîte d'allumettes) et l'opération *avec-ge* (littéralement d'essence) au Nigeria consistent à enflammer vivant le suspect de sorcellerie ou de vol, avec un pneu autour du corps. On tue pour une orange volée. Il s'agit, pour les foules en colère, de faire un exemple, d'empêcher la répétition des

délits les plus fréquents, voire de se guérir de leurs frustrations en s'en prenant à un bouc émissaire.

La privatisation de la sécurité affecte ainsi l'Etat africain à plusieurs niveaux : celui de ses administrés, qui acquiescent par là même une autonomie grandissante ; celui de ses institutions, où corruption et location d'agents de police ou d'armes assurent un service au plus offrant. La police est ainsi devenue un réservoir de gardes du corps pour les puissants, un agent de la répression ou du banditisme pour les pauvres. Elle n'inspire aucune confiance et n'est pas respectée, ce qui tend à donner une dimension contestataire aux délits de droit commun.

Les polices africaines, créations coloniales et allogènes, mal légitimées par des régimes autoritaires fréquemment issus de coups d'Etat, mal payées et corrompues, parentes pauvres d'une armée qui déteste la réalité du pouvoir, n'ont pas les moyens de remplir leurs missions (9). Pourquoi ne pas tout simplement les supprimer, plutôt que de s'évertuer à les réformer ? Une politique d'assistance sociale est seule capable de contenir la délinquance, à défaut de la réduire. Il serait mal venu d'exiger des polices africaines un rôle que celles d'Occident ne parviennent déjà pas à jouer pleinement.

Une telle proposition pourrait relever de l'utopie provocatrice, et être de nature à démultiplier le chaos ; mais l'Afrique subsaharienne a longtemps vécu sans police et ne s'en est pas plus mal portée.

On objectera que la suppression des polices augmentera le chômage et le banditisme ; mais on observe justement que, au sortir des guerres civiles, par exemple

Réduction de notre prix de vente en Afrique subsaharienne

A partir du mois de septembre 1997, le prix de vente du *Monde diplomatique* en Afrique subsaharienne passera, en moyenne, de 2 300 F CFA à 1 500 F CFA. Cette diminution d'environ 30 % résulte d'une constatation : la dégradation constante du pouvoir d'achat dans cette région du monde. Cela empêche de nombreux lecteurs d'acquiescer la presse internationale et, en particulier, notre journal. *Le Monde diplomatique* continue d'accorder une grande place à toutes les évolutions, à tous les conflits, et à toutes les cultures de l'Afrique. Il ne peut s'accommoder d'une situation qui voit les étudiants, les enseignants, les cadres et l'ensemble des élites de ce continent privés d'accès à une partie de l'indispensable information internationale, devenue trop chère pour eux. Nous avons entrepris, voilà près de dix ans, de constituer auprès de nos lecteurs un fonds solidaire pour éponner des centres de recherche dans les pays du Sud, qui a permis à des centaines d'institutions de recevoir régulièrement *Le Monde diplomatique* (lire encadré page 3). La décision de baisser le prix de vente de notre journal en Afrique subsaharienne s'inscrit dans cette même logique. Nous sommes persuadés qu'elle rencontrera un écho très favorable.

Colloques et rencontres

● **RENCONTRE DE FONDATIONS DES FORA DES VILLAGES DU MONDE.** Devenir citoyen à l'heure de la mondialisation. Réfléchir et chercher ensemble, tel est l'objectif de ces quatre journées de réflexion, parvenues par *Le Monde diplomatique*, et qui rassembleront plus de quarante intervenants des cinq continents. A Limon, dans les Alpes-de-Haute-Provence, du 4 au 7 août. Tél. : 04-92-73-05-98.

● **POINTS DE VUE SUR LA MEDITERRANÉE.** C'est le thème des Rencontres de Gindou, qui allient débats et projections de films réalisés en majorité par des auteurs en scène méditerranéens ou africains. Gindou Salom, notamment, parlera de la condition des femmes en Turquie, et Sahli Horria de la réalité algérienne. A Gindou, dans le Lot, du 23 au 30 août. Tél. : 05-65-22-89-99.

● **VISA POUR L'IMAGE.** Neuvième Festival international du photojournalisme, un métier qui n'est pas près de mourir, en dépit des affirmations de certains. Le monde continue d'engendrer des folies et des drames. Une fois encore, Visa pour l'image le montrera, tel qu'il est, en présence de nombreux professionnels. A Perpignan, du 30 août au 14 septembre. Tél. : 04-68-66-18-00.

● **ASSISES NATIONALES DES DÉCHETS.** Quatrième rencontre du genre, avec un objectif supplémentaire cette année : élargir la concertation et confronter les multiples expériences locales sur les modes de collecte et les technologies de traitement notamment dans une large perspective internationale. A La Baule, les 16 et 17 septembre. Tél. : 02-51-85-80-99.

Le Monde diplomatique est imprimé sur papier recyclé.

Le Monde diplomatique
Société anonyme avec directeur
et conseil de surveillance
Actionnaires : SA Le Monde,
Association Geste Holistique,
Association Les Amis du Monde diplomatique
Directeur : Jacques RAMONET, président,
directeur de la publication,
Bernard CASSEN, directeur général
Directrice de la rédaction : Jacques RAMONET
Présidente en chef : Alan GRESH
Rédacteurs : Florence BEALGE, Christian DE BRIE,
Bernard CASSEN, Serge HALIMI,
Mathieu LEMOINE, Dominique VIDAL
Secrétaires de rédaction et correspondants étrangers :
Solange BRAND
Documentation : Maria BERARDI
Secrétaires :
Joëlle CAPRON, Monique SALOMIE
Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Ancien directeur :
François HONTH (1984-1992)
Claude JULIEN (1993-1994)
Conseil de surveillance :
Jean-Marie COLOMBANI, président,
Alan GRESH, vice-président
Rédaction :
21 Avenue Claude-Bernard, 75232 Paris Cedex 16
Tél. : 01-42-17-2441 - Télécopieur : 01-42-17-2444
Courrier électronique :
Secretariat@Monde-Diplomatique.fr
Responsable de la diffusion :
Patrick MANCHEZ
Tél. : 01-42-17-33-78
Relations clientèles :
abonnements : Tél. : 01-42-17-32-99
Publicité :
Responsable : Natacha HERCEGOVA
Tél. : 01-42-17-32-34 - Fax : 01-42-17-21-53
Le Monde diplomatique
est imprimé sur papier recyclé.

هكذا من الاجل

هكذا في الوجدان

LES « OUBLIS » DE L'HISTOIRE OFFICIELLE

La mémoire mutilée

« Tant que les lions n'ont pas leurs propres historiens, les histoires de chasse continuent de glorifier le chasseur. » (Proverbe africain)

La mémoire du pouvoir ne se souvient pas : elle absorbe. Elle reconnaît la perpétuation des privilèges par héritage, permet aux oppresseurs de jouir de l'impunité des crimes qu'ils commettent, et trouve des alibis à leur discours qui déguise la vérité avec une admirable sincérité.

La mémoire de quelques-uns devient la mémoire de tous. Mais cette torche qui illumine les sommets laisse la base dans l'obscurité. L'histoire officielle de l'Amérique latine accorde rarement un rôle à ceux qui ne sont ni riches, ni blancs, ni mâles, ni militaires : ceux-là ont plutôt droit à l'arrière-scène, comme les figurants d'Hollywood. Ce sont les éternels invisibles, qui cherchent en vain leurs visages dans ce miroir déformant. Mais ils n'y sont pas.

La mémoire du pouvoir n'écoute que les voix qui reprennent l'abrutissement linéaire de sa propre sacralisation. « Ceux qui ont pas de voix » possèdent la voix la plus puissante, mais depuis des siècles ils sont condamnés au silence, et donnent parfois le sentiment de s'y être habitués.

Ces tares que sont l'effacement, le racisme, le machisme et le militarisme nous empêchent d'être, et nous interdisent de nous souvenir. On n'annule la mémoire collective, en l'ampourant de ce qu'elle a de meilleur ; et on l'exploite au profit des cérémonies d'auto-éloges des tyrans de ce monde.

La mémoire brisée

« Car la sèpe est jongleur : il te dévoile un pays, à moitié il le cache. » (Abd Rabbou Ben Salim, poète de Séville, XIII^e siècle)

La culture de la consommation, qui pousse à l'achat, condamne tout ce qu'elle vend à l'obsolescence immédiate : les choses vieillissent en un clin d'œil, pour être remplacées par d'autres, tout aussi éphémères. Le shopping center, temple où sont célébrées les messes de la consommation, est un excellent symbole des messages qui dominent notre époque : il existe en dehors du temps ou de l'espace, n'a ni âge ni racine, et n'a point de mémoire. La télévision est le meilleur vecteur de diffusion de tels messages.

La télévision nous arrose d'images qui naissent pour être oubliées instantanément. Chaque image efface l'image précédente et ne survit que jusqu'à l'image suivante. Les événements humains, devenus objets de consommation, meurent, comme les choses, à l'instant même où ils sont utilisés. Chaque nouvelle est sans lien avec les autres, divorcée de son passé, et du passé de toutes les autres. À l'ère du zapping, l'excès d'information produit un excès d'ignorance.

Les médias et les écoles n'aident pas, c'est le moins que l'on puisse dire, à comprendre la réalité et à reconstruire la mémoire. La culture de la consommation, culture de l'aliénation, nous conditionne à croire que les choses arrivent parce qu'elles doivent arriver. Incapable de reconnaître ses origines, le temps présent projette le futur comme sa propre répétition, demain est un autre aujourd'hui : l'organisation inépuisable du monde, qui humilie la condition humaine, appartient à l'ordre éternel, et l'injustice est une fatalité qu'il nous faut accepter.

Le pouvoir n'admet d'autres racines que celles nécessaires à l'absorption de ses crimes : l'impunité exige la malmémoire, l'amnésie, l'oubli. Des pays et des personnes échouent, d'autres sombrent, parce que la vie est un système de récompenses et de châtiments qui privilégie les forts et punit les faibles. Afin que les infamies se métamorphosent en exploits, il faut briser la mémoire : la mémoire du Nord se sépare de la mémoire du Sud, l'accumulation se détache du saccage, l'opulence n'a que faire du dépeuplement.

La mémoire brisée nous incite à croire que la richesse n'est pas responsable de la pauvreté et que le malheur, depuis des siècles ou des millénaires, n'est pas le prix du bonheur. Et nous fait croire que nous sommes condamnés à la résignation.

La mémoire brûlée

« Pour que la Malin cesse de répandre ses transpires. » (De l'archevêque de Lima, qui, en 1614, ordonna de brûler toutes les langues - « langues indiennes » - et tous les instruments musicaux des Indiens.)

En 1499, à Grenade, l'archevêque Cisneros jeta aux flammes les livres musulmans ; huit siècles d'histoire écrite de culture islamique en Espagne réduits en cendres.

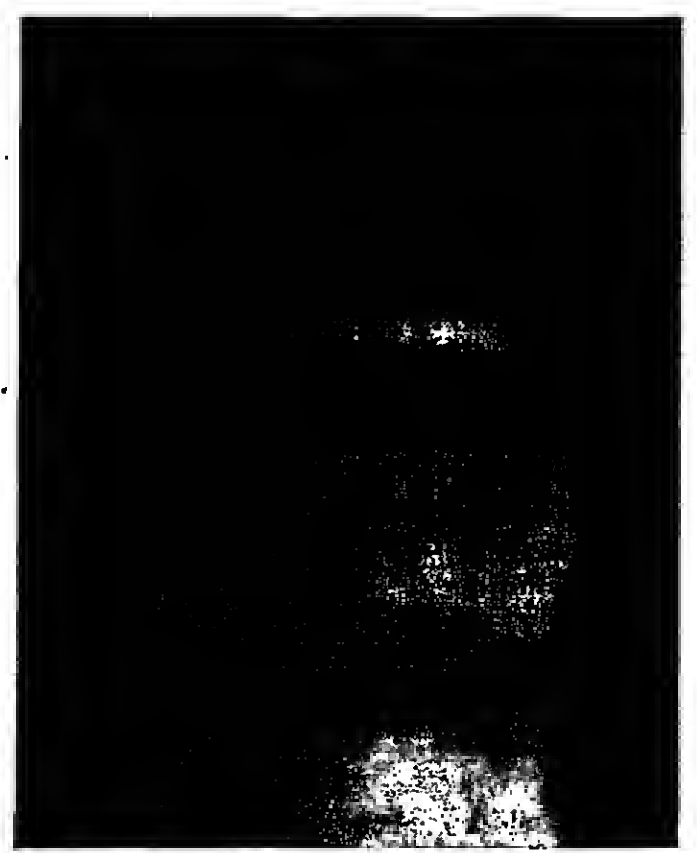
En 1562, à Mani de Yucatan, le frère Diego de Landa jeta aux flammes les livres mayas ; huit siècles d'histoire écrite de la culture indienne en Amérique réduits en cendres.

* Écrivain uruguayen, auteur, entre autres, des *Veines ouvertes de l'Amérique latine*, Plan, coll. « Terre humaine », Paris, 1981.

Mémoires et malmémoires

On peut brûler, mutiler, abrutir, expurger les traces du passé. Mais la mémoire, lorsqu'elle reste vivante, incite à continuer l'histoire plutôt qu'à la contempler.

Par EDUARDO GALEANO*



DMITRIENKO. - « Bourgeois » (1967) (Les œuvres de ce peintre sont exposées au Musée d'art moderne de Troyes jusqu'au 29 septembre)

En 1888, à Rio de Janeiro, l'empereur Pedro II jeta aux flammes les documents relatant l'esclavage au Brésil ; trois siècles et demi d'histoire écrite de l'infamie négrière réduits en cendres.

En 1983, à Buenos Aires, le général Reynaldo Bignone jeta aux flammes les documents sur la « sale guerre » de la dictature militaire en Argentine ; huit ans d'histoire écrite de l'infamie militaire réduits en cendres.

En 1993, à Ciudad de Guatemala, l'armée jeta aux flammes les documents sur la « sale guerre » de la dictature militaire guatémaltèque ; quarante ans d'histoire écrite de l'infamie militaire réduits en cendres.

La mémoire tenace

« Où suis-je, moi, avant d'être ? » (Question d'un enfant de cinq ans à sa mère, d'après ce que celle-ci lui a raconté)

L'histoire se répète ? Ou se répète-t-elle seulement pour pénitence de ceux qui sont incapables de l'écouter ? Il n'y a pas d'histoire muette. On a beau la brûler, on a beau la briser, on a beau la tromper, la mémoire humaine refuse d'être bâillonnée. Le temps passé tannique de barbe, vivant, dans les veines du temps présent, même si le temps présent ne le veut pas, ne le sait pas.

De ces livres et de ces gens brûlés vifs sur les bûchers de la Sainte Inquisition irradie une énergie acharnée, une énergie de pluralité et de tolérance qui influence les changements actuels de l'Espagne. Les vœux de l'Amérique précolombienne, vœux mille et une fois étouffés, qui parlent de vie en communauté et de communion avec la nature, résonnent clairement de nouveau, ouvrant des brèches dans les voies sans issue de l'Amérique contemporaine.

Les Brésiliens redécouvrent le chapitre le plus occulté de leur histoire : la résistance du royaume de Palmares, ce sanctuaire de liberté où les esclaves noirs en fuite triomphèrent de plus de quarante assauts militaires durant un siècle ; et sur cette mémoire perdue, ils commencent à célébrer le symbole le plus révélateur de la dignité nationale.

Les Argentins reconnaissent enfin, dans ces mères que l'on surnommait les « Folles de la place de Mai » parce qu'elles refusaient d'oublier, leur plus fort symbole de santé mentale.

Et au Guatemala, l'emblème de ce pays renoué n'est autre que Rigoberta Menchú, la femme indienne qui, depuis des années, mène la lutte contre l'oubli des crimes commis au nom de la terreur d'État.

La mauvaise mémoire

« Il avait une si mauvaise mémoire qu'il finit par oublier qu'il avait une mauvaise mémoire, et se souvint de tout. » (Razono Gomez de la Serna)

L'amnésie, selon le pouvoir, est saine. Selon lui, non seulement les mémoires de ses victimes étaient et restent folles, mais ses propres instruments, les bourreaux, sont eux aussi fous, lorsqu'ils ne parviennent pas à dormir à poings fermés, avec pour seule gêne les moustiques d'été. Rares sont les gens qui naissent durs de cette glande encombrante que l'on appelle conscience, et qui s'écrète les remords. Parfois, cela arrive : par exemple, lorsque le capitaine Scilingo, officier de l'armée argentine, avoua que, depuis qu'il avait jeté à la mer trente prisonniers bien vivants, il ne pouvait dormir sans l'exotisme ou une bonne cuisine, ses supérieurs lui recommandèrent de suivre un traitement psychiatrique ; ils le disaient fous.

Le gouvernement argentin a renvoyé plus d'un officier nazi vers l'Europe, appliquant l'extradition pour crimes de masse commis il y a plus d'un demi-siècle ; mais, en même temps, il accordait l'impunité et couvrait d'éloges les officiers argentins ayant perpétré des crimes de masse fort récents. La mémoire et la justice sont-elles des luxes que les pays latino-américains ne pourraient s'offrir ? Sommes-nous réduits à vivre en état de mensonge perpétuel ? Le pouvoir associe la mémoire au désordre, et la justice à la vengeance. Au nom de l'ordre démocratique et de la réconciliation nationale, on a édicté des lois d'impunité dans des pays latino-américains qui sortent à peine de dictatures militaires. Ces lois, qui entrent le passé, bannissent la justice.

Lorsque, en 1989, en Uruguay, un référendum fut organisé contre l'impunité, la plupart des gens sont tombés dans le piège de la propagande officielle qui semait la panique en bombardant l'opinion publique de menaces. Lavage de mémoire, lavage de cerveau : si l'on s'avait de punir les crimes commis par les hommes en uniforme, ou si seulement on envisageait de le faire, alors ce serait le retour de la violence, l'histoire se répéterait. L'oubli était le prix de la paix.

L'expérience démontre le contraire. Pour que l'histoire ou se répète pas, il faut sans cesse la remémorer ; l'impunité qui récompense le délit, encourage le délinquant. Et lorsque le délinquant, c'est l'État, qui viole, vole, torture et tue sans rendre de comptes à personne, alors il donne lui-même le feu vert à la société entière pour violer, voler, torturer et tuer. Et la démocratie en paie, à longue ou courte échéance, les conséquences.

L'impunité du pouvoir, fille de la malmémoire, est une des maîtresses de l'école du crime. Cette école est fréquentée par des millions d'enfants latino-américains ; et le nombre d'élèves augmente chaque jour.

La mémoire vivante

« Excusez-moi, l'ami, j'aurais bien voulu aller avec vous, mais j'ai encore trop à faire. » (Oreoles prononcées lors de l'enterrement de Jorge Lopez par son meilleur ami, dans la vallée du Bolson)

Lorsqu'elle est vraiment vivante, la mémoire ne contemple pas l'histoire, mais elle incite à la faire. Davantage que dans les musées, où la malheureuse s'ennuie, la mémoire est dans l'air que nous respirons. Et, dans l'air, elle nous respire.

Elle est contradictoire, comme nous. Elle n'est jamais au repos. Elle change, avec nous. Au fur et à mesure que les années s'écoulent, et que nous changeons, le souvenir de ce que nous avons vécu, vu et écouté change également. Et souvent, il nous arrive de loger dans la mémoire ce que nous désirons y trouver, à l'instar de la police lors des perquisitions. La nostalgie, par exemple, si savoureuse, qui prodigue avec tant de douceur la chaleur de son abri, est, elle aussi, trompeuse. Ne nous arrive-t-il pas, à maintes reprises, de préférer le passé que nous inventons au présent qui nous défie, et à l'avenir qui nous fait peur ?

La mémoire vivante n'est pas née pour servir d'ancre. Elle a plutôt vocation à être une catapulte. Elle ne veut pas être havre d'arrivée, mais port de départ. Elle ne rente pas la nostalgie, mais elle lui préfère l'espoir, ses dangers, ses intempéries. Les Grecs pensaient que la mémoire était fille du temps et de la mer ; ils n'avaient pas tort.

INFORMATION ET SOLIDARITÉ

En 1995, 386 centres de documentation ont été créés en Amérique latine, 22 en Asie, 11 en Afrique, 14 en Asie.

Dans les pays du tiers-monde, comme en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique, les difficultés économiques et, souvent, la non-convertisibilité des monnaies interdisent l'accès à l'information et aux journaux étrangers. La circulation des idées, la réflexion sur la démocratie et la justice sociale sont ainsi freinées. L'absence de moyens est particulièrement criante dans les centres de lecture collective : bibliothèques, universités, instituts de recherche, groupements associatifs et organisations humanitaires.

Pour aider ces organismes à recevoir *Le Monde diplomatique*, participez au fonds « Lecteurs solidaires »

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Je verse par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal la somme de : _____

☐ 350 F pour un abonnement en Afrique ou Proche-Orient.

☐ 395 F pour un abonnement en Amérique latine ou en Asie.

ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F

destinés au fonds commun « Lecteurs solidaires »

GUNTER HOLZMANN

On dit que j'ai survécu quelque part au-delà des mers...

Il est des vies que l'auteur de romans à l'imagination la plus échevelée oserait à peine concevoir.

264 p. 135 F

« Une irremplaçable leçon de sagesse. » Ramon Chao, *Le Monde des Livres*

« Drôle, picaresque, engagé, un livre-bonheur. » Daniel Mermet, *France Inter*

LA DÉCOUVERTE

Afrique ?



Abd Rabbou Ben Salim, poète de Séville, XIII^e siècle

Le pouvoir n'admet d'autres racines que celles nécessaires à l'absorption de ses crimes : l'impunité exige la malmémoire, l'amnésie, l'oubli. Des pays et des personnes échouent, d'autres sombrent, parce que la vie est un système de récompenses et de châtiments qui privilégie les forts et punit les faibles. Afin que les infamies se métamorphosent en exploits, il faut briser la mémoire : la mémoire du Nord se sépare de la mémoire du Sud, l'accumulation se détache du saccage, l'opulence n'a que faire du dépeuplement.

La mémoire brisée nous incite à croire que la richesse n'est pas responsable de la pauvreté et que le malheur, depuis des siècles ou des millénaires, n'est pas le prix du bonheur. Et nous fait croire que nous sommes condamnés à la résignation.

En 1499, à Grenade, l'archevêque Cisneros jeta aux flammes les livres musulmans ; huit siècles d'histoire écrite de culture islamique en Espagne réduits en cendres.

En 1562, à Mani de Yucatan, le frère Diego de Landa jeta aux flammes les livres mayas ; huit siècles d'histoire écrite de la culture indienne en Amérique réduits en cendres.

* Écrivain uruguayen, auteur, entre autres, des *Veines ouvertes de l'Amérique latine*, Plan, coll. « Terre humaine », Paris, 1981.

La quatrième guerre

(Suite de la première page)

Si la troisième guerre mondiale a vu l'affrontement du capitalisme et du socialisme sur divers terrains et avec des degrés d'intensité variables, la quatrième se livre entre grands centres financiers, sur des théâtres mondiaux et avec une formidable et constante intensité.

La « guerre froide », la mal nommée, atteignit de très hautes températures : des cataclysmes de l'espionnage international jusqu'à l'espace sidéral de la fameuse « guerre des étoiles » de Ronald Reagan ; des sables de la baie des Cochons à Cuba, jusqu'au delta du Mékong, au Vietnam ; de la course effrénée aux armes nucléaires jusqu'aux coups d'Etat sauvages en Amérique latine ; des coupables manœuvres des armées de l'OTAN aux menées des agents de la CIA en Bolivie, où fut assassiné Che Guevara. Tous ces événements ont fini par faire fondre le camp socialiste comme système mondial, et par le dissoudre comme alternative sociale.

bombe à neutrons, arme qui détruit la vie tout en respectant les bâtiments. Mais une nouvelle merveille a été découverte à l'occasion de la quatrième guerre mondiale : la bombe financière. A la différence de celles d'Hiroshima et de Nagasaki, cette nouvelle bombe ne détruit pas la terre, elle détruit la nation et impose la mort, la terreur et la misère à ceux qui y habitent, mais elle transforme sa cible en simple pièce dans le puzzle de la mondialisation économique. Le résultat de l'explosion n'est pas un tas de ruines fumantes ou des milliers de corps inertes, mais un quartier qui s'ajoute à une mégapole commerciale du nouvel hypermarché planétaire et une force de travail reprogrammée pour le nouveau marché de l'emploi planétaire.

L'Union européenne vit dans sa chair les effets de la quatrième guerre mondiale. La mondialisation a réussi à y effacer les frontières entre des États rivaux, ennemis depuis des siècles, et les a obligés à converger vers l'union politique. Des États-nations jusqu'à la fédération européenne, le chemin sera

Les nouveaux maîtres du monde n'ont pas besoin de gouverner directement. Les gouvernements nationaux se chargent d'administrer les affaires pour leur compte. Le nouvel ordre, c'est l'unification du monde en un unique marché. Les États ne sont que des entreprises avec des gérants en guise de gouvernements, et les nouvelles alliances régionales ressemblent davantage à une fusion commerciale qu'à une fédération politique. L'unification qui produit le néolibéralisme est économique : dans le gigantesque hypermarché planétaire ne circulent librement que les marchandises, pas les personnes.

Cette mondialisation répand aussi un modèle général de pensée. L'American way of life, qui avait suivi les troupes américaines en Europe lors de la deuxième guerre mondiale, puis au Vietnam et, plus récemment, dans le Golfe, s'étend maintenant à la planète par le biais des ordinateurs. Il s'agit d'une destruction des bases matérielles des États-nations, mais également d'une destruction historique et culturelle.

Toutes les cultures que les nations ont forgées - le noble passé indigène de l'Amérique, la brillante civilisation européenne, la sage histoire des nations asiatiques et la richesse ancestrale de l'Afrique et de l'Océanie - sont corrodées par le mode de vie américain. Le néolibéralisme impose ainsi la destruction de nations et de groupes de nations pour les fondre dans un seul modèle. Il s'agit donc bien d'une guerre planétaire, la plus et la plus cruelle, que le néolibéralisme livre contre l'humanité.

Nous voici face à un puzzle. Pour le reconstituer, pour comprendre le monde d'aujourd'hui, beaucoup de pièces manquent. On peut néanmoins retrouver sept afin de pouvoir espérer que ce conflit ne s'achève pas par la destruction de l'humanité. Sept pièces pour dessiner, colorier, découper et tenter de reconstituer, en les assemblant à d'autres, le casse-tête mondial.

La première de ces pièces est la double accumulation de richesse et de pauvreté aux deux pôles de la société planétaire. La deuxième est l'entière exploitation du monde. La troisième est le cauchemar d'une partie dévorée de l'humanité. La quatrième est la relation nauséabonde entre le pouvoir et le crime. La cinquième est la violence de l'Etat. La sixième est le mystère de la mégapole. La septième, ce sont les formes multiples de résistance que déploie l'humanité contre le néolibéralisme.

Pièce n° 1

CONCENTRATION DE LA RICHESSE ET RÉPARTITION DE LA PAUVRETÉ

La figure 1 se construit en dessinant un signe monétaire.

Dans l'histoire de l'humanité, divers modèles se sont disputés pour proposer l'absolue comme marque de l'ordre mondial. Le néolibéralisme occupe une place privilégiée lors de la remise des médailles. Sa conception du « partage » de la richesse est doublement absurde : accumuler des richesses pour quelques-uns, et de besoins pour des millions d'autres. L'injustice et l'inégalité sont les signes distinctifs du monde actuel. La Terre compte 5 milliards d'êtres humains : 500 millions vivent confortablement, 4,5 milliards souffrent de pauvreté. Les riches compensent leur minorité numérique grâce à leurs milliards de dollars. A elle seule, la fortune des 358 personnes les plus riches du monde, milliardaires en dollars, est supérieure au revenu annuel de la moitié des habitants les plus pauvres de la planète, soit environ 26 milliards de personnes.

Le progrès des grandes entreprises transnationales ne suppose pas l'avancée des nations développées. Au contraire, plus ces géants s'enrichissent, et plus s'aggrave la pauvreté dans les pays dits riches. L'écart entre riches et pauvres est énorme : loin de s'améliorer, les inégalités sociales se creusent.

Ce signe monétaire que vous avez dessiné représente le symbole du pouvoir économique mondial. Maintenant, donnez-lui la couleur vert dollar. Négatif, l'odeur nauséabonde ; cet arôme de fumier, de fange et de sang est d'origine.

Pièce n° 2

GLOBALISATION DE L'EXPLOITATION

La figure 2 se construit en dessinant un triangle.

L'un des mensonges néolibéraux consiste à dire que la croissance économique des entreprises produit une meilleure répartition de la richesse et de l'emploi. C'est faux. De même que l'accroissement du pouvoir d'un roi n'a pas pour effet un accroissement du pouvoir de ses sujets (c'est plutôt le contraire), l'absolutisme du capital financier n'améliore pas la répartition des richesses et ne crée pas de travail. Pauvreté, chômage et précarité sont ses conséquences structurelles.

Dans les années 60 et 70, le nombre de pauvres (définis par la Banque mondiale comme disposant de moins de 1 dollar par jour) s'élevait à quelque 200 millions. Au début des années 90, leur nombre était de 2 milliards.

D'avantage d'êtres humains pauvres et appauvris. Moins de personnes riches et enrichies, telles sont les leçons de la pièce 1 du puzzle. Pour obtenir ce résultat absurde, le système capitaliste mondial « modernisé » la production, la circulation et la consommation de marchandises. La nouvelle révolution technologique (l'informatique) et la nouvelle révolution politique (les mégapoles émergentes sur les ruines de l'Etat-nation) produisent une nouvelle « révolution » sociale, en fait une réorganisation des forces sociales, principalement de la force du travail.

La population économiquement active (PEA) mondiale est passée de 1,38 milliard en 1960 à 2,37 milliards en 1990. D'avantage d'êtres humains capables de travailler, mais le nouvel ordre mondial les circonscrit dans des espaces précis et en réaménage les fonctions (ou les non-fonctions, comme dans le cas des chômeurs et des précaires). La population mondiale employée par activité (PMEA) s'est modifiée radicalement au cours des vingt dernières années. Le secteur agricole et la pêche sont tombés de 22 % en 1970 à 12 % en 1990, le manufacturier de 25 % à 22 %, mais le tertiaire (commerce, transports, banque et services) est passé de 42 % à 56 %. Dans les pays en voie de développement, le tertiaire a crû de 40 % en 1970 à 57 % en 1990, l'agriculture et la pêche chutant de 30 % à 15 % (2).

De plus en plus de travailleurs sont orientés vers des activités de haute productivité. Le système agit ainsi comme une sorte de mégapole pour lequel le marché planétaire ne serait qu'une entreprise unique, gérée de manière « moderne ».

Mais la « modernité » néolibérale semble plus proche de la bestiale naissance du capitalisme que de la « rationalité » utopique. Car la production capitaliste continue de faire appel au travail des enfants. Sur 1,15 milliard d'enfants dans le monde, au moins 100 millions vivent dans la rue et 200 millions travaillent - ils servent, d'après les prévisions, 400 millions en l'an 2000. Rien qu'en Asie, on en compterait 146 millions dans les manufactures. Et dans le Nord aussi, des centaines de milliers d'enfants travaillent pour compléter le revenu familial ou pour survivre. On emploie également beaucoup d'enfants dans les industries du plaisir : selon les Nations unies, chaque année, un million d'enfants sont jetés dans le commerce sexuel.

Le chômage et la précarité de millions de travailleurs dans le monde, voilà une réalité qui ne semble pas à la veille de disparaître. Dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le chômage est passé de 3,8 % en 1966 à 6,3 % en 1990 ; en Europe, il est passé de 2,2 % à 6,4 %. Le marché mondialisé détruit les petites et moyennes entreprises. Avec la disparition de marchés locaux et régionaux, celles-ci, privées de protection, ne peuvent supporter la concurrence des géants transnationaux. Des millions de travailleurs se retrouvent ainsi au chômage. Absurdité néolibérale : loin de créer des emplois, la croissance de la production en déduit - l'ONU parle de « croissance sous emploi ».

Mais le cauchemar ne s'arrête pas là. Les travailleurs doivent accepter des conditions précaires. Une plus grande instabilité, des journées de travail plus longues et des salaires plus bas. Telles sont les conséquences de la mondialisation et de l'explosion du secteur des services.

Tout cela produit un excédent spécifique : des êtres humains en trop, in-

tiles au nouvel ordre mondial parce qu'ils ne produisent plus, ne consomment plus et n'emploient plus aux banques. Bref, ils sont jetables. Chaque jour, les marchés financiers imposent leurs lois aux États et aux groupes d'États. Ils redistribuent les habitants. Et, à la fin, ils constatent qu'il y a encore des gens en trop.

Voilà donc une figure qui ressemble à un triangle, la représentation de la pyramide de l'exploitation mondiale.

Pièce n° 3

MIGRATION LE CAUCHEMAR DE L'ÉMIGRATION

La figure 3 se construit en dessinant un cercle.

Nous avons déjà parlé de l'existence à la fin de la troisième guerre mondiale, de nouveaux territoires (les anciens pays socialistes) à conquérir, et d'autres à reconquérir. D'où la triple stratégie des marchés : les « guerres régionales » et les « conflits internes » prolifèrent ; le capital poursuit un objectif d'accumulation atypique : et de grandes masses de travailleurs sont mobilisées. Résultat : une grande roue de millions de migrants à travers la planète. « Étrangers » dans un monde « sans frontières », selon la promesse des vainqueurs de la guerre froide, ils souffrent de persécutions xénophobes, de la précarité de l'emploi, de la perte de leur identité culturelle, de la répression policière et de la faim, quand on ne les jette pas en prison ou qu'on ne les assassine.

Le cauchemar de l'émigration, quelle qu'en soit la cause, continue de croître. Le nombre de ceux qui relèvent du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a finalement explosé, passant de 2 millions en 1975 à plus de 27 millions en 1995.

La politique migratoire du néolibéralisme a davantage pour but de déstabiliser le marché mondial du travail que de freiner l'immigration. La quatrième guerre mondiale - avec ses mécanismes de destruction-dépeuplement, reconstruction-réorganisation - entraîne le déplacement de millions de personnes. Leur destinée est d'entrer, leur cauchemar sur le dos, afin de constituer une menace pour les travailleurs disposant d'un emploi, un épouvantail de nature à faire oublier le patron et un prétexte pour le racisme.

Pièce n° 4

MONDIALISATION FINANCIÈRE ET GÉNÉRALISATION DU CRIME

La figure 4 se construit en dessinant un rectangle.

Si vous pensez que le monde de la délinquance est synonyme d'outrecuidance et d'obscurité, vous vous trompez. Durant la période dite de guerre froide, le crime organisé a acquis une image plus respectable. Non seulement il a commencé à fonctionner comme une entreprise moderne, mais il a aussi pénétré profondément les systèmes politiques et économiques des États-nations.

Avec le début de la quatrième guerre mondiale, le crime organisé a globalisé ses propres activités. Les organisations criminelles des cinq continents se sont approprié l'esprit de coopération mondial et, associées, participent à la conquête des nouveaux marchés. Elles investissent dans des affaires légales, non seulement pour blanchir l'argent sale, mais pour acquérir du capital destiné à leurs affaires illégales. Activités préférées : l'immobilier de luxe, les loisirs, les médias, et... la banque.

Ali Baba et les 40 banquiers ? Pas. Les banques commerciales utilisent l'argent sale pour leurs activités légales. Selon un rapport des Nations unies, « le développement des syndicats du crime a été facilité par les programmes d'ajustement structurel que les pays endettés ont été contraints d'accepter pour avoir accès aux prêts du Fonds monétaire international (3) ».

(1) Entretien avec Martha Garcia. La Jornada, 28 août 1997.

(2) Ochoa Chi et Juanita del Pilar, Mercado mundial de fuerza de trabajo en el capitalismo contemporáneo, UNAM, Economía, México, 1997.

(3) La Globalisation du crime, Nations unies, New York, 1995.



LE SOUS-COMMANDANT MARCOS RÉDIGEANT SON JOURNAL DE CAMPAGNE

« Choisir la raison et abandonner à l'ennemi la force. »

La troisième guerre mondiale a montré les bienfaits de la « guerre totale » pour le vainqueur : le capitalisme. L'après-guerre laisse entrevoir un nouveau dispositif planétaire dont les principaux éléments conflictuels sont l'accroissement important des manœuvres du fait de la décadence de l'Est, le développement de quelques puissances (les États-Unis, l'Union européenne et le Japon), la crise économique mondiale et la nouvelle révolution informatique.

Grâce aux ordinateurs, les marchés financiers, depuis les salles de change et selon leur bon plaisir, imposent leurs lois et leurs préceptes à la planète. La « mondialisation » n'est rien de plus que l'extension totalitaire de leurs logiques à tous les aspects de la vie. Nageurs maîtres de l'économie, les États-Unis sont désormais dirigés, télé-dirigés, par la dynamique même du pouvoir financier : le libre-échange commercial. Et cette logique a profité de la porosité provoquée par le développement des télécommunications pour s'approprier tous les aspects de l'activité du spectre social. Enfin une guerre mondiale totalement totale !

Une de ses premières victimes est le marché national. A la manière d'une balle tirée à l'intérieur d'une pièce blindée, la guerre déclenchée par le néolibéralisme riche et finit par blesser le pauvre. Une des bases fondamentales du pouvoir de l'Etat capitaliste moderne, le marché national, est liquidée par la canonnade de l'économie financière globale. Le nouveau capitalisme international rend les capitalistes nationaux eadues, et en affame jusqu'à l'insatiable les pouvoirs publics. Le coup a été si brutal que les États nationaux n'ont pas la force de défendre les intérêts des citoyens.

La belle vitrine bérivée de la guerre froide - le nouvel ordre mondial - a été brisée en mille morceaux par l'explosion néolibérale. Quelques minutes suffiraient pour que les entreprises et les États s'effondrent ; non pas à cause du souffle des révolutions prolétariennes, mais en raison de la violence des ouragans financiers.

Le fils (le néolibéralisme) dévore le père (le capital national) et, au passage, détruit les mensonges de l'idéologie capitaliste : dans le nouvel ordre mondial, il n'y a ni démocratie, ni liberté, ni égalité, ni fraternité. La scène planétaire est transformée en nouveau champ de bataille où règne le chaos.

Vers la fin de la guerre froide, le capitalisme a créé une horreur militaire : la

pavé de destructions et de ruines, à commencer par celles de la civilisation européenne.

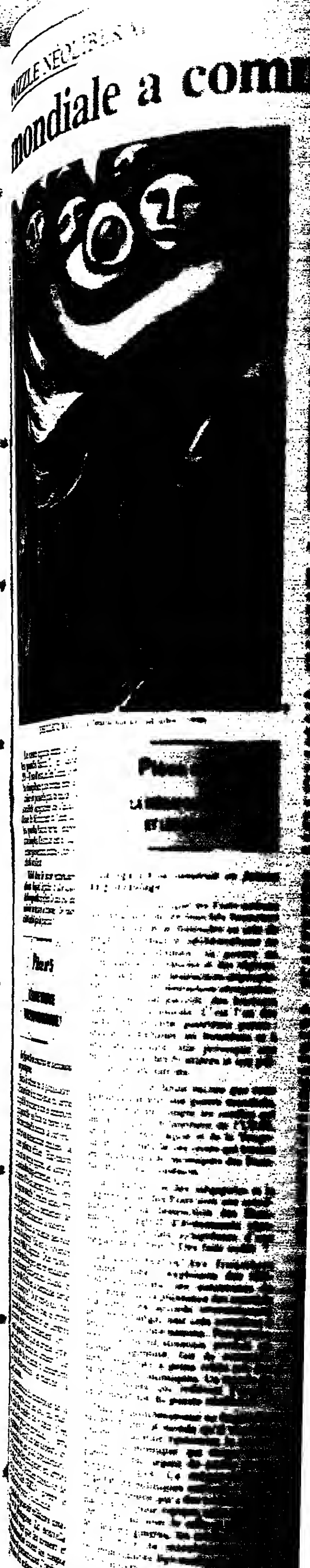
Les mégapoles se reproduisent sur toute la planète. Les zones d'intégration commerciale constituent leur terrain de prédilection. En Amérique du Nord, l'Accord de libre échange nord-américain (Aléna) entre le Canada, les États-Unis et le Mexique précède l'accomplissement d'un vieux rêve de conquête : « L'Amérique aux Américains ».

Les mégapoles remplacent-elles les nations ? Non, ou plutôt pas seulement. Elles leur attribuent de nouvelles fonctions, de nouvelles limites et de nouvelles perspectives. Des pays entiers deviennent des départements de la méga-entreprise néolibérale, qui produit ainsi, d'un côté, la destruction/dépeuplement et, de l'autre, la reconstruction/réorganisation de régions et de nations.

Si les bombes nucléaires avaient un caractère dissuasif, comminatoire et coercitif lors de la troisième guerre mondiale, les hyperbombes financières, au cours de la quatrième, sont d'une autre nature. Elles servent à attaquer les territoires (États-nations) en détruisant les bases matérielles de leur souveraineté et en produisant leur dépeuplement qualitatif, l'exclusion de tous les incapables à la nouvelle économie (par exemple, les indigènes). Mais, simultanément, les centres financiers opèrent une reconstruction des États-nations et les reorganisent selon la nouvelle logique : l'économie l'emporte sur le social.

Le monde indigène est plein d'exemples illustrant cette stratégie : M. Ian Chambers, directeur du Bureau pour l'Amérique centrale de l'Organisation internationale du travail (OIT), a déclaré que la population indigène mondiale (300 millions de personnes) vit dans des zones qui recèlent 60 % des ressources naturelles de la planète. « Il n'est donc pas surprenant que de multiples conflits éclatent pour s'emparer de leurs terres (...). L'exploitation des ressources naturelles (pétrole et mines) et le tourisme sont les principales industries qui menacent les territoires indigènes en Amérique (1) ». Après viennent la pollution, la prostitution et les drogues.

Dans cette nouvelle guerre, la politique, en tant que moteur de l'État-nation, n'existe plus. Elle sert seulement à gérer l'économie, et les hommes politiques ne sont plus que des gestionnaires d'entreprise.



ne guerre

Insiste donc une figure qui ressemble à un triangle, la représentation de pyramide de l'exploitation mondiale

MIGRATION, LE CAUCHEMAR ERRANT

Les figures 2 se construisent en dessinant un cercle de

[illegible]

MONDIALISATION FINANCIÈRE

mondiale a commencé



Voici donc le miroir rectangulaire dans lequel légalité et illégalité échangent leurs reflets. De quel côté du miroir se trouve le criminel ? De quel côté celui qui le poursuit ?

La figure 5 se construit en dessinant un pentagone.

Que faire quand la violence découle des lois du marché ? Où est la violence légitime ? Où l'illégitime ? Quel monopole de la violence peut revendiquer les malheureux États-nations quand le libre jeu de l'offre et la demande défie un tel monopole ? N'avons-nous pas montré, dans la pièce n° 4, que le crime organisé, le gouvernement et les centres financiers sont tous intimement liés ? N'est-il pas évident que le crime organisé compte de véritables armées ? Le monopole de la violence n'appartient plus aux États-nations : le marché l'a mis à l'encan.

Si la contestation du monopole de la violence invoque, non les lois du marché, mais les intérêts de « ceux d'en bas », alors le pouvoir mondial verra une agression. C'est l'un des aspects les moins étudiés (et les plus condamnés) du défi lancé par les indigènes en armes et en rébellion de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) contre le néolibéralisme et pour l'humanité.

Le symbole du pouvoir militaire américain est le Pentagone. La nouvelle police mondiale veut que les armées et les polices nationales soient un simple corps de sécurité garantissant l'ordre et le progrès dans les mégapoles néolibérales.

Voici donc la figure qui représente la mégapolitique. Impossible de lui trouver la moindre rationalité.

Pièce n° 7
LES POIGES
DE RÉSISTANCE

La figure 7 se construit en dessinant une poche.

« Pour commencer, je te prie de ne point confondre la Résistance avec l'opposition politique. L'opposition ne s'oppose pas au pouvoir, et sa forme la plus aboutie est celle d'un parti d'opposition ; tandis que la Résistance, par définition, ne peut être un parti : elle n'est pas faite pour gouverner, mais... pour résister. » (Tomás Segovia, Alegatorio, Mexico, 1996.)

L'apparente infaillibilité de la mondialisation se heurte à l'obstinate désobéissance de la réalité. Tandis que le néolibéralisme poursuit sa guerre, des groupes de protestataires, des nayoux de rebelles se forment à travers la planète. L'empire des financiers aux poches pleines affronte la rébellion des poches de résistance. Oui, des poches. De toutes tailles, de différentes couleurs, de formes variées. Leur seul point commun : une volonté de résistance à ce « nouvel ordre mondial » et au crime contre l'humanité que représente cette quatrième guerre.

Le néolibéralisme tente de soumettre des millions d'êtres, et veut se débarrasser de tous ceux qui seraient « de trop ». Mais ces « jetables » se révoltent. Femmes, enfants, vieillards, jeunes, indigènes, écologistes, homosexuels, lesbiennes, séropositifs, travailleurs, et tous ceux qui dérangent l'ordre nouveau, qui s'organisent et qui luttent. Les exclus de la « modernité » tissent les résistances.

An Mexique, par exemple, au nom du Programme de développement intégral de l'isthme des Tehuantepec, les autorités voudraient construire une grande zone industrielle. Cette zone comprendra des « usines-tournevis », une raffinerie pour traiter le tiers du

brut mexicain et pour élaborer des produits de la pétrochimie. Des voies de transit interocéaniques seront construites : des routes, un canal et une ligne ferroviaire transisthmique. Deux millions de paysans deviendraient ouvriers de ces usines. De même, dans le sud-est du Mexique, dans la forêt Lacandone, on met sur pied un Pro-

gramme de développement régional durable, avec l'objectif de mettre à la disposition du capital des terres indigènes riches en dignité et en histoire, mais aussi en pétrole et en uranium.

le Mexique, en séparant le Sud-Est du reste du pays. Ils s'inscrivent, en fait, dans une stratégie de contre-insurrection, telle une tenaille cherchant à envelopper la rébellion anti-néolibérale née en 1994 : au centre, se trouvent les indigènes rebelles de l'Armée zapatiste de libération nationale.

Sur la question des indigènes rebelles, une parenthèse s'impose : les zapatistes estiment que, au Mexique, la reconquête et la défense de la souveraineté nationale font partie de la révolution antilibérale. Paradoxalement, on accuse l'EZLN de vouloir la fragmentation du pays.

La réalité, c'est que les seuls à évoquer le séparatisme sont les entrepreneurs de l'Etat de Tabasco, riche en pétrole, et les députés fédéraux originaires du Chiapas et membres du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Les zapatistes, eux, pensent que la défense de l'Etat national est nécessaire face à la mondialisation, et que les tentatives pour briser le Mexique en morceaux viennent du groupe qui gouverne et non des justes demandes d'autonomie des peuples indiens.

L'EZLN et l'ensemble du mouvement indigène national ne veulent pas

Il y a pas que dans les montagnes du Sud-Est mexicain que l'on résiste au néolibéralisme. Dans d'autres régions du Mexique, en Amérique latine, aux États-Unis et au Canada, dans l'Europe du traité de Maastricht, en Afrique, en Asie et en Océanie, les poches de résistance se multiplient. Chacune a sa propre histoire, ses spécificités, ses similitudes, ses revendications, ses luttes, ses succès. Si l'humanité veut survivre et s'améliorer, son seul espoir réside dans ces poches que forment les exclus, les laissés-pour-compte, les « jembes ».

Cela est un exemple de poche de résistance, mais je n'y attache pas beaucoup d'importance. Les exemples sont aussi nombreux que les résistances et aussi divers que les mondes de ce monde. Dessinez donc l'exemple qui vous plaira. Dans cette affaire des poches, comme dans celle des résistances, la diversité est une richesse.

Après avoir dessiné, colorié et découpé ces sept pièces, vous vous apercevrez qu'il est impossible de les assembler. Tel est le problème : la mondialisation a voulu assembler des pièces qui ne s'emboîtent pas. Pour cette raison, et pour d'autres que je ne peux développer dans ce texte, il est nécessaire de bâtir un monde nouveau. Un monde pouvant contenir beaucoup de mondes, pouvant contenir tous les mondes.

Post-scriptum qui raconte des rêves nichés dans l'amour. La mer repose à mes côtés. Elle partage depuis longtemps des angoisses, incertitudes, et de nombreux rêves, mais maintenant, elle dort avec moi dans la nuit chaude de la forêt. Je la regarde onduler comme les blés dans mes rêves et m'émerveille à nouveau de la retrouver inchangée : tiède, fraîche, à mes côtés. L'étouffement me tire du lit et prend ma main et ma plume pour ramener le vieux Antoine, aujourd'hui comme il y a des années...

J'ai demandé au vieux Antoine de m'accompagner dans une exploration en aval du fleuve. Nous n'emportons qu'un peu de nourriture. Durant des heures, nous poursuivons le cours capricieux, et la faim et la chaleur nous saisissent. Nous passons l'après-midi à poursuivre une harde de sangliers. Il se présente un gros taillis, je jette mon gâche, mais un troupeau noir sauvage se précipite du groupe et nous attaque. Je fais appel à tout mon savoir militaire : je jette mon arme, et je grimpe à l'arbre le plus proche. Le vieux Antoine reste impassible devant l'attaque et, au lieu de courir, il se place derrière un taillis.

Les gigantesques sangliers, de toutes ses tailles, se font sauter sur les branches et dans les branches et les épines. Avant qu'il ne parvienne à se libérer, le vieux Antoine lève sa vieille carabine, et, d'un coup, fournit le repas du soir.

A l'aube, lorsque j'ai fini de nettoyer mon moderne fusil automatique (M-16, calibre 5,56 mm avec sélecteur de cadence et une portée réelle de 460 mètres, une mire télescopique, et un chargeur de 90 balles), je rédige mon Journal de campagne. Omettant ce qui est arrivé, je note seulement : « Avons rencontré sanglier et A. a tué une pièce. Hauteur 350 mètres. Il n'a pas plu. »

Pendant que nous attendons que la viande grille, je raconte au vieil Antoine que ma part servira pour les fêtes qu'on prépare au campement. « Des fêtes ? », me demande-t-il, pendant qu'il arrose le feu. « Oui, lui dis-je. Quel que soit le mois, il y a toujours quelque chose à fêter. » Et je poursuis par une brillante dissertation sur le calendrier historique et les célébrations zapotèques. Le vieil Antoine m'écoute en silence ; imaginant que cela ne l'intéresse pas, je m'installe pour dormir.

Plongé dans mes rêves, je voyais le vieil Antoine saisir mon cahier et y écrire quelque chose. Le lendemain, après le petit déjeuner, nous partageons la viande, et chacun s'en va de son côté. Une fois au campement, je fais mon rapport et je montre le cahier pour qu'on sache ce qui s'est passé. « Ce n'est pas ton écriture », me dit-on en me montrant le cahier. Je réplique, après ce que j'avais noté moi-même, le vieil Antoine a écrit en grosses lettres : « Si tu ne peux pas avoir, et la raison, et la force, choisis toujours la raison et abandonne à l'ennemi la force. Dans de nombreuses batailles, la force permet d'obtenir la victoire, mais une guerre ne se gagne que grâce à la raison. La raison ne permet pas de tirer force de la raison, tandis que la force ne permet pas de tirer force de la raison, tandis que nous pourrions toujours tirer force de notre raison. »

Et plus bas, en petits caractères :
« Jovèneses fîtes. »

Evidemment, je n'avais plus faim.
Les fêtes gauchistes comme d'habitude.

SOUS-COMMANDANT MARCOS.

ESPRIT

Août-septembre 1997.

Les Modernes en mal d'amour

Un projet pour la France

Paul Thibaud

La Shoah et l'histoire

Francois Bédarida

Le numéro : 85 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 570 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - ☎ 01 48 04 08 83

JUILLET 1995, UNE VAGUE DE CHALEUR TUE PLUS DE 500 PERSONNES

Autopsie d'un été meurtrier à Chicago

Une enquête d'ERIC KLINENBERG *

« Il fait chaud. Il fait très chaud. Nous avons tous nos problèmes, mais on s'enfonce dans le chaos. Et c'est pour ça que les gens aiment Chicago. On y est. »
(Richard M. Daley, maire de Chicago.)

Le 30 juin 1995, le journal médical du centre de prévention des maladies et du ministère de la santé américain publie un rapport sur les décès causés par les grandes chaleurs estivales. Entre 1979 et 1992, elles ont provoqué la mort de 5 379 personnes aux États-Unis. « Ces décès, conclut le rapport, peuvent facilement être évités ».

Moins de deux semaines plus tard, Chicago est frappée par l'une des vagues de chaleur les plus redoutables de son histoire. Par endroits, les températures atteignent 46 degrés. Nusse éparé et absence de vent : pendant une semaine, la ville se transforme en fournaise.

La chaleur fait ses premières victimes le 13 juillet. Dès le lendemain, le matraquage médiatique commence lorsque deux nourrissons, oubliés dans une camionnette par le directeur de leur crèche, périssent suffoqués par une chaleur de 73 degrés. À la fin de la semaine, la canicule a provoqué le mort de cinq cents à sept cents personnes selon les estimations. Et des milliers d'hospitalisations.

La seule météorologie ne saurait expliquer ces décès. La mort est à mettre en relation avec un type de séparation (sociale, spatiale, raciale et politique) identique à celui qui régit la vie de certains habitants de la ville. La canicule meurtrière de 1995 a illustré les nouvelles formes de marginalité et d'abandon social propres aux grandes villes américaines et particulièrement marquées à Chicago (1). Une calamité plus « structurelle » que « naturelle » qui non seulement souligne la relation évidente entre la pauvreté et le souffrance, mais révèle également les mécanismes sociaux et institutionnels qui sous-tendent l'insécurité américaine.

Pannes d'eau et d'électricité

MARDI 12 juillet, Chicago halète sous un soleil de plomb. Les rues sont en feu. Plusieurs jours auparavant, les météorologues, alertés par une masse d'air chaud venant du sud, ont annoncé la vague de chaleur. À temps pour que les autorités diffusent des messages de prévention. Certains habitants sont donc pris. D'autres réagissent promptement, dévalisant en un après-midi tous les magasins de climatiseurs et de ventilateurs. La population envahit les bords du lac : on dénombre jusqu'à quatre-vingt-dix mille personnes antécédées sur une seule plage. Ceux qui sont trop éloignés des plages se mettent en quête de fontaines, de piscines municipales ou de bouches d'incendie...

Alors que la ville fait provision de climatiseurs, sa consommation d'énergie atteint un niveau qui excède vite les capacités de la compagnie d'électricité. Ses équipements se détraquent au moment où les gens en ont le plus besoin. Apparues dès le mercredi 13 juillet, les pannes se répètent les jours suivants. Le vendredi, deux grands transformateurs disjonctent en moins d'une heure. Des quartiers entiers se retrouvent sans électricité - et donc sans climatisseurs, sans ventilateurs et sans télévision pour les informer des moyens de se protéger. Dans certains cas, durant deux jours.

Jeudi est le jour le plus chaud. Par endroits, les températures affichent 41 degrés - et jusqu'à 44 degrés dans certains immeubles non climatisés. Les pompiers doivent faire usage de leurs lances à incendie pour asperger les voyageurs, accablés, d'un car scolaire coincé dans les embouteillages de la journée. Cette technique du jet sera largement imitée par la population - surtout par les jeunes des quartiers les plus défavorisés. N'ayant guère les moyens de se prémunir contre la chaleur, ils ouvrent grandes les bouches d'incendie, créant ainsi des fontaines publiques, des parcs aquatiques, des oasis improvisées où les personnes valides viennent se rafraîchir. Cette stratégie de survie a une conséquence désastreuse : asséchant les réserves d'eau de la ville, elle prive des quartiers entiers d'eau courante pour une durée prolongée. Le jeudi chaud, trois mille points d'eau sauvages sont ainsi ouverts.

La « guerre de l'eau » commence. Équipes de surveillance et policiers parcourent les rues pour sceller les bouches d'incendie, menaçant d'une amende de 500 dollars quiconque les ouvrirait. Cela n'arrête pas la population : craignant de perdre sa meilleure arme contre la chaleur, elle recourt à tous les subterfuges : torches acétyléniques, perceuses, scies, marteaux-piqueurs. Des groupes de jeunes attaquent neuf camions-citernes et blessent quatre ouvriers qui tentaient de sceller les bouches d'incendie.

* Chercheur à l'université de Californie, Berkeley.

Rapidement, la canicule vient à bout des meigres résistances opposées par les personnes les plus vulnérables : après quarante-huit heures d'exposition ininterrompue, le chaleur amenuise les défenses de l'organisme. Les services d'urgence et les morgues de la ville sont submergés. À Chicago, le taux de mortalité de base, assez stable, est de soixante-deux décès par jour. Vendredi 15 juillet, on en enregistre cent quatre-vingt-huit. La morgue doit alors réorganiser ses locaux pour recevoir les nouveaux arrivants. Le week-end sera particulièrement meurtrier avec trois cent soixante-cinq décès dans la journée du samedi, et deux cent quarante et un le dimanche. La fièvre retombe le lundi, avec cent quatre-vingt-trois décès. Mardi, on n'en compte plus que cent six. Et quatre-vingt-dix les deux jours suivants.

En période normale, les médecins légistes autopsient environ dix-sept corps par jour. La morgue, organisée en conséquence, se retrouve donc assez vite débordée par l'afflux de ces centaines de cadavres qu'elle ne peut pas stocker. Située en plein centre-ville, en face du plus grand hôpital public de Chicago, elle devient le symbole même du défilé du corps municipal. Journalistes, infirmiers et hommes politiques se précipitent pour assister au spectacle.



PRÈS DE LA MORGUE
Des centaines de cadavres en face du plus grand hôpital public de la ville

Médecin en chef du comté, le docteur Edmund Donoghue met tout en œuvre pour gérer l'afflux de cadavres. Un « marathon de l'autopsie » commence. Des camions frigorifiques de plus de 15 mètres de long - généralement prêtés par une entreprise locale de transport (Chicago est la capitale mondiale de la viande) - sont transformés en « chambres froides d'urgence ». Au plus fort de la canicule, la morgue est encadrée par dix de ces camions. Ambulances, wagons de police et véhicules de pompiers se fraient un chemin pour livrer leurs cadavres, forment ainsi une parade funèbre tellement irréaliste qu'il semble difficile de croire que tout cela se passe au cœur même de la troisième ville de la superpuissance américaine.

Les autorités municipales doivent fournir une explication. Mais trop occupé à améliorer l'image de Chicago en vue de la convention démocrate qui s'y tiendra l'été suivant, le maire, M. Richard M. Daley, préfère masquer la réalité. En 1989, il a pourtant été élu après avoir déclaré : « On ne peut fermer les yeux plus longtemps sur les problèmes de cette ville. La municipalité doit savoir prendre ses responsabilités (...). Je n'attendrai pas qu'une catastrophe se produise pour agir ».

Alerté de la hausse vertigineuse de la mortalité, la première réaction de M. Daley témoigne néanmoins de sa légendaire pécuniosité. « Tous les jours, dit-il, la presse, des gens meurent de cause naturelle. Vous ne pouvez pas tout mettre sur le dos de la canicule. Ou alors tous les décès de l'été seront dus à la chaleur (2) ».

Cette première explication n'ayant pas entièrement convaincu, le maire démocrate adopte une nouvelle tactique. Les décès avaient un lien avec la canicule, mais les élus municipaux n'étaient pas responsables du nombre des victimes. M. Daley tenait deux coupables. D'abord l'entreprise Common-

wealth Edison, depuis longtemps accusée par la population de détenir le quasi-monopole de l'énergie, s'était révélée incapable de fournir de l'électricité au moment où la ville en avait le plus besoin. Le maire suggère donc la ramise en question de la concession accordée à la société et menaçait d'engager contre elle un procès pour rupture de contrat.

Seconds coupables : les victimes. Invoquant le langage de la responsabilité individuelle, M. Daley et ses administrateurs accusent alors les morts et leurs familles, qui n'auraient pas su veiller à leur sort. En temps de crise, ce n'est pas à l'État, explique M. Daley, mais aux individus d'assurer leur survie. « Nous parlons de ces gens qui meurent parce qu'ils ne savent pas prendre soin d'eux-mêmes », précise M. Daniel Alvarez, conseiller municipal chargé des affaires sociales. Nous avons pourtant diffusé de nombreux messages de prévention mais ces gens-là ne lisent pas le journal et ne regardent pas la télévision. » La ville, en tout cas, n'avait pas failli : « Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir. Tout. » Et puis la catastrophe était d'ordre « naturel ». La ville ne pouvait tout de même pas être responsable de la canicule.

En exploitant cette notion très américaine qui fait de l'individu l'unique responsable de son bien-être et de sa condition sociale (3), les édiles de Chicago

ville a réussi à « naturaliser » les décès dus à la vague de chaleur.

Et pourtant... une étude approfondie (5) a permis d'établir une corrélation entre décès et conditions d'existence sociale : la canicule a relativement épargné les populations équipées d'un climatiseur ou qui ont eu la possibilité de se rendre dans des endroits climatisés. En revanche, elle a surtout frappé les personnes vivant seules, dans des quartiers mal desservis par les transports publics, dans des appartements d'une seule pièce, ou au dernier étage d'un immeuble. Toutefois, l'étude n'établit pas le rapport entre cette sélectivité de la mort et les inégalités qui ont rendu certains endroits plus sensibles à la canicule que d'autres.

La carte de la mortalité durant la vague de chaleur recoupe pourtant celles de la violence urbaine et de la ségrégation raciale et sociale. Les endroits les plus touchés forment un anneau qui longe, mais sans les atteindre, les quatre zones les plus riches de la ville (6). Sur les quinze quartiers ayant le plus souffert, onze ont été habités par une proportion exceptionnellement élevée de personnes qui vivent avec des revenus inférieurs à la moitié du niveau officiel de pauvreté. Dix de ces quinze quartiers comptent une population qui est entre 94 % et 99 % noire. En outre, les secteurs les plus touchés correspondent aussi à ceux où le taux de personnes âgées vivant seules et le taux de criminalité sont particulièrement importants. Trois quartiers du sud-ouest de la ville (7) font également partie du « cercle fatal ». Ils n'englobent pas des taux extraordinaires de pauvreté, et les Blancs y représentent 84 % à 97 % de la population. Mais le niveau d'instruction y est très faible, ce qui semble confirmer l'hypothèse des chercheurs selon laquelle il existe aussi une corrélation entre le degré d'éducation et la prédisposition à succomber aux grandes chaleurs.

Des services d'urgences débordés

EN se limitant à une analyse par quartiers, on risque toutefois d'occulter la disparité sociale et raciale de certains d'entre eux. Et l'existence en leur sein de « poches » de pauvreté, de criminalité, et de mortalité exceptionnelle pendant la vague de chaleur. Ainsi le lieu le plus éprouvé de la ville fut un pâté de maisons réputé pour ses logements minuscules et délabrés. On y a répertorié sept décès. Mais le quartier n'a pas compté un nombre des plus frappés.

L'étude démographique de la mortalité (fondée sur l'âge, le sexe et le race des habitants) débouche sur un certain nombre de résultats assez prévisibles : 73 % des 525 habitants morts des causes directes de la canicule avaient plus de soixante-cinq ans. D'autres le sont moins : les Noirs moururent deux fois plus que les Blancs ; les Hispaniques, qui représentent pourtant 19 % de la population de Chicago, n'ont subi que 2 % des décès (lire l'encadré ci-contre).

Les plus démunis ont été les plus touchés. Ils ont dû faire face à une double crise d'origine politique : une pauvreté généralisée exacerbée par des coupes claires dans les budgets sociaux ; un manque de structures collectives capables d'organiser les meigres programmes d'aide qui subsistent. À cette double crise, l'amoncellement des cadavres de l'été 1995 fournit une représentation graphique frappante.

En 1995, il n'existait à Chicago aucune structure de coordination des services d'urgences susceptible de guider les ambulances et de leur indiquer quels hôpitaux restaient disponibles. Dans le même jour, on dénombre jusqu'à dix-huit hôpitaux « à éviter ». Ainsi, entre le 13 et le 16 juillet, vingt-trois des quarante-cinq hôpitaux de la ville se déclarent « à éviter » : déjà surchargés, ils refusent tout nouveau patient dans leurs services d'urgence. Les habitants des quartiers les plus touchés par la vague de chaleur furent les premiers concernés par cette insuffisance des structures médicales. Selon un rapport officiel de l'État (Illinois), le sud et le sud-ouest de la ville - essentiellement peuplés d'habitants à faibles

(1) Lire Serge Halimi, « L'université de Chicago, un petit coin de paradis bien protégé », *Douglas Massey*, « Comment se passe l'apartheid », *Sudir Venkatesh*, « Gangs ou jeunes citadins à la dérive », et Robert Lopez, « Villes de riches, banlieues comprises », in « Le nouveau monde américain », *Monde* de voir n° 31, août 1996.

(2) Cité par le *Chicago Sun Times*, 25 juillet 1995.

(3) Lire Lolo Wacziarg, « Quand le président Clinton a réouvert la pauvreté », *Le Monde diplomatique*, septembre 1996.

(4) Cf. les textes de Simmel, Park, Burgess, MacKenzie dans *L'École de Chicago : naissance de l'écologie urbaine*, *Anthropos*, Paris, 1990.

(5) *New England Journal of Medicine*, 11 juillet 1995.

(6) Le Loop (centre-ville touristique), le Near Northside, Lincoln Park et Lake View.

(7) Archer Heights, Brighton Park et McKinley Park.

سكزا من الاصل

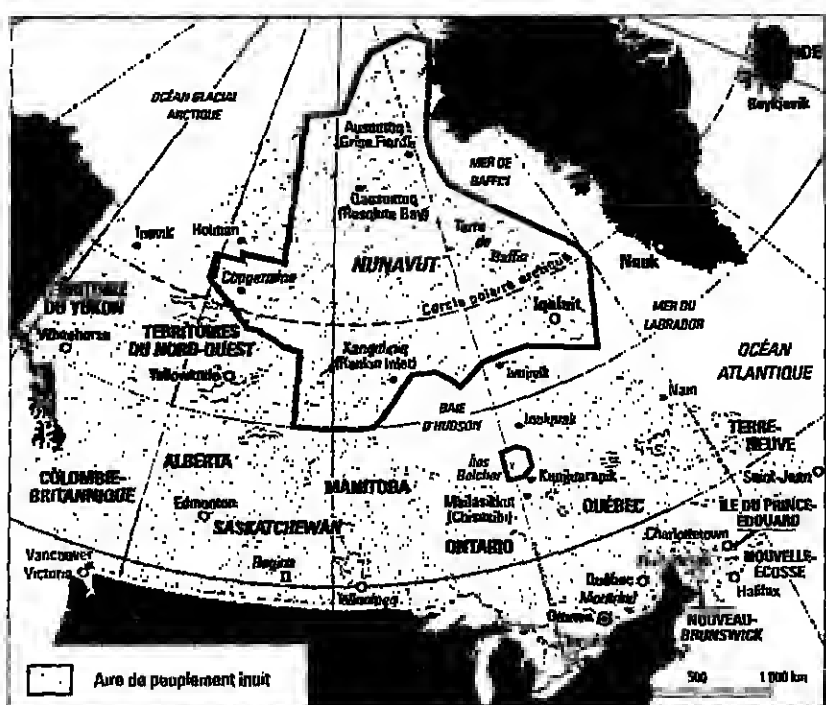
(3) Lete Wacquant, « *The New Urban Color Life* » in Craig Calhoun (ed.), *Social Theory and the Politics of Identity*, Basil Blackwell, Oxford, 1994.

APRÈS LE QUÉBEC, UNE AUTRE « SOCIÉTÉ DISTINCTE »

Le Nunavut, ultime redécoupage du Canada ?

EN juin dernier, les élections législatives canadiennes ont abouti à une véritable balkanisation régionale de la représentation politique, chacun des trois grands partis n'ayant de réel soutien que dans une fraction de la Fédération. Ainsi, le Parti libéral de M. Jean Chrétien, reconduit de justesse au pouvoir à Ottawa, a obtenu 103 de ses 155 sièges dans l'Ontario ; le Bloc québécois (44 sièges) n'est présent que dans la Belle Province ; et le Reform Party, ultralibéral, a arraché un seul et unique de ses 60 sièges hors des provinces de l'Ouest. Cette mosaïque va encore se compliquer avec la création, en 1999, d'un nouveau territoire autonome canadien issu des Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut, et, peut-être, ultérieurement, du sein même du Québec, du Nunavik, formant la patrie commune de l'une des « premières nations » disséminées dans tout l'Arctique, celle des Inuit...

Par PHILIPPE BOVET *



DECELE MARIN

Bien qu'il ait exercé les fonctions de maire d'Iqaluit de 1965 à 1985, c'est sans aucun enthousiasme que M. Brian Pearson participa, le 11 décembre 1995, au vote sur le choix de sa ville comme capitale de ce qui, le 1^{er} avril 1999, deviendra le territoire de Nunavut (1), né d'une division des actuels Territoires du Nord-Ouest (TNO) canadiens. Le parcours de M. Pearson est celui de bien des Qallunaaq (Blancs, en inuktitut) (2) : arrivé en Terre de Baffin à la fin des années 40 pour mettre en place des installations militaires, il s'y établit ensuite. Il est parfaitement représentatif de cette vieille garde d'Européens qui, pour avoir trop longtemps - et sans succès - plié sur ces régions arctiques des modèles de développement occidentaux, admet mal les changements en cours dans cette partie du Canada.

Les premiers contacts suivis entre Occidentaux et ceux que l'on appelle les Esquimaux remontent à la fin du XIX^e siècle, avec le passage des baleiniers, l'arrivée des missionnaires, l'installation des membres de la Compagnie de la baie d'Hudson (présente dans l'Arctique canadien depuis 1670), puis de la police unifiée fédérale. Mais c'est au cours de la seconde guerre mondiale que la situation du Grand Nord change radicalement : de l'Alaska au Groenland, l'armée américaine construit une série de stations météorologiques et de bases aériennes, créant notamment Frobisher Bay, l'actuel Iqaluit. Pendant la guerre froide, cette présence s'amplifie avec la mise en place d'un cordon de vingt-deux bases construites à tout juste cinq kilomètres d'une communauté habitée, et dont l'implantation mobilisa 25 000 personnes pendant 5 ans (3).

* Journaliste

Calendrier des fêtes nationales

	1 ^{er} août
1 ^{er} BÉNIN	Fête de l'indép.
1 ^{er} SUISSE	Fête nationale
4 JAMAÏQUE	Fête de l'indép.
6 BOLIVIE	Fête de l'indép.
9 CÔTE-D'IVOIRE	Fête de l'indép.
9 SINGAPOUR	Fête nationale
10 ÉQUATEUR	Fête de l'indép.
11 TCHAD	Fête de l'indép.
15 CONGO	Fête de l'indép.
17 GABON	Fête de l'indép.
19 INDONÉSIE	Fête de l'indép.
19 AFGHANISTAN	Fête de l'indép.
20 HONGRIE	Fête nationale
24 UKRAÏNE	Fête de l'indép.
23 URUGUAY	Fête de l'indép.
31 MALAISIE	Fête nationale
31 TRINIDAD-TOBAGO	Fête de l'indép.

En territoire canadien, les Américains aménagent d'autres chantiers, comme celui de l'Alaska Highway, route qui relie le nord-ouest des États-Unis à l'Alaska. En 1942, ils sont 15 000 dans les TNO et le territoire du Yukon. Un an plus tard, ils seront 33 000. « Les Améri-

Une fenêtre pour les Inuit

LES premières négociations entre le gouvernement canadien et les Inuit - avec, à leur tête, M. John Amagoalik, dont la famille avait été transférée à Resolute Bay - remontent à 1974. Elles aboutissent à la création de la Commission d'établissement du Nunavut (CEN), dont le rapport, intitulé *L'impression de nos pas sur la neige fraîche*, comprend quelques points particulièrement novateurs. Le futur gouvernement du territoire, est-il proclamé, sera multiculturel et reflètera, dans sa composition, l'ensemble de la population : même si 80% des habitants du Nunavut sont des Inuit, les Canadiens du Sud ne seront en rien rejetés. Le pouvoir sera fortement décentralisé.

Par ailleurs, compte tenu des distances séparant les vingt-sept communautés du Nunavut, disséminées sur trois fuseaux horaires, les élus devront montrer l'exemple de la disponibilité et du partage du travail : chaque siège de député sera occupé par deux personnes - nullement un homme et une femme - élues sur deux listes séparées. (En fait, cette proposition audacieuse ne fut pas entendue par l'actuel gouvernement des TNO, qui, le 26 mai dernier, organisa, dans le futur Nunavut, un référendum où le « non » l'emporta par 57,4% des suffrages.) Autre spécificité prévue par la CEN : pour les appels d'offres publics, et en cas de conditions de réalisation équivalentes, priorité sera donnée aux entreprises autochtones, obligation plus connue sous le nom d'article 24.

Bien que le rapport de la CEN ait proposé de choisir Iqaluit comme capitale, en faisant l'économie d'un vote, le gouvernement des TNO préféra organiser un référendum à valeur consultative. Cette ville de 4 000 habitants (5), disposant déjà des infrastructures aéropor-tuaires, hôtelières et administratives nécessaires, l'emporta facilement, avec 61% des suffrages, contre Kangitiniq (Rankin Inlet), qui en recueillit 39%. Située très à l'est, Iqaluit occupe une position stratégique favorable aux contacts stratégiques avec le plein développement. Un vol hebdomadaire la relie déjà au Groenland, où sept aéroports sont en construction sur la côte ouest. Et aucun visa n'est nécessaire pour se rendre d'un pays à l'autre.

ains se sont servis sans rien demander à personne », explique Jim Bell, journaliste au *Nunatsiag News*, hebdomadaire d'Iqaluit, écrit en anglais et en inuktitut (en graphie syllabaire). Pour contrecarrer l'influence de son voisin du Sud et marquer sa présence sur ses terres arctiques, le gouvernement d'Ottawa organise des déplacements de population. En 1953, six familles d'Inukjuak (nord du Québec) sont transférées vers le 75^e parallèle de latitude nord. Trois vont à Resolute Bay (Qausuq), trois à Grise Fjord (Ausuq), qui deviendra la communauté habitée la plus septentrionale de l'Amérique du Nord.

Créés en 1870, sur les bases des concessions de la Compagnie de la baie d'Hudson, les Territoires du Nord-Ouest ont été redécouverts à plusieurs reprises, donnant naissance à la province du Manitoba, en 1870, et au territoire du Yukon, en 1898. Les provinces de l'Alberta et du Saskatchewan en sont, pour partie, issues en 1905. En 1912, les terres situées à l'est de la baie d'Hudson sont rattachées à la province de Québec. Mais, pendant des décennies, le Canada s'intéresse fort peu à ce qui se passe au nord de son 60^e parallèle. En 1953, Louis Saint-Laurent, premier ministre de 1948 à 1957, admettra que « le Canada n'administre les vastes régions du Nord pendant quatre-vingt-dix ans avec une continuité d'absence de suite dans les idées (4) ».

Avec la création du Nunavut, le Canada rehausse son prestige international : pour la première fois, une grande puissance, de surcroît membre du G8, redessine ses frontières intérieures pour faire droit aux revendications des autochtones. Un exemple suivi avec intérêt en Afrique du Sud et en Australie. « Ce peuple, qui ne représente presque rien dans la politique canadienne, a travaillé avec une obstination rare », explique M^{me} Michèle Thériault, directrice des relations en inuktitut à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco) de Paris, seul établissement d'enseignement supérieur en Europe, hors du Danemark (dont dépend le Groenland), à proposer cette discipline : « Les Inuit ont répété qu'ils avaient une langue, une culture et un territoire, sans demander plus, offrant une image positive d'eux-mêmes, expliquant qu'il y a une marque identitaire forte dans leur façon de manger, de parler aux enfants, de rêver d'avenir avec le gibier des rapports qui vont au-delà de la chasse à des fins d'autosubsistance. »

C'est de 1721 que date une présence permanente danoise au Groenland. L'autonomie interne fut accordée à l'île en 1979, vingt ans avant la création du Nunavut. De fait, les Inuit groenlandais sont politiquement plus avancés (6) que leurs voisins canadiens. « Le système scolaire ne fut vraiment en place dans l'Arctique canadien que vers 1955 », explique M. Jo Kumuk, trente-six ans, maire d'Iqaluit, dont l'épouse est groenlandaise. Ma mère, âgée de cinquante-cinq ans, n'est jamais allée à l'école, alors que ma belle-mère, qui a le même âge, est infirmière. « En faisant la comparaison avec la maturité groenlandaise, certains Canadiens estiment que le Nunavut est venu trop tôt, que les fonctionnaires de Yellowknife se débarrassent à bon compte de problèmes sociaux insolubles : dépendances extrêmes, épreuves, les subventions publiques, chômage. Sur ces terres isolées, on trouve aussi tous les types de drogue, du haschisch au crack. L'alcoolisme et les violences conjugales font partie du quotidien. Tout comme les Alcooliques anonymes, quelques foyers pour femmes battues et divers types de réglementation limitant la vente d'alcool.

D'autres observateurs sont moins pessimistes. Ils admettent que des erreurs seront commises, mais que le Nunavut responsabilisera des Inuit qui ne demandent pas mieux. M. Jonathan Pallua, adjoint au maire et conseiller financier de Kangitiniq, anciennement Clyde River, est né il y a trente-neuf ans dans un camp de chasse traditionnelle. Il a



FOOTAGOOK. « Joyeux, je vais dix caribons » (1989)

Un jour, le Nunavik...

Si la création du Nunavut s'est effectuée sous responsabilité fédérale, la province du Québec est également confrontée à la question Inuit. En juillet 1994, un an après la ratification par le Parlement d'Ottawa de la création de la nouvelle entité territoriale, le gouvernement du Québec avait fait connaître son intention de donner à sa région Inuit, située au nord du 55^e parallèle (500 000 km²), une plus grande autonomie politique, en accordant, en particulier, aux huit mille Inuit du Nord-Québec le droit de former leur propre gouvernement régional et de mettre en place une assemblée territoriale.

Mais le référendum sur la souveraineté du Québec du 30 octobre 1995, perdu d'extrême justesse, a changé le danna. Les Inuit, qui s'étaient massivement prononcés pour le « non », ont pris conscience des limites de l'intervention du gouvernement fédéral - pourtant déterminé à étayer les rivalités intra-québécoises - en leur faveur. En raison des dissensions internes à leur communauté sur le contenu d'une éventuelle autonomie et de l'habile gestion du dossier par le gouvernement de M. Lucien Bouchard, la question du Nunavik est actuellement au point mort.

Elle peut néanmoins, à tout moment, être réactivée, surtout dans la perspective d'un nouveau référendum sur la souveraineté de la Belle Province, chacun des trois acteurs concernés - Inuit, Québec et Ottawa - s'efforçant d'instrumentaliser les deux autres. Comme l'écrit Eric Canabie, dans une thèse récemment soutenue (1), le projet Nunavik, s'il reprend corps, « contrarie explicitement l'hypothèse d'un État-nation Québec accordant à l'indépendance ».

B. C.

(1) Eric Canabie, *Géopolitique d'une ambition Inuit. Le cas Nunavik (Québec)*, thèse préparée sous la direction d'Yves Lacoste et soutenue à l'université Paris-VIII au printemps 1997.

grand en vivant le passage des traîneaux à chiens aux motoneiges. Il manipule avec aisance fax, télécopieurs et Internet : « Le Nunavut est pour nous une nouvelle fenêtre, je regrette seulement que cela ne soit pas arrivé plus tôt. » Déjà, en raison de l'impossibilité de financer des déplacements aériens et logement d'étudiants ou d'adultes en formation, les techniques d'enseignement les plus modernes sont utilisées. Consulter les bibliothèques des grandes universités américaines via Internet est une réalité. De même que l'enseignement à distance, grâce à des numéros « verts ».

Les handicaps du futur Nunavut sont cependant importants, en particulier l'absence de classe moyenne, malgré l'existence d'une intelligentsia, autant Inuit qu'occidentale. Beaucoup de Canadiens du Sud ne restent sur place que le temps d'un contrat de quelques semaines, accumulant heures supplémentaires et week-ends payés. Nombre d'Inuit aiment à rappeler que rares sont les *Qallunaaq* se disant du Grand Nord qui y finissent leurs jours. On doit bien constater que les initiatives à la culture Inuit - que sa complexité rend difficilement accessible (7) - n'ont jamais donné les résultats escomptés, notamment auprès des fonctionnaires.

Des baleiniers aux militaires, les Inuit, eux, ont toujours su s'adapter, signe que leur identité n'est en rien figée (8). Et c'est une spiritualité complexe qui leur a permis d'être en accord avec un milieu naturel particulier. « Depuis plus de vingt ans que je regarde cette société, je suis frappée par les témoignages toujours accablants que l'on en donne, commente M^{me} Michèle Thériault, ce qui n'est pas en prise avec le réel. Certes des drames familiaux se jouent, mais les projets collectifs aboutissent : de l'Alaska au Groenland, les preuves sont là pour dire qu'ils avaient raison de croire en leur futur. »

« Le Monde diplomatique » sur Internet

Le site du *Monde diplomatique*, qui permet la consultation de l'ensemble des articles parus depuis deux ans, est devenu une référence. Il propose également des débats, une liste de colloques ainsi qu'un éventail de revues. Des dossiers thématiques offrent une sélection d'articles et de sites, affichant notre manière de voir l'actualité. Ces dossiers, ainsi que les sommaires de nos publications, peuvent vous être envoyés régulièrement par courrier électronique, sur simple inscription.

Notre adresse : <http://www.monde-diplomatique.fr/>
Hébergé, depuis février 1995, par l'Institut national de l'audiovisuel, notre site est également accessible par Minitel : 3616 ALTERN*DIPO (1,29 F/min).

Le village néo-zélandais

Le village néo-zélandais est un village de 100 habitants, situé dans le sud-ouest de la Nouvelle-Zélande, à environ 100 km de la capitale, Wellington. Il est connu pour être le seul village de Nouvelle-Zélande à avoir été fondé par des immigrants français. Le village a été fondé en 1840 par des immigrants français, principalement des Bretons, qui ont été envoyés en Nouvelle-Zélande par le gouvernement britannique pour travailler dans les mines d'or. Les immigrants français ont apporté avec eux leur culture, leur langue et leurs traditions, ce qui a permis au village de conserver une identité française unique. Le village est aujourd'hui un lieu de tourisme important, attirant chaque année des milliers de visiteurs intéressés par l'histoire et la culture françaises en Nouvelle-Zélande.

هكذا من الاجل

CHOSSES VUES CHEZ UN ÉLEVEUR DE GARSTON

Un village néo-zélandais à l'heure du marché

PENDANT longtemps, penser à la Nouvelle-Zélande, c'était penser à des familles comme celle des O'Brien. Un couple d'éleveurs, un tout petit village, une grande exploitation, des milliers de moutons, cinq enfants, une vie tranquille au rythme des saisons, des cérémonies religieuses et des matchs des All Blacks. Impulsée par les sociaux-démocrates, la contre-révolution néolibérale des années 80 a bouleversé ce genre d'existence. Et pourtant...

Par notre envoyé spécial SERGE HALIMI

Beaucoup de choses ont changé dans la vie des O'Brien : les subventions agricoles ont cessé, le bureau de poste et la bibliothèque ont fermé, le fax s'est installé. Néanmoins, une certaine résistance des comportements et des solidarités prouve que l'enseignement d'une société de marché exigera davantage que le volontarisme idéologique des économistes de Wellington (1).

La Nouvelle-Zélande fut longtemps « une monoculture d'herbe transformée (2) ». Entre 1920 et 1950, la laine, la viande et les produits laitiers représentaient 90 % des exportations nationales. Dont les deux tiers se dirigeaient vers un seul client, le Royaume-Uni. Monoproduit et acheteur presque unique, le pays se savait vulnérable aux variations du cours des denrées agricoles et à la concurrence. La politique agricole commune (PAC) de l'Europe sonna un peu le glas d'un monde. Et les « réformes » des années 80 faillirent tout emporter.

A Garston, un petit village de 150 habitants situé à 60 kilomètres de Queenstown, dans l'île du Sud, Desmond et Katherine O'Brien ont survécu de justesse à la grande transformation. Propriétaires de près de 2 000 hectares, ils se définissent néanmoins comme des « petits » agriculteurs : la taille de leur exploitation est supérieure à la moyenne nationale, mais leurs terres, montagneuses, sont sensiblement moins riches. Situé à plus de 1 200 mètres au-dessus du niveau de la mer, le sommet de leur propriété surplombe de très loin et de très haut la ferme, 700 mètres plus bas.

Desmond O'Brien a lui-même creusé au bulldozer le sillon escarpé qui fait office de route de ronde autour de la montagne. Sexagénaire, il n'y monte plus très souvent : « Cela troublerait les moutons, les inciterait à descendre et à abandonner de bonnes terres de pâturage ». Son élevage est sain, il en est fier : « Les bêtes sont presque toujours dehors. Nous les gardons rarement dans des étables et n'utilisons presque aucun produit chimique ». À force de voir les Américains et les Britanniques nous écarter de leurs marchés pour une raison ou pour une autre, on veille à ne leur fournir aucun prétexte. Les « gros » utilisent l'arme de la concurrence pour imposer l'achat de leur bétail élevé aux hormones ; les petits ne peuvent continuer à vendre qu'en se montrant irréprochables.

Jusqu'en 1984 et la victoire électorale des sociaux-démocrates, l'agriculture — comme d'ailleurs le reste de l'économie — était irriguée par une noria de subventions. Presque toujours au pouvoir, le

Parti national (droite) soignait son électeur rural. Desmond O'Brien reconnaît volontiers le caractère excessif de certaines douceurs d'antan : « Il y avait une prime de 12 dollars par tête destinée à favoriser l'élevage de moutons (3). Pour la toucher, on conservait trop de bêtes mal nourries ». Depuis les réformes, le cheptel ovin est passé de 70 millions à 49 millions de têtes.

Le phosphate — qui sert à fertiliser les terres et que des petits avions larguent sur des exploitations s'étendant à perte de vue — était lui aussi subventionné. Désormais, comme « il n'y a plus de subvention pour rien », les O'Brien ne peuvent se payer la location des appareils et l'épandage de leurs terres qu'une fois tous les trois ans. Avant les « réformes », les conseils agricoles étaient gratuits : « Je n'avais qu'à appeler le ministre, explique Desmond O'Brien, et on m'envoyait quelqu'un pendant toute une journée. Maintenant, ce sont des consultants qui viennent. Ils me réclament 500 dollars par jour ».

Les politiques libérales de la gauche menacèrent d'emporter l'exploitation des O'Brien : « Quand le gouvernement travailliste a restructuré l'agriculture, il est vite devenu clair que beaucoup de fermes feraient faillite. Les taux d'intérêt atteignaient 25 % par an, et les prix agricoles restaient très bas. En 1987, avec la sécheresse, nous avons connu une année désastreuse. Notre revenu familial était très faible, on a organisé pour nous une séance de réajustement de la dette au titre des soutiens de famille ».

C'est peu de dire que Desmond O'Brien se souvient encore de cette séance. D'un naturel pourtant placide, il en parle avec une colère à peine contenue : « La Banque rurale a organisé la ruine, à laquelle ont également participé les avocats et les comptables. Ce fut une humiliation. Moins de 30 000 dollars, réduite de 30 000 dollars. Mais pour améliorer notre situation financière, la banque a suggéré que nous retirions nos filles de l'intérieur (faute d'un établissement secondaire à proximité, la plupart des adolescents fréquentant un lycée situé à quatre heures de route de Garston). Je leur ai dit que je ne retirais pas mes enfants de la pension et je me suis tourné vers le banquier pour lui demander : « Vous, où êtes-vous allés à l'école ? » Ils n'ont pas insisté et ils m'ont offert un moratoire de deux ans. Ils n'avaient pas vraiment le choix : personne n'aurait repris mon exploitation si elle avait été déclarée en faillite. Mes filles ont été admises à l'université, et elles ont obtenu un diplôme. Elles ont toutes un bon travail ».

Des Maoris très entreprenants

LES O'Brien ont toujours voté pour le Parti national, au pouvoir et converti depuis longtemps, lui aussi, aux dogmes du marché. Un de leurs cousins a bien été ministre de la santé, les « réformes » continuent de leur inspirer un enthousiasme tempéré : « Ils ont failli nous user en allant trop loin trop vite ».

D'ailleurs, dans la région, plusieurs exploitations n'ont pas survécu : « Beaucoup de fermiers ont fait faillite. Certains sont partis pour l'Australie, d'autres ont vendu leurs terres à des voisins et se sont mis à leur service, d'autres enfin ont été à la ville (Queenstown) pour y devenir gérants de motel ou employés dans une entreprise de tourisme. Cinq exploitations familiales ont été remplacées par une ferme de plus de 20 000 hectares, dont le propriétaire vit à Auckland. Nous ne le voyons jamais : son intendant et quatre ouvriers agricoles s'occupent de tout. Quant aux femmes, elles ont repris leur ancienne profession, à l'école, à l'hôpital ou dans les abattoirs. Des tas de mariages n'ont pas tenu. Les réformes ont également accéléré le dépeuplement des campagnes ».

Sans subventions, les éleveurs vivent plus qu'à peine au rythme des exportations. Producteurs de qualité et à bon prix, ils escomptaient avec impatience les récompenses du marché. Ils subissent à la fois les contrecoups de la politique du dollar fort, impulsée par la banque centrale, et des subventions qui continuent de recevoir leurs concurrents étrangers.

L'année dernière, les O'Brien ont bien profité de la crise de la vache folle, mais à peine : « Ça nous a aidés en augmentant le prix de l'agneau. Pas autant qu'on l'espérait. Le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, devenu l'OMC), nous a beaucoup déçus. On pensait que la libéralisation des échanges serait pour nous une caverne d'Ali Baba. On n'en voit toujours pas les avantages. On imaginait que les subventions versées par d'autres pays à leurs agriculteurs allaient disparaître, ce qui nous aurait permis de leur faire vraiment concurrence. Rien ne se passe. Combien de temps va-t-il nous falloir attendre ? D'autant que les marchés sont imprévisibles : ce que les O'Brien ont gagné sur la viande quand le prix de l'agneau est passé de 27 à 32 dollars (ils en ont vendu 2 200 têtes l'année dernière), ils l'ont en partie perdu sur la laine (ils en vendent près de 15 tonnes par an) dont le prix a baissé de 50 cents le kilo. Le soldat leur a quand même permis d'acheter quelques cerfs, qui s'ajoutent au reste de leur bétail (les Japonais en sont friands).

Dans cette Suisse du Pacifique dont la beauté des lacs et des montagnes est à peine défigurée par le béton et le tourisme, on s'intéresse chaque jour au cours des monnaies. Même dans une ferme de Garston. Le directeur de l'Office de la laine a donc parlé pour les O'Brien lorsqu'il a dénoncé « la dernière folie dans laquelle nous nous enfonçons jusqu'à ce que le désastre soit avéré, la pseudo-cure contre l'inflation

qu'on nous inflige, bien pire que le mal. En dépit des taux d'intérêt réels les plus élevés du monde, la banque centrale escompte que les exportateurs seront en mesure de concurrencer des agricultures étrangères protégées et fortement subventionnées (4) ».

Quelques jours avant cette déclaration, M. Franz Fischler, commissaire européen à l'agriculture, probablement excédé des remontrances libérales de la Nouvelle-Zélande, avait en effet tenu à préciser : « Dès lors que nous ne passons pas notre vie à dire aux autres comment gérer leur agriculture, nous attendons d'eux le même type de réserve. En Europe, une révolution semblable à celle qu'on connaît la Nouvelle-Zélande, avec la suppression des aides et des subventions, serait une recette assurée de dégradation rurale, d'épreuve pour les agriculteurs et de moindre stabilité des marchés pour les consommateurs (5) ». Croisée du libre-échange, la Nouvelle-Zélande apprend ainsi à ses dépens que le destin des avant-gardes est de ne pas toujours être suivies par le reste de la troupe...

Dans l'île du Sud, une tribu maorie qui vit des exportations de poisson souffre, elle aussi, de la surévaluation du dollar néo-zélandais. Ce sont les Ngai Tahu. Les O'Brien éprouvent des sentiments partagés à leur égard. Desmond, qui a renoncé à la prêtrise en épousant sa femme, reste très marqué par Teihard de Chardin, admire M. Nelson Mandela (dont il a lu l'autobiographie) et pense qu'il lui faut « apprendre de la culture maorie, [qui a été] réprimée ». Néanmoins, il redoute un peu que les Ngai Tahu « veuillent s'emparer de l'île du Sud ». C'est aussi pour ne pas être devancé par eux qu'il a acheté à l'État certains arpentés escarpés proches de sa ferme.

Car les Ngai Tahu sont une tribu prospère. Et leur « aïné », Sir Tipene O'Regan, veille de près à leurs affaires. Dans sa villa de Wellington, il accueille les visiteurs avec des documents comptables éblouissants comme ceux qu'on présenterait au conseil d'administration d'une multinationale. Sir Tipene, aussi célèbre dans le pays que la chanteuse maorie Kiri Te Kanawa, a consacré sa vie à tenter des procédures de réparation contre l'État. Puis il a utilisé l'argent obtenu pour acheter des terres, des bâtiments, des droits de pêche (6). Sa stratégie est simple : l'émancipation des Maoris passe par la propriété et par l'enrichissement des membres de la communauté.

Le discours est rodé : « Aucune majorité n'accordera l'égalité à une mine-

rité. Or les Ngai Tahu (au nombre de 26 000) sont une minorité dans la minorité maorie (13 % de la population). La seule protection que nous ayons est donc celle que nous procure le droit de propriété. Je ne fais pas confiance à l'État quand il parle d'équité. Mon groupe doit récupérer les terres qu'on lui a prises, les exploiter, et ensuite acquiescer sur le marché ce dont il a besoin, sans avoir à se soucier d'interaction avec la culture dominante. Pour les Maoris, l'État-providence, ça ne marche pas. Parce qu'il est toujours contrôlé par la majorité ». Sir Tipene O'Regan espère obtenir 170 millions de dollars en réparations diverses. Il les consacrerait à l'achat de terres dans l'île du Sud. « Je préfère que ce soit eux qui les aient plutôt que les Asiatiques », confie Katherine O'Brien.

A deux pas de chez eux, les O'Brien louent 30 dollars par semaine une petite maison à l'une des deux institutions de Garston, M^{re} Prue Nimmo. L'école, située à 4 kilomètres de la ferme,

compte 37 élèves depuis des années. Chacune des deux salles de classe est équipée de deux ordinateurs que les écoliers de cinq ans savent utiliser.

L'enseignement primaire n'a pas été épargné par le fanatisme éducatif qui s'est emparé de la fonction publique (7). Chaque instituteur doit donc évaluer les enfants en permanence : « C'est devenu une obsession. Chacun évalue tout le monde. Et on appelle ça responsabilité », résume M^{re} Prue Nimmo. Certains établissements ont même mesuré la performance mathématique de chaque élève pour chacun des 100 critères retenus par le ministère... A Garston, les institutrices parlent de temps en temps maori dans leurs classes « pour que les enfants comprennent la langue ». Le résultat est incertain : nombre de parents ne raffolant pas vraiment de ce multiculturalisme-là, les élèves ont peu l'occasion de pratiquer ce qu'ils ont appris.

La culture et les sports

SI l'école de Garston a survécu aux « réformes », le bureau de poste n'a pas eu cette chance. Pas assez rentable, il a fermé en 1988. Les O'Brien se souviennent : « On a été accablés quand ça c'est produit. Mais on a acheté un fax. Et on n'y pense plus. Pour moi, les gens sont beaucoup plus furiés quand ils évoquent la fermeture des maternités ». Revendu au comté, l'ancien bureau de poste sert désormais d'école maternelle une fois par semaine.

C'est le garage Shell qui se charge de vendre les timbres et de stocker lettres et colis entre deux tournées de la poste. Une cabane minuscule remplie de boîtes individuelles sert à déposer le courrier. L'État espérait louer chacune des boîtes 400 dollars par an : la réaction des habitants l'a obligé à y renoncer. Fermée elle aussi il y a dix ans, la bibliothèque publique a été remplacée par un « auto-bus littéraire » qui passe à Garston tous les mois. Là encore, volonté de faire payer. Là encore, refus.

Desmond O'Brien aurait dû prendre sa retraite à soixante ans. En raison des « réformes », il devra attendre cinq ans de plus. Évoquant un projet du patronat, il imagine : « Il y aurait une révolution s'ils la retardent encore jusqu'à soixante-dix ans ». Thomas, leur fils de vingt-deux ans, reprendra l'exploitation. On vient d'y planter des arbres qui seront commercialisables dans moins d'un demi-siècle. Bois, produits laitiers, immigration, tourisme : la région espère ainsi surmonter le problème que lui pose

l'âge avancé des éleveurs de moutons (soixante ans en moyenne).

Désormais, le couple O'Brien prend le temps de vivre. Chaque année, il entreprend un grand voyage culturel. En 1995, c'était le Festival des arts de Wellington. L'été dernier, Auckland, pour une représentation géante de l'Aïda de Verdi, avec Wilhelmina Fernandez dans le rôle principal. Mal placés, ils n'ont rien vu : comme des milliers de spectateurs, ils sont donc en procès avec les organisateurs. Quant aux matchs des All Blacks — « notre fierté nationale et notre joie », disent-ils —, la mondialisation est aussi passée par là. Depuis que Sky TV, la chaîne satellite payante de M. Rupert Murdoch, a acquis les droits de retransmission en direct de certaines rencontres, les O'Brien doivent patienter des heures avant de pouvoir mesurer leur bonheur.

(1) Lire l'épilogue « La Nouvelle-Zélande, épreuve de la mondialisation », *Le Monde diplomatique*, avril 1997.

(2) Brian Easton, *The Commercialization of New Zealand*, Auckland University Press, Auckland, 1997.

(3) 1 dollar néo-zélandais = 4 francs. À l'heure où l'article est paru, un agneau de 13 à 15 kilos est vendu 34 dollars.

(4) *New Zealand Herald*, Auckland, 11 février 1997.

(5) *The National Business Review*, Auckland, 7 février 1997.

(6) Les Maoris contrôlent 58 % de l'industrie des pêcheries néo-zélandaises.

(7) Cf. « Les sept péchés capitaux du modèle libéral », *Le Monde diplomatique*, mai 1997.

UN NOUVEAU CONCEPT DE RENCONTRES HAUT DE GAMME

Les couples ne se forment jamais par hasard...

VOUS AUSSI BRANCHEZ-VOUS SUR LA LIGNE "PROMESS-LINE" ET VENEZ DÉCOUVRIR EN AVANT PREMIÈRE CELUI OU CELLE QUI METTRA LE MOT FIN À VOTRE VIE DE CÉLIBATAIRE !

Pour un premier contact, appelez vite au :

Paris : 01 60 89 76 14 - Bordeaux : 05 57 92 34 64
Lyon : 04 72 11 34 88 - Nice : 04 93 18 33 92

PARIS-LONDRES-LUXEMBOURG-GENÈVE

PROMESS INTERNATIONAL

Magnitogorsk prisonnière de l'acier

Des hauts-fourneaux crachant le feu, du métal en fusion, de jeunes ouvriers vigoureux aux allures de héros : c'est Magnitogorsk, ville mythique, dont l'entreprise sidérurgique produisit l'acier ayant servi, durant la seconde guerre mondiale, à fabriquer un char soviétique sur deux. Des poètes en ont chanté l'épopée, des artistes ont glorifié ce haut lieu des années 30, sombres et stalinienne mais paradoxalement pleines d'espoir. Comment cette ville - une de celles où toute une génération rêva de créer l'homme nouveau - vit-elle les changements survenus en Russie depuis 1991 ? D'aucuns peinent cher la chaotique transition en cours, d'autres en profitent. Qui est qui ?

Par notre envoyée spéciale MARIE-CLAUDE SLICK*

Au pied de la chaîne montagneuse de l'Oural, à la frontière entre l'Europe et l'Asie, s'étendait jadis une steppe. Et sur cette steppe, une colline recelait un fabuleux gisement de fer : le Magnitka. D'où le nom de la ville : Magnitogorsk. Dès 1929, Staline y déporta des milliers de détenus pour construire le plus grand site sidérurgique du monde. Trente mille prisonniers auraient péri sur le chantier ; mais, dès 1934, les hauts-fourneaux fumaient. Les films de l'époque montrent de jeunes Soviétiques aux bras vigoureux, suant et souriant malgré l'effort, bâtissant avec enthousiasme la civilisation nouvelle. La perestroïka, après 1985, leva enfin le voile. Cependant, encore aujourd'hui, on aime mieux rappeler le rôle glorieux de l'entreprise durant la « Grande Guerre patriotique »...

La ville jouxtant l'usine était terminée en 1940. Après la guerre, Staline confia son extension à deux architectes de Leningrad (Saint-Petersbourg). C'est le seul quartier coquet : quelques rues de style stalinien, mais colorées à l'italienne - en vert et ocre. Sitôt quitté la partie « historique » (achevée en 1950), tout reprend l'aspect gris et déprimant propre aux villes de province : de modestes immeubles rectangulaires, le long d'avenues aux trottoirs défoncés.

Magnitogorsk se confond avec son usine. Dans une cité où le combinat réglait encore récemment tous les aspects de la vie, difficile d'imaginer un autre destin. Ici, l'effondrement de l'URSS n'a produit d'effet qu'avec retard. Les responsables de cette ville de 450 000 habitants, à 1 400 kilomètres de Moscou, fermée aux étrangers à l'époque soviétique, s'interrogent toutefois sur l'avenir. Consciente de la mutation en cours, la municipalité s'est attachée les services de plusieurs sociologues. Attention, souligne ainsi M^{me} Olga Moukminova, « les gens ne pensent pas que la ville doit avoir un autre destin... Ils estiment, au contraire, que l'on doit investir encore plus dans le combinat. Toute leur vie en dépend, ils ne peuvent pas imaginer autre chose. Même les jeunes ». M. Alexandre Aleïev, le vice-maire chargé des questions économiques, le confirme : « Désormais, en Russie, nul ne veut investir dans la production. Les banques préfèrent les opérations financières. Difficile de créer une alternative à brève échéance. »

Fermé aux journalistes

On l'appelle le « combinat » ou MMK, par ses initiales, ou plus familièrement Magnitka - du nom de l'ancien gisement. Jusqu'en 1993, il gérait pratiquement toutes les infrastructures de la ville. La part de l'entreprise et de ses 41 filiales dans l'activité économique diminuait toutefois d'année en année. Mesurée par la taxe sur le revenu payée à la municipalité, elle n'était que de 53 % en 1996, contre 70 % il y a quelques années. La direction fait tout pour cacher la diminution de moitié de sa production par rapport à l'excellente année 1989 (16 millions de tonnes d'acier et autant de fonte et d'aciers laminés). Le nombre d'employés, lui, n'a guère baissé (59 500 personnes contre 55 000 à l'époque). Ces chiffres, il faut littéralement les arracher. Car le combinat se ferme aux journalistes, comme la plupart des entreprises en Russie. A l'opacité de la vie politique a succédé l'opacité de la vie économique...

Le pire, c'est le domaine financier. Ainsi, le combinat a imposé un black-out total sur la répartition de son capital. En principe, les salariés devaient en posséder 49 %, grâce à la distribution d'actions de 1 000 roubles, l'Etat en conservait 51 %. Mais, ici comme ailleurs, la privatisation a tourné à l'appropriation des richesses nationales par quelques dirigeants issus de la nomenclatura - l'actuel directeur général de MMK, M. Anatoli Starikov, faisait déjà partie de la direction de l'entreprise avant la privatisation. Bref, le pouvoir est resté dans les mêmes mains : il est devenu privé, c'est tout. Majoritaire dans le projet original, l'Etat ne contrôlait plus, en 1996, que 17 % du capital. Quant aux salariés, le dévaluation a réduit à néant la valeur de leurs actions : 1 000 roubles valent... 1 franc ! Des sociétés d'actions se sont donc constituées, qui ont acquis - à un prix supérieur - leurs actions. Même le combinat en a créé une, L'Acier de Magnitogorsk. Actuellement, l'action s'achète à peu près à 12 000 roubles. Si bien que les salariés n'en ont pratiquement plus : victimes de retards de salaire, ils les ont revendues.

La paye, à MMK, est plus élevée que dans les autres entreprises métallurgiques de la ville (1 000 F en moyenne pour un ouvrier), mais elle est versée avec retard. C'est que le combinat privatisé fonctionne encore comme une entreprise d'Etat et se refuse à « dégraisser » les effectifs, comme le voudrait la logique du marché. Reste donc à produire plus. « Nous n'avons pas réussi », reconnaît M. Victor Kulekovski, le directeur des fournitures et des ressources. Le problème est national. Les clients russes ne paient pas. Pas en liquide, et de toute façon en retard. En échange du métal, ils donnent des fourni-

* Journaliste.

tures. Ce n'est qu'à l'exportation que nous recevons de l'argent. Mais ces ressources ne couvrent plus les charges de production qui se sont accrues et, pour garder les marchés, nous devons pratiquer des prix bas. »

La méthode du troc s'est généralisée. Tel directeur d'une usine automobile, dans une autre ville, admet payer l'administration des impôts en lui fournissant... des véhicules - dont il avoue ignorer où ils aboutissent ! Spécifique est, en revanche, la menace qui pèse sur Magnitogorsk. Le gisement de fer est épuisé depuis vingt-cinq ans, et le minerai vient désormais du Kazakhstan. La ville est éloignée de tout port de plusieurs milliers de kilomètres alors que 60 % de la production sont exportés. Et le coût du transport ferroviaire augmente...

Pour contourner le retard des salaires, le combinat - comme d'autres entreprises - a mis en place, depuis le début de l'année, un système qui aboutit en fait à gruger une seconde fois les salariés. Il a ouvert ses propres magasins, où chaque salarié peut faire ses courses grâce à une carte magnétique sur laquelle est viré le moitié du salaire dû... Le magasin d'alimentation Vostok est bien fourni - on y trouve même des marchandises importées de bonne qualité, plutôt chères. Si M. Volodia Nafanovitch, ouvrier-tourneur, disposait de son salaire en liquide, il irait au marché acheter des produits de moindre qualité, mais moins coûteux. « Je n'achète pas beaucoup ici, dit-il. C'est plus cher qu'ailleurs. Et l'argent que je n'aurai pas utilisé sur cette carte, j'espère que je le recevrai un jour en salaire, en liquide. » Hélas, le salaire n'arrive pas.

Fatalisme russe ? Les retards de salaire n'aboutissent pas à l'explosion sociale, toujours redoutée, souvent annoncée et qui, pourtant, ne se produit pas. En fait, chacun s'est positionné en fonction des changements : ceux qui ont saisi leur chance, ceux qui sont restés sur la touche et, entre les deux, la majorité qui tente de vivre tant bien que mal.

Chaque génération voit les choses à sa manière. M. Nicolas Semanski a soixante-deux ans. Il est entré en 1951 au combinat, où sa femme était employée. Son frère et sa belle-sœur y travaillent encore. De même son fils Sergueï, et l'épouse de celui-ci. Une vraie dynastie. Sergueï, trente-sept ans, électricien-monteur, est au combinat depuis dix-huit ans. « La stabilité », explique-t-il, « c'est fini. Aujourd'hui, on n'est même pas sûr de toucher son salaire. » Pour autant, il ne regrette pas le passé : « Il y a sept ans, je n'aurais pas imaginé louer mon propre appartement et avoir une voiture. » Si Sergueï eût pu, tout en attendant sa paye, s'acheter une Lada d'occasion à 5 000 F, c'est que, à l'instar de beaucoup de Russes, son salaire ne constitue plus la source essentielle de ses revenus : il travaille comme électricien en noir. Car la construction va bon train, grâce au développement de l'activité privée. Le changement a ouvert des perspectives à quiconque dispose de compétences, qu'il peut utiliser hors usine, à condition d'être débrouillard... « Ou tu avances ou tu es sur la touche. Moi,



j' avance. » Galina préfère ne pas donner son nom de famille, sans doute pour des raisons fiscales. Fille de médecin, cette quadragénaire est psychiatre pour enfants. Depuis quatre ans, elle fait partie des « chelnoki » : les « navettes » qui vont acheter à l'étranger quantité de produits qu'elles revendent ensuite sur les marchés locaux. Page suivante, l'article de K. S. Karol. Grouillants de monde, ces marchés aux étals précaires, installés sur des terrains non aménagés et bœux une bonne partie de l'année, constituent un des aspects les plus visibles du succès de l'initiative privée. Impossible, en raison de la fraude fiscale, d'évaluer le chiffre d'affaires de cette activité florissante. Mais nombreux sont les chelnoki : on les reconnaît dans les aéroports à leurs sacs de toile plastique rayée boursée d'articles. Si leur commerce marche bien, ils font transporter leur marchandise par conteneurs...

Il y a quatre ans, la psychiatrie rapportait à Galina quelque 60 dollars par mois. Elle décide alors de tenter sa chance, casse sa tirelire pour partir en Grèce y acheter quelques fourrures, qu'elle revend sans problème. Elle investit l'argent gagné dans un deuxième voyage. L'affaire est lancée. Actuellement, elle se rend en Grèce ou en Turquie une fois par mois pour acheter à bon marché ces fourrures



MAX ALPERT
« Héros »
de la construction
du combinat
(1929)

qui remplissent son kiosque sur le principal marché de Magnitogorsk. Son mari travaille avec elle, son frère aussi. Elle investit tout ce qu'elle gagne dans son affaire. Galina, qui continue de vivre avec son mari et sa fille dans un deux-pièces, est loin d'être riche. Mais elle vit beaucoup mieux, et c'est l'essentiel. D'où sa satisfaction : « On peut enfin prendre en main son destin. Mais je ne sais pas de quoi demain sera fait. Avant, on était fier d'avoir des parents médecins. Maintenant, quand ma fille répond à un questionnaire, à « profession des parents », elle met : « businessmen ». Elle trouve ça mieux que « médecins ». Le regrette-t-elle ? « Non, c'est comme ça. »

L'ascension de Victor Barabanov

A l'époque de l'Union soviétique, il y avait, à Magnitogorsk, 200 entreprises majeures : en 1997, 6 000 sociétés seront enregistrées. Si la production continue de baisser, c'est qu'il s'agit le plus souvent de petites entreprises, en général non productives. Sur 100 entreprises créées dans la ville, 21 seulement produisent - 43 intervenant dans le commerce et 17 dans les services, 17 opérant dans la construction et 2 seulement dans l'agriculture.

Depuis deux ou trois ans, on assiste à un mouvement inverse. Des entrepreneurs se lancent dans la production. M. Victor Barabanov, quarante-quatre ans, était professeur d'économie à l'École des mines de la ville. En 1995, deux ans après le fin du monopole des boulangeries d'Etat, il choisit ce secteur. Faute de prêts bancaires, l'économiste attire des capitaux par souscription. Il s'entoure d'une bonne équipe : « C'est le plus important », insiste-t-il. Compétences et culture du travail ne sont pas, il est vrai, chose courante. Dès 1996, sa boulangerie industrielle réalise des profits. Fort de ce premier succès, il ouvre un centre commercial dans un local de 1 000 m², qu'il loue à la mairie sur un terrain vague, au beau milieu d'immeubles populaires. A l'extérieur, des babouchka (grandes-mères) vendent leur vodka sans contrôle. Le centre commercial est modeste, mais très propre. Outre ses installations de fabrication du pain, il comporte plusieurs rayons : épicerie, boulangerie, boucherie, droguerie et pharmacie. Il offre des produits russes, mais aussi des marchandises d'importation.

Tous les bénéfices de cette première affaire, l'exportateur d'économie les investit dans un second centre commercial, destiné à la vente de viandes et volailles, qu'il fait construire à proximité du centre-ville. Il surveille lui-même les travaux, insiste sur les installations sanitaires et de sécurité, affichant un respect scrupuleux des règles en la matière. M. Barabanov - qui emploie maintenant une centaine de personnes - ne ressemble en rien à l'image d'Epinal de l'homme d'affaires russe : obsédé par le profit immédiat, sans foi ni loi, proche des structures mafieuses. Il n'est pas seul dans ce cas - les choses changent, et ces nouveaux entrepreneurs quadragénaires, issus de l'université et conscients de leur responsabilité sociale, s'imposent ici et là.

Encore faut-il surmonter les traces administratives et fiscales. Si les citoyens manquent de civisme à l'égard du fisc, il faut reconnaître que la législation fiscale, touffue et constamment changeante, ne favorise en rien l'activité économique. Plus elle oblige les entreprises, pour survivre, à contourner la loi. « Je travaille maintenant au moins neuf heures par jour, auxquelles il faut ajouter mon activité politique - notre homme est membre du conseil municipal. C'est bien plus que du temps où j'étais professeur d'économie », assure M. Barabanov au volant de sa 4 x 4 Nive (il préfère laisser sa voiture allemande au garage). Et de reprendre : « Je suis optimiste pour ma situation personnelle, mais pessimiste pour la situation du pays. »

A l'inverse de la capitale, où la différenciation s'affirme entre quartiers résidentiels et zones popu-

loires, en province les habitants s'interpénètrent. Si l'aspect de la ville évolue peu à peu, on ne voit pas de superbes ensembles d'immeubles surgir de terre comme à Moscou. Magnitogorsk compte quelques magasins vendant les marques de luxe et de plus en plus de véhicules étrangers, mais rien à voir avec l'effluence de la capitale. Nombre d'entrepreneurs, en dépit de bons revenus, n'ont pas changé grand-chose à leur mode de vie, voire habitent toujours dans les cités ouvrières. Certains manifestant une certaine nostalgie de l'URSS, tant ils s'inquiètent des perspectives économiques et sociales comme de la criminalité. Tous connaissent, jusque dans leur propre famille, des ouvriers, des ingénieurs ou des enseignants privés de salaire, des retraités sans pension, des jeunes scolarisés sans perspective de débouchés, proches de leur milieu d'origine, ces entrepreneurs en partageant naturellement les inquiétudes.

Comme les salaires, les pensions subissent des retards généralisés. Or, en moyenne, la retraite mensuelle d'un ouvrier plafonne à... 300 F. Inutile de dire les difficultés dans lesquelles les personnes âgées peuvent se trouver. Au point que la mairie de Magnitogorsk a dû ouvrir un centre pour accueillir, durant plusieurs semaines, des retraités en difficulté. Elle leur fournit une aide pour des achats de première nécessité. Tous les retraités bénéficiant en outre des transports gratuits. Le service social s'active auprès des familles que les retards de salaire menacent de marginaliser - le seuil minimum de revenu par foyer a été évalué par la municipalité à 300 F par mois.

Quelque chose de l'esprit communautaire

La ville vieillit. Le nombre de décès dépasse celui des naissances, sans doute du fait de la mauvaise gestion sanitaire et sociale à l'époque soviétique. De même, le baïssa de l'espérance de vie, tombée à cinquante-huit ans pour les hommes - soixante-neuf ans pour les femmes - à Magnitogorsk, était perceptible dès le fin des années 80. En revanche, la nouveauté radicale, c'est l'apparition de l'exclusion. Le centre ouvert par la mairie a accueilli près de 8 000 personnes en deux ans : des sans-abri ou, plus fréquemment, des personnes nécessitant une aide temporaire. Phénomène toutefois moins grave que la plupart des grandes villes russes. Parallèlement, si la criminalité s'est accrue, c'est dans des proportions bien inférieures à celles prévalant dans le reste du pays. « Le marché a été introduit trop brutalement en Russie. D'où une explosion de crimes », résume M. Feodor Bouloutov, le chef de la milice. Mais, à Magnitogorsk, la compétition ne prend pas l'allure brutale qu'elle peut avoir ailleurs. Le passage de l'économie d'Etat à l'économie de marché a pris un tour moins violent en raison de la persistance d'une grande industrie. Moins de crimes, moins d'attaques de magasins. Les kiosques travaillent vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Ils n'ont pas de barreaux aux fenêtres. Il reste encore quelque chose de l'esprit communautaire qu'on e connu dans cette cité. »

La ville frappe en effet par sa cohésion sociale, pratiquement disparue à Moscou - qui e connu, en 1996, 67 règlements de comptes mortels, essentiellement pour raisons économiques, contre 5 à Magnitogorsk... depuis la fin de l'URSS. Sans doute absurde d'un strict point de vue économique, la population que les changements trop brutaux auraient réduite au désarroi. La cité, pourtant, ne vit pas dans ses souvenirs. Dans l'incertitude, probablement. Et dans l'ennui, à coup sûr.

Magnitogorsk ne rente pas le passé, mais ne s'accroche pas à son mythe. La nostalgie de l'Union soviétique s'estompe peu à peu devant l'espoir de meilleures conditions de vie. En attendant, les hauts-fourneaux qui continuent de cracher leurs noires fumées rassurent les habitants...

هكذا من الاجل

حکومت من الاجل

DE LA TRANSITION

La Russie otage d'un capitalisme mafieux

Par K. S. KAROL *

DE l'ex-Union soviétique, la Russie eltsinienne a conservé, on le sait, maintes caractéristiques. Paradoxalement, les lignes de fracture de la société libérale recoupent celles de l'époque communiste. Ainsi la nouvelle élite économique et politique se recrute-t-elle largement parmi les *zolyoty dietti*, cette « jeunesse dorée » qui s'est imposée dès les années 70, jouissant de privilèges interdits aux *sieryy crysy* (« souris grises »). Comme partout dans le monde, la Mafia utilise les uns et les autres pour étendre son pouvoir.

Voici la dernière anecdote que l'on raconte à Moscou : le premier ministre, M. Victor Tchoumouline, croyait voir enfin la lumière au bout du tunnel russe, alors qu'il s'agissait de celle d'un autre train qui fonçait sur le sien... Des experts de la Banque mondiale estiment que la Russie, avec une croissance de 7 % par an, mettrait vingt ans à récupérer le potentiel économique perdu sous le régime de M. Boris Eltsine. Or le Kremlin mise cette année sur à peine 1,5 % de croissance. An lecteur de calculer combien de temps il faudra au train russe pour sortir du tunnel.

Les mots manquent pour décrire ce désastre. Mais le discours sur le chaos russe est devenu ennuyeux. Pour y échapper, penchons-nous sur certains aspects de qu'on appelle partout, y compris au Kremlin, le « capitalisme mafieux russe ».

En 1984, on apprit, pour la première fois, que les jeunes Soviétiques se divisaient en *zolyoty dietti* et en *sieryy crysy* (« jeunesse dorée » et « souris grises »). Quelle était l'origine de ces expressions ? Pendant la décennie de Nikita Khrouchtchev, entre 1954 et 1964, la mobilité sociale en URSS avait diminué. N'étant plus menacés par l'aveugle répression stalinienne, ceux qui occupaient des postes de commandement avaient consolidé leurs positions. Ainsi s'est cristallisée en URSS une élite du pouvoir, comparable à certains égards à celle que C. Wright Mills avait décrite aux Etats-Unis. Pour ce grand sociologue américain, l'élite n'était pas composée des seuls détenteurs du pouvoir politique et économique, mais aussi d'autres « riches et célèbres », qui, de Hollywood à la grande presse de la Côte est, pratiquaient « la grande célébration américaine ».

En URSS, les « riches » étaient ceux qui bénéficiaient des privilèges. Même si leurs fortunes n'étaient pas éclatantes, ils vivaient sur un grand pied par rapport au reste de la population et n'en faisaient pas moins partie de l'élite du pouvoir soviétique. Une élite qui ne croyait pas aux valeurs de sa propre société et tournait secrètement les yeux vers les vrais riches d'outre-Océan.

Dès 1971, après les accords Nixon-Brejnev, le rideau de fer n'était plus franché, les élites russes, et seulement elles, ont commencé à voyager en Occident. Ce privilège valait probablement plus que tous les autres. Grâce à lui, ces nantis pouvaient connaître le grand monde et aussi se procurer des biens introuvables en URSS. Peu à peu, Moscou a commencé à importer ces

produits, en quantités insuffisantes pour tous, au seul profit de l'élite et de ses enfants. C'est ainsi qu'est apparu le phénomène des *zolyoty dietti*. Habillés à l'occidentale, ces derniers avaient leurs discothèques, leurs réseaux ; bref, leur petit monde à part, auquel les autres jeunes, les *sieryy crysy*, n'avaient pas accès.

Cherchant elles aussi à acquiescer ces signes de distinction, ces « souris grises » accostaient les visiteurs occidentaux en les suppliant de leur vendre vêtements et autres babioles. Ça et là, des scandales ont éclaté : à Rostov-sur-le-Don, par exemple, des étudiantes se sont fait épinglez pour avoir coché avec des étrangers en échange d'une paire de jeans. C'en était trop pour la *Komsomolskaïa Pravda*, qui n'a pas lésiné sur le sermon. Ce qui a eu pour conséquence de susciter une avalanche de lettres, impensables en d'autres temps, sur le thème : faites des jeans aussi bons que ceux des Américains plutôt que nous donner des leçons de morale.

En 1984, les théâtres mirent à l'affiche bon nombre de pièces dénonçant l'égoïsme des *zolyoty dietti* et leur conduite « asociale ». On y donnait volontiers la parole aux *sieryy crysy* pour dresser des réquisitoires contre la discrimination dont ceux-ci étaient victimes. Pendant le spectacle, le public riait de bon cœur à propos de ceux qui sermonnaient les jeunes. La moindre citation, sur scène, de la *Pravda* ou des *Izvestia* soulouvait une tempête de rires. Dans certains films, on montrait la corruption des fonctionnaires et l'on voyait des jeunes femmes faire carrière en recourant aux mêmes moyens que les étudiants de Rostov pour se procurer des jeans.

Un an après, M. Mikhaïl Gorbatchev arriva au pouvoir. Parmi ses premiers slogans figuraient la glasnost (transparence), le nouveau secrétaire général conviait la société à dire à haute voix ce qu'elle pensait. De cette ouverture courageuse, ont profité d'emblée les « riches et célèbres » du monde intellectuel, et surtout des médias, ainsi que les *zolyoty dietti* devenus adultes. Il n'y avait plus à être autrement puisque ceux-ci étaient les mieux placés pour s'exprimer. Ils voulaient une société « normale, fondée sur la propriété privée ». Et, puisque M. Gorbatchev insistait sur une « option socialiste » mal définie, ils ont passé, avec armes et bagages, dans le camp de M. Boris Eltsine, qui voulait seulement le pouvoir, quitte à détruire l'URSS pour l'obtenir.

Rattraper et dépasser les riches Américains

DÈS l'ouverture d'une transition à l'économie du marché, un fort contingent de *zolyoty dietti* s'est lancé dans les affaires. Ces jeunes loups avaient dix longueurs d'avance sur les *sieryy crysy*. Presque tous diplômés, ils baragouinaient un peu d'anglais appris au cours de voyages à l'étranger et bénéficiaient surtout des relations de leurs parents. Cela suffisait pour obtenir un poste de broker (courtier) à la Bourse, accumuler de premiers millions, fonder une banque ou une compagnie d'import-export et devenir fabuleusement riche.

Ils choisirent de s'appeler les *Manhattan boys* parce que leur ambition était, comme dans le vieux slogan soviétique, de « rattraper et dépasser » les riches Américains. Certains y ont réussi, paraît-il, mais, comme dirait la BBC, « on ne peut pas en avoir la confirmation d'une source indépendante » : ils ne déclarent pas leurs revenus en Russie et exportent leurs capitaux à l'étranger.

Dès qu'on pose les pieds à Moscou, on voit ces enfants gâtés parader dans leurs voitures de luxe (pourant peu adaptées aux rues de la capitale), en compagnie de belles filles et protégés par une cohorte de gorilles. La course effrénée aux *bucks* (dollars) les a transformés en robots qui ne pensent qu'à spéculer. Une anecdote moscovite raconte qu'un

Manhattan boy qui vient d'échapper miraculeusement à un attentat planeur ses mirifiques contrats réduits en cendres dans l'incendie de sa voiture. C'est alors que quelqu'un lui fait remarquer qu'il a aussi perdu le bras gauche ; et le miraculé de s'exclamer : « Ficheur, j'avais au poignet une Rolex en or ! »

Sont-ils liés à la Mafia ? Toutes les fortunes, accumulées trop vite, sont à risque si on ne les « légalise » pas par le blanchiment de l'argent sale. La Mafia sait le faire et, sur ce point, les *Manhattan boys* ne peuvent se passer d'elle. Pourquoi hésiteraient-ils ? On leur a appris, dès le berceau, qu'une illégalité n'est pas un mal si elle ne risque pas d'entraîner des poursuites. De nos jours, ce risque n'existe plus. Le Kremlin s'emploie à protéger les nantis, et les lois sont désormais faites pour les favoriser. Depuis 1992, il n'y a pas eu un seul procès pour abus de biens sociaux, cette dénomination ayant même disparu du code pénal.

Quand, à la fin de 1991, M. Boris Eltsine a formé son nouveau gouvernement, l'enthousiasme des Occidentaux était sans bornes. Une brochure de jeunes ne dépassant pas quarante ans — MM. Egor Galdar, Andreï Kozirev, Anatoly Tchoubouf, Boris Fiodorov, Piotr Aven et même Guennadi Bourboulis — entraient au Kremlin sans avoir exercé de hautes fonctions au sein de l'ancien Parti communiste de l'URSS. La Russie était pour ainsi dire libérée des apparatchiks, à part M. Boris Eltsine, mais celui-ci devrait prouver la sincérité

de son adhésion à la démocratie en choisissant ces jeunes libéraux thatchériens.

Sauf qu'il s'agissait précisément de ces mêmes *zolyoty dietti*, enfants de nomenklaturistes de haut vol, qu'on nous avait longtemps décrits comme « dépourvus de scrupules et fascinés par le mode de vie américain ». Ayant toujours vécu dans leur petit monde, ils ne connaissent pratiquement rien de la complexité du pays. Il leur manque ce minimum de sensibilité sociale qui freine parfois les ardeurs de la droite en Occident. Rien d'étonnant si les *zolyoty dietti* au pouvoir à Moscou se sont jetés dans les bras du Fonds monétaire international et se sont montrés encore plus indifférents que les fonctionnaires internationaux à la fracture sociale.

L'écart entre les 10 % de Russes les plus riches et les 10 % les plus pauvres est de 20 contre 1, alors qu'en Occident on considère qu'il ne dépasse pas les 10 contre 1 ou même les 6 contre 1 (c'est le cas des pays scandinaves). En battant ainsi des records d'inégalité, le régime russe s'expose en permanence à une explosion sociale. Du coup, il est obligé de tolérer tout ce qui pourrait permettre de la désamorcer, y compris les

15,6 milliards en 1996... Le « tobelno-kisme » à l'intérieur de la Russie n'est pas comptabilisé, mais on peut parier que son chiffre d'affaires est de loin plus imposant.

La Russie n'arrive plus à vendre ses produits de consommation sur son marché intérieur, monopolisé par les biens étrangers. Mais elle ne contrôle pas davantage ses importations, assurées par les *tshechniki*. Elle ne perçoit, donc, qu'une petite partie des droits de douane ; pour les deux tiers des marchandises, c'est du « ni vu ni connu ».

Or, l'impôt sur les sociétés étant calculé à partir du chiffre d'affaires et non du profit, il est facile d'évaluer la perte du Trésor russe. Pour remédier un peu à ce manque à gagner, le Kremlin a tenté, en 1996, de taxer ceux qui rapportent de l'étranger plus de 50 kilos de bagages. En 1997, il a été décrété que chaque Russe se rendant à l'étranger devrait payer 11 dollars à l'aller et autant au retour. Le tollé de la presse n'a même pas permis l'entrée en vigueur de ces ordonnances. On ne songe donc plus à inquiéter les *tshechniki*.

« Le « *tshechnisme* », dit un Moscovite, n'est qu'une soupe de sécurité

rement. Il paraît que les rares oiseaux qui se sont envolés ont été exécutés avec une cruauté inouïe. La Mafia russe a déjà la réputation d'être plus violente et plus impitoyable que la sicilienne ou l'américaine. Cette cruauté caractérise surtout la mafia de la drogue, dont on parle beaucoup, ainsi que celle de la prostitution, qui exécute, paraît-il, des insubordonnées même pour un écart minime. L'importance du « *tshechnisme* » tient à son impact sur la société, sur ses mœurs et ses coutumes.

Supposons que les *tshechniki* ignorent absolument, au départ, qui tire les ficelles. Mais ils ne peuvent quand même pas ne pas s'apercevoir, au retour, qu'on les dépouille de la majeure partie de leurs gains. Car la Mafia ne permet pas à un *tshechnok* de s'enrichir, et c'est afin qu'il n'envisage pas de travailler pour son propre compte. La même chose vaut pour les gérants des kiosques, aux quatre coins du pays, où aboutit la marchandise importée. On dit qu'ils sont tous victimes du racket, pratiqué au grand jour, y compris à deux pas du Kremlin. Mais peut-on parler d'extorsion quand il s'agit d'une cogérance de fait, acceptée en haut lieu et à la base et pratiquement légale ?

Car le système est fondé sur une connivence benévole entre un vaste secteur de la population et une organisation invisible considérée comme bienfaisante. Aucun *tshechnok* ne s'est jamais plaint d'avoir été lésé au terme d'un pèlerinage à l'étranger : aucun gérant de kiosque ne parle d'extorsion. La Mafia est leur « syndicat », les protège de la misère, leur offre parfois des gains plus consistants. En Sicile, cela s'appelle l'*omertà*, cette loi du silence qui fait la force de cette organisation criminelle. Trop de gens croient que la Mafia les protégeait mieux que l'Etat et ses lois. Mais, pour s'exprimer ainsi sur l'Etat, l'honorable société a mis plus d'un siècle : en Russie, il a suffi de cinq ans pour y incorporer des centaines de milliers de personnes. Combien de temps faudra-t-il pour les en extirper ?

Dans son message au Parlement, M. Boris Eltsine a expliqué, cette année, que « la liberté de vendre et d'acheter » ne doit pas se traduire par « la liberté d'acheter des lois, des tribunaux et des fonctionnaires », ce qui est « immoral et dangereux pour la société ». Le moralisme présidentiel est d'une désarmante naïveté. Car c'est son propre entourage qui achète les lois. Or le président ne veut point s'en séparer. Il tient à ces *ex-zolyoty dietti* qui n'ont guère changé de mentalité. Celle-ci a été magnifiquement illustrée par une boutade de M. Guennadi Bourboulis (naguère le bras droit de M. Eltsine avec le titre, à l'américaine, de secrétaire d'Etat). Interrogé sur son goût pour les voitures de luxe, il répondit : « Je n'aime pas voyager en tramway. »

On entendait la même réplique dans une pièce de théâtre qui, en 1984 déjà, dénonçait les jeunes dépravés, convaincus que les voitures étaient pour eux et les transports en commun pour les *sieryy crysy*. A l'époque, le public riait. A présent, dans un pays où 60 % de la population vit au seuil de la pauvreté, ces mœurs de l'élite font plutôt pleurer.



M. BORIS ELTSINE SALUANT LE PEUPLE
La voiture ZIL, symbole de la continuité de la nomenclature

méthodes les plus suspectes qui sentent la Mafia.

Les Russes voyagent beaucoup, mais rarement pour le plaisir. Ils vont en Turquie, à Chypre, en Italie, en Grèce, en Chine et dans d'autres pays encore, acheter des biens de consommation qu'on trouve pourtant en abondance dans leurs propres villes. Quelle peut donc être la rentabilité de ces colportages expéditions, qui exigent des démarches épuisantes pour obtenir visas et billets d'avion ? Ce n'est pas le seul mystère de ce tourisme commercial. Ceux qui le pratiquent ne sont décidément pas riches. Ce sont des « souris grises » un peu vieilles qui n'ont guère grimpé sur l'échelle sociale. On les reconnaît à leur apparence, héritée de l'époque soviétique, leurs goûts modestes et leur faible connaissance des langues étrangères. En Russie, on les appelle *tshechniki* (navettes) et on estime leur nombre à 30 millions, en y incluant ceux, très majoritaires, qui circulent à l'intérieur même du pays.

Quand on se penche sur le phénomène, tout se complique et devient mystérieux. Alors que la ligne aérienne Rimini-Rome n'existe pas, quatre ou cinq fois par semaine des avions bondés de *tshechniki* en provenance de Moscou et de Saint-Petersbourg atterrissent à Rimini sur un aéroport conçu pour eux. Après quoi, sans même regarder la mer, ils se déversent sur le quartier commercial, où ils sont attendus avec des montages de chaussures *made in Italy* et fabriquées en Albanie ainsi que d'autres articles vestimentaires. A Istanbul, ils cherchent plutôt les téléviseurs et les appareils électroménagers. Les *tshechniki* payent comptant, en dollars. Ils ignorent les cartes de crédit, ne marchant pas, ne demandant ni garanties ni reçus. Il s'agit pourtant de sommes qui atteignent souvent des centaines de milliers de dollars, et il est rare qu'on les dépense sans précautions ni trace comptable. Il tombe sous le sens qu'un *tshechnok* n'est pas propriétaire de cet argent. S'il l'était, il se serait établi à son compte à Moscou ou ailleurs en Russie. Vu leur volume, il n'écoule pas seul, non plus, ces biens importés. Leur distribution constituerait un travail à temps plein.

Dans les *Izvestia* du 7 mars 1997, M. Igor Ilguine, directeur d'information au ministère des relations économiques extérieures, estime la totalité des importations effectuées par les *tshechniki* à 15,4 milliards de dollars en 1995 et à

pour laisser échapper l'excès de pression à la base. Sans lui et sans l'omniprésent commerce de rue, la cocotte aurait explosé depuis longtemps. » Cela ne veut pas dire que le gouvernement fait fonctionner cette énorme machine commerciale. Non, c'est la Mafia qui tire les ficelles.

Pourquoi celle-ci a-t-elle besoin d'un commerce aussi compliqué, alors qu'à Moscou ou à Saint-Petersbourg on ramasse l'argent dans les rues ? Justement, pour blanchir cet argent-là. Un *tshechnok* avec 50 000 dollars n'est suspecté ni à Istanbul ni à Rimini. Mille *tshechniki*, chacun avec la même somme, ne le sont pas plus. Ainsi injecte-t-on dans le circuit légal des milliards propres... « comme la neige au sommet du Kazbek ».

Un *tshechnok* ne sait pas, en général, qu'en acceptant un prêt pour se rendre à l'étranger il devient un soldat de la Mafia. Quelqu'un lui a fait cette fleur par recommandation ou au hasard d'une rencontre. En l'éventrant toutefois que, si d'aventure il s'envoie avec ces dollars, on le retrouverait et on le punirait sévèrement.

Entre autres, dans le numéro de juillet 1997 :

- Les accords de Dayton-Paris Georges-Marie CHENU
- Le printemps incertain du peuple albanais Guillaume KOPP
- Francophonie Jean-François BIJON
- Figures libres, Choix de films, Chroniques de Théâtre Revue des livres, Choix de disques...

Le n° (144 pages) : 60 F - Eur. : 67 F Rédacteur en chef :
Abt (11 n°/an) : 495 F - Eur. : 600 F Henri MADELIN

Pour recevoir ce numéro, tapez sur Minitel 36 15 SJ* ETUDES (2,23 F/min.) ou envoyez vos nom, adresse et règlement à l'ordre d'ETUDES :

14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48

* Essayiste et journaliste, auteur, entre autres, de *Les Guerriers au pouvoir*, Laffont, Paris, 1970, et de *Solité. Les Tribulations d'un jeune Polonais dans la Russie en guerre*, Fayard, Paris, 1983.

UN GOUVERNEMENT REJETÉ, UNE OPPOSITION PARALYSÉE

Lutter pour la paix en Israël

SEULS Israël, les États-Unis et... la Micronésie ont voté, le 16 juillet, contre la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant la construction de la colonie de Har Homa. Loin de tirer les leçons de son isolement, M. Benjamin Nétanyahou poursuit sa fuite en avant. Non seulement il affiche sa décision de ne rétrocéder que 40 % de la Cisjordanie à l'Autorité palestinienne, mais il menace, en cas de nouveaux affrontements, de reconquérir Hébron. Au grand désespoir des militants israéliens de la paix, la coalition au pouvoir mise sur une explosion majeure.

Par URI AVNERY*

Il y a de longues années, David Ben Gourion, alors premier ministre d'Israël, se mit en colère contre les deux principaux journaux du soir. Et d'insulter leurs rédacteurs en chef : « L'un est un serpent, l'autre est un sot » — sans toutefois préciser à qui s'adressaient ces épithètes. Une blague populaire à l'époque prétendit que celui qui était considéré comme un sot s'écria : « Je suis un serpent ! Je suis un serpent ! »

Il en va un peu de même avec M. Benjamin Nétanyahou : un an après avoir mis sur pied son gouvernement, le premier ministre continue de laisser perplexes nombre de ses concitoyens, qui s'interrogent sur la détermination s'il est un serpent ou un sot, s'il manque de sagesse ou de bonnes intentions. L'énigme reste, à ce jour, sans solution.

En un an, le chef du Likoud a réussi à bloquer complètement les négociations de paix et à relancer le conflit entre Israéliens et Palestiniens. Du même coup, il a gâché la lune de miel diplomatique entre son pays et le reste du monde et même refroidi l'histoire d'amour entre Israël et les États-Unis. La plupart des États arabes, qui étaient en train de nouer des relations complètes avec l'État hébreu, font marche arrière. Des voix haineuses se font entendre jusqu'en Égypte et en Jordanie, pourtant signataires de traités de paix avec Israël. Pour la première fois, un fossé s'est creusé entre Israël et la communauté juive mondiale — notamment à cause des prétentions des alliés ultra-orthodoxes de

M. Nétanyahou à imposer une loi totalement inacceptable pour les synagogues « progressistes », dont la majorité des juifs américains sont membres (1).

Sans oublier que le gouvernement lui-même est secoué par une incessante série de crises internes qui font irrésistiblement penser aux épisodes d'un feuilleton de télévision. Certains ministres ont démissionné, d'autres ont été sommés par la police israélienne de comparaître devant la justice à la suite d'enquêtes pour corruption. Un ancien ministre, M. Arye Deri, lui-même mis en examen pour corruption, est soupçonné d'avoir forcé M. Nétanyahou à nommer son protégé — le fameux M. Roni Bar-On — au poste de procureur général, d'autres sont soupçonnés d'entretenir des relations suivies avec les mafias russes.

Presque tous les collègues du premier ministre l'accusent de mentir. Le 24 juin dernier, le chef du Likoud a tout juste survécu à une autre motion de non-confiance : cinq voix seulement l'ont sauvé (2). Et pour cause : neuf députés du Likoud et du Gesher (dont son chef, M. David Lévy, le ministre des affaires étrangères) avaient choisi de s'absenter en guise de protestation contre la façon de gouverner de M. Nétanyahou. Un autre groupe de la coalition gouvernementale n'a accepté de voter pour lui qu'en échange d'un engagement écrit selon lequel M. Nétanyahou tiendrait les promesses faites... un an plus tôt, également par écrit (3).

La grande fracture « ethnique »

M. BENYAMIN NÉTANYAHOU a survécu à toutes ces crises de façon magistrale : il règle chaque problème en créant deux nouveaux. Cette méthode est imputable, selon certains, à son manque total d'expérience et de clairvoyance politique. Il sait gagner, tel un serpent, des élections au sein de son parti ou sur la scène nationale, disent-ils, mais en ce qui concerne tout le reste, c'est un sot. Pour d'autres, en revanche, il est loin d'être idiot. Toutes ses manœuvres seraient calculées afin d'atteindre son véritable but : détruire la logique des négociations de paix et garder le contrôle des territoires occupés (Gaza, Cisjordanie et Jérusalem-Est) tout en évitant d'en porter la responsabilité. Sans doute, il y a du vrai dans ces deux théories qui se complètent bien.

Malgré tout — autre paradoxe israélien — M. Nétanyahou semble bien installé dans son siège de premier ministre jusqu'à l'automne de l'an 2000. La nouvelle loi israélienne, en vertu de laquelle le premier ministre est désormais élu directement au suffrage universel, ne prévoit guère de moyens de l'écartier de son poste. Il faudrait 61 voix à la Knesset (le Parlement) — sur 120 — pour provoquer une nouvelle élection du chef du gouvernement, mais ce vote dissoudrait également le Parlement. Autrement dit, les députés devraient voter leur propre retour devant les électeurs — un scénario très peu probable. Pour renvoyer le premier ministre sans dissoudre la Knesset, 80 voix sont requises : ce scénario ne pourrait être envisagé que dans l'hypothèse d'une catastrophe nationale.

Israël est donc dirigé par un homme à l'autorité quasi dictatoriale, entouré d'un petit groupe d'assistants aux allures de mafiosi — un terme largement employé par l'opposition et les médias. Leur seul but, semble-t-il, est de s'accrocher au pouvoir et d'assurer leur réélection. M. Nétanyahou, quant à lui, aura besoin de tous les suffrages obtenus l'année dernière, lorsqu'il devint premier ministre avec à peine 30 000 voix d'avance sur M. Shimon Pérès, ce qui suppose l'appui de tous les électeurs des partis religieux, de presque tous les juifs orthodoxes (Marocains notamment) et de tous les mouvements d'extrême droite.

Mais les pessimistes croient que rien — sauf cataclysme — ne modifiera la répartition des voix, car le choix électoral n'est pas principalement dicté par

leurs intérêts socio-économiques. En fait, en ce qui concerne ces dossiers, il n'y a pratiquement pas de différence entre les deux grands partis politiques. Les termes de « gauche » et « droite », en Israël, n'ont pas la même signification qu'en Europe. La politique, ici, est déterminée par des solidarités de groupe, des sentiments d'appartenance ethnique et des croyances religieuses.

Voilà la grande fracture — presque une faille sismique — qui divise la société. La « gauche » regroupe la grande majorité des juifs d'ascendance européenne (dits ashkénazes), plus aisés économiquement et mieux formés culturellement, les juifs libéraux séculiers (laïques et athées), ainsi que les citoyens arabes. La « droite » est composée de la majorité des juifs d'ascendance orientale (appelés séfarades), victimes de discriminations économiques et sociales, moins scolarisés, mais aussi de toute la gamme des partis religieux, des électeurs du Parti national religieux, y compris les colons extrémistes des territoires occupés, aux ultra-orthodoxes.

Ces deux fronts sont relativement immuables. Itzhak Rabin n'aurait pas été élu en 1992 si l'ancien système d'élection directe du premier ministre avait été en vigueur : seule la dispersion des voix de « droite » — des dizaines de milliers d'électeurs avaient jeté leur dévolu sur des partis extrémistes, mais en nombre insuffisant pour leur permettre d'être représentés à la Knesset — avait alors permis à la « gauche » d'arracher une petite majorité de sièges.

Quiconque veut se convaincre du poids du facteur « ethnique » dans la



DAVID REZER. « Enfant et soldat » (1992)

politique doit se rendre à une manifestation pacifique : il est difficile d'y trouver des juifs d'apparence orientale ou encore des porteurs de kippa, alors que les uns et les autres sont largement majoritaires dans les manifestations de « droite ».

Sans doute est-ce la clé d'une des énigmes de la réalité politique israélienne : pourquoi l'opposition est-elle si faible malgré les nombreux et manifestes échecs du gouvernement Nétanyahou ? Un juif oriental hostile aux Arabes ou un fanatique religieux peut ne pas porter le premier ministre dans son camp, pour autant il n'a jamais voté en faveur du Parti travailliste. Lequel ne s'habitue pas à son rôle de parti d'opposition. Par nature, il est habitué au pouvoir : il a dirigé l'État durant trente-deux de ses quarante-neuf ans d'existence, sans compter les quinze années qu'il passa, auparavant, à la tête du Yichouv — la communauté juive de Palestine à l'époque du mandat britannique.

La grande majorité des responsables économiques, des juges, des journalistes et des enseignants appartiennent à la partie libérale et laïque de la société, favorable à la paix. Bref, ce n'est pas sans raison que M. Benjamin Nétanyahou et ses partisans vitupèrent les « élites », les « médias hostiles » et les « tribunaux ». Toutes ces « bonnes âmes » peuvent gémir et rouscanner, écrire de savantes analyses sur la catastrophe à venir, signer des manifestes bien formulés. Jamais elles ne se confronteront avec les voyous de « droite » dans les rues. Une secte hassidique (ultra-orthodoxe) peut, en quelques heures, mobiliser un millier d'adeptes des institutions religieuses — qui ne servent pas dans l'armée, ni ne travaillent — alors que le Parti travailliste et ses alliés de « gauche » ont du mal à même sur pied ne serait-ce qu'une seule manifestation bien organisée... par an.

Faute de savoir comment surmonter la « fracture » en question, la « gauche » manque de volonté, voire se résigne. Elle n'a ni véritable ferveur idéologique, ni zèle missionnaire laïque, ni même une stratégie de paix cohérente. Quand il parle des négociations de paix, le Parti travailliste emprunte un ton humble, bégayant à propos d'un éventuel État palestinien (« n'excluant pas la possibilité de... »), jurant que jamais il n'abandonnera « l'éternelle et indivisible sou-

veraineté d'Israël » sur l'ensemble de la ville sacrée de Jérusalem, allant jusqu'à soutenir (« en principe, mais... ») la provocatrice construction de la nouvelle colonie juive de Har Homa.

Après s'être finalement débarrassés du malheureux Shimon Pérès, les travaillistes fondent maintenant leurs espoirs sur leur nouveau leader : M. Ehud Barak. Ancien officier de commando, ex-dirigeant des services de renseignement de l'armée et chef d'état-major des forces armées, ce personnage énergique est surnommé « Bibi bis » par ses opposants. Sa stratégie semble consister à dissimuler ses positions — quelles qu'elles soient — pour mieux grincer l'électorat de la « droite », plutôt que de soulever les foules avec un mes-

Désorientés par les accords d'Oslo

C'est sombre avenir fait l'objet d'articles quasi quotidiens dans les médias. La réaction du public ? Aucune. Comme s'il s'agissait de prévisions météorologiques. Pour paraphraser la boutade de Mark Twain à propos du temps qu'il fait, tout le monde parle de la prochaine guerre, mais personne ne fait quoi que ce soit.

Certains font confiance aux Américains, censés exercer des pressions pour prévenir un conflit. Mais le président William Clinton est embourbé dans ses propres scandales et la perspective d'affronter le puissant lobby juif américain ne le tente guère. De surcroît, il semble être en mesure d'empêcher l'Europe de profiter d'une crise pour reprendre pied au Proche-Orient — à supposer que le Vieux Continent en ait la volonté, ce qui reste à prouver. Autrement dit, l'essentiel dépend des Israéliens.

On a dit de ces derniers qu'ils ont davantage peur de la paix que de la guerre. Certes, ils ont vécu cinq conflits majeurs (6) depuis la naissance de l'État d'Israël en 1948 — en excluant la guerre du Golfe, au cours de laquelle des villes israéliennes ont été touchées par des missiles pour la première fois. Donc tous croient savoir à quoi s'attendre et comment réagir. La paix, en revanche, reste la grande inconnue. Nul n'a vécu un seul jour de paix dans ce pays, et personne ne sait comment y faire face.

Les accords d'Oslo (7) ont créé, pour un temps, l'illusion de la paix. Cette nouvelle atmosphère a remis en question les peurs, anxiétés, haines, préjugés et stéréotypes forgés au cours des cent dix années de conflit et, plus largement, de deux mille ans de persécutions contre les juifs, culminant avec le génocide. Mais, du même coup, elle a désorienté bien des Israéliens, inquiets pour leur avenir. Un pas décisif vers la paix aurait sans doute permis de surmonter ce trouble. Mais Itzhak Rabin était un soldat prudent, manquant d'une grande vision. Il ignorait le fameux dicton de Lloyd George, selon lequel on ne peut sauter un abîme en deux fois. Ainsi, toutes les émotions d'hier ont eu le temps de refaire surface. Peut-être est-ce là la principale raison de la victoire électorale de M. Benjamin Nétanyahou, le 29 mai 1996. Comme M. Jean-Marie Le Pen en France, « Bibi » sait comment faire appel aux

sage nouveau et passionné. En fait, il escompte que M. Nétanyahou s'écroulera tôt ou tard sous le poids de ses bêtises.

Plus criante encore est l'absence d'un mouvement pacifiste efficace. La Paix maintenant, jadis brillant exemple d'action extraparlamentaire, a pratiquement cessé d'exister. Après l'arrivée d'Itzhak Rabin au pouvoir, en 1992, ce mouvement décida que la pression d'en bas n'était plus nécessaire, toute action publique risquant, au contraire, d'affaiblir le gouvernement de « gauche ». Cette paralysie amena un groupe plus radical à créer un nouveau mouvement, Gush Shalom (le Bloc pour la paix) qui n'a pas craint, lui, de manifester contre les hésitations du premier ministre Rabin, et de s'opposer à la « droite » en descendant dans les rues. Mais sa détermination à braver l'impopularité a limité son impact. Il faut également mentionner un certain nombre de petites — mais efficaces — organisations qui, sur la base de solides valeurs morales, rendent d'incalculables services en matière de documentation, d'assistance médicale, de contacts avec les gens, d'organisation des femmes, etc. Reste qu'ensemble le mouvement pacifiste dans son ensemble représente une force politique négligeable.

Pourquoi nul ne paraît s'inquiéter de cet état de fait ? C'est la seconde énigme. Le chef d'état-major des forces armées et les dirigeants de tous les services secrets s'accrochent à la prédire publiquement : Israël n'évitera pas une nouvelle flambée de violence avec les Palestiniens si les négociations de paix restent au point mort, tandis que s'accroît la colonisation à Jérusalem-Est et dans les autres territoires occupés. Or telle est bien la politique de la coalition de droite et d'extrême droite de M. Benjamin Nétanyahou, surtout si M. Ariel Sharon, le « héros » de Kibya (4), de Sabra et Chatila (5), est amené à y jouer un rôle de première importance. De telle sorte que les Casandre évoquent non seulement le risque de confrontation armée avec les Palestiniens, mais aussi l'éventualité d'une guerre avec la Syrie, au cours de laquelle une pluie de missiles venant des gaz mous pourrît s'abattre sur les villes israéliennes. Des commentateurs les rejoignent dans ces terribles prophéties, et se discourent est repris par les porte-parole palestiniens et étrangers.

passions anti-Arabes, anti-goyim (non-juifs) et xénophobes les plus primitives.

D'où ce curieux spectacle : tout le monde s'excite quotidiennement au sujet de la démission de ministres, de la mise en examen de politiciens, des « sessions » mouvementées du Parlement et des disputes entre dirigeants de partis, le tout accompagné d'un flot de reportages sensationnels, de débats télévisés et d'articles de journaux — mais nul ne s'exerce à l'idée d'un possible bain de sang. Comme si l'on n'avait que des victimes de la prochaine guerre. Le Parti travailliste et ses alliés préfèrent parler d'autres choses, plus populaires. Et les mouvements pacifistes ne parviennent pas à mobiliser les masses.

Récemment, cent cinquante femmes ont défilé dans les rues de Tel-Aviv avec des banderoles proclamant : « Nous ne voulons pas que nos enfants participent à une guerre superflue. » Les passants ont regardé en silence. Nul ne les a injuriées, nul ne les a applaudies.

(1) Selon la loi israélienne en vigueur, ce juif — et donc peut-être le citoyen — quelconque est né de mère juive ou s'est converti à la religion juive. Cette dernière possibilité, les partis ultra-orthodoxes membres de la coalition gouvernementale exigent qu'elle soit strictement limitée aux conversions réalisées selon leur rite, à l'exclusion de celles pratiquées par les synagogues dites « libérales » ou « conservatrices ».

(2) Le premier ministre a obtenu 55 voix en sa faveur contre 50 favorables à sa destitution.

(3) Un accord de dernière minute est intervenu entre M. Nétanyahou et le « parti russe » de M. Nathan Chachansky, membre de la coalition, qui a annoncé son retrait au premier ministre : 450 millions de francs d'engagement financiers publics exclusivement destinés aux immigrants russes.

(4) Village de Jérusalem pris d'assaut le 14 octobre 1953 par les troupes d'Ariel Sharon, qui en détruisirent une cinquantaine de maisons, tuant plus de 70 civils.

(5) Le général Sharon et les troupes israéliennes s'attaquèrent à la bande de Gaza, à Sabra et Chatila, au sud de Beyrouth, les 16, 17 et 18 septembre 1982, dans les camps de réfugiés palestiniens (Syriens, Libanais, Égyptiens, etc.) où se trouvaient les Forces libanaises.

(6) Première guerre israélo-arabe (1948-1949), guerre de Suez (1956), guerre de six jours (1967), guerre d'octobre (1973) et guerre du Liban (1982).

(7) Les négociations entre Israël et l'OPEL menées durant l'été 1993 à Oslo, ont débouché sur une déclaration de principes sur l'autonomie palestinienne (13 septembre 1993), suivie de deux accords de détail à la suite desquels : celui de Taba, dit Oslo I (4 mai 1994), et celui de Taba, dit Oslo II (28 septembre 1995).

Les éditions en langues étrangères du « Monde diplomatique »

Italie. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien romain *Il Manifesto* (via Tomacelli 146, Rome 00186), dont la diffusion moyenne est de 100 000 exemplaires.

Allemagne. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien berlinois *Die Tageszeitung* (Kochstrasse 18, 10969 Berlin), dont la diffusion moyenne est de 70 000 exemplaires.

Suisse. L'hebdomadaire *WocheZürich* (Loisensstrasse 7, Postfach 8031 Zurich) diffuse en supplément mensuel notre journal en langue allemande à quelque 20 000 exemplaires.

Espagne. Le journal est traduit et édité par L. Press (Plaza Maria Espahola, 5-2 D, 28013 Madrid). Sa diffusion est d'environ 25 000 exemplaires.

Mexique. Le journal est publié par Editorial Sans Frontières (Paris 15, Col. Coyocacan, 04100 Mexico). Sa diffusion est d'environ 25 000 exemplaires.

Monde arabe. Une édition trilingue en arabe est publiée en Tunisie par Impact (le Méri-dien, bureau 344, 50, avenue Habib-Bourguiba, Tunis 1000). Elle tire à 15 000 exemplaires.

Au total, la diffusion du *Monde diplomatique* (270 000 exemplaires en français) et de ses différentes éditions étrangères est d'environ 500 000 exemplaires.

* Journaliste, Tel-Aviv, auteur de *Mon frère, l'ennemi. Un israélien dialogue avec les Palestiniens*, Liana Levi, Paris, 1986.

هكذا من الراحل

BOULEVERSEMENT

Pourquoi cette

هكذا من الاجل

BOULEVERSEMENTS AU SUD DE LA MÉDITERRANÉE

Pourquoi cette montée de l'islamisme

AU sud de la Méditerranée, dans les années 60 et 70, c'est l'Etat qui conduisait la modernisation. Le marché a pris la relève. D'où de profondes modifications de la structure sociale et de la base du pouvoir politique, au profit des nouvelles couches sociales. Ces évolutions peuvent déboucher sur trois scénarios : démocratie élitiste, populisme religieux ou dictature militaire. Mais, dans tous les cas, chômage et exclusion nourrissent l'ascension de l'islamisme.

Par SAMI NAÏR *

Les Etats du sud et de l'est de la Méditerranée ont bénéficié, au cours des années 60 et 70, de prêts considérables pour des investissements à long terme. La manne était générale et l'antagonisme Est-Ouest favorisait l'octroi d'aides intéressées. La monétisation rapide de l'économie mondiale, elle-même cause et conséquence du ralentissement de l'expansion, a provoqué une réorientation massive des prêts et entraîné des crises de remboursement de la dette, qui culminèrent au début des années 80 (Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Turquie, etc.).

Désormais, l'offre de financement s'oriente vers les zones rentables et se raréfie dans les zones peu développées, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) se chargeant de gendarmiser les Etats désemparés. De là l'efflorescence des plans d'ajustement structurel dans les années 80.

Cette libéralisation engendre des bouleversements de structures difficiles à maîtriser. Partout s'opère un triple mouvement : forte différenciation sociale au sein des couches moyennes ; lent et profond changement dans la base sociale des pouvoirs en place ; crise généralisée de légitimation des Etats. De la gestion de ces trois facteurs dépend, pour une large part, l'avenir de ces sociétés.

On assiste partout à une crise de mobilité sociale au sein des couches moyennes. Les catégories traditionnellement chéries des Etats modernisateurs - enseignants, techniciens, employés du secteur tertiaire, bureaucrates - ne trouvent de plus en plus marginalisées, cependant que se développent les couches liées aux secteurs libéraux : avocats, médecins, commerçants, etc. A preuve, la crise que traverse, depuis le début des années 80, la profession des ingénieurs et des cadres scientifiques (1), qui avait fait jusque-là l'objet d'une protection toute particulière de la part de l'Etat. L'essentiel de l'effort de formation avait porté sur le développement des filières scientifiques et technologiques, les étudiants de ces sections recevant bourses et aides pour se perfectionner à l'étranger ; à leur retour, leur insertion professionnelle se réalisait dans des conditions privilégiées (2). Ces pays formaient ainsi, de façon disproportionnée par rapport à leurs besoins, un nombre important de cadres scientifiques : en Egypte, le nombre d'ingénieurs passa de 11 000 en 1969 à 260 000 en 1993, dont 37 % dans les ministères et plus de 50 % dans les entreprises publiques (3).

Les plans d'ajustement structurel, au début des années 90, ont remis en question le statut et les conditions de vie de ces professions : paupérisation d'une

majorité d'entre elles, baisse permanente du pouvoir d'achat, obligation d'exercer plusieurs activités, blocage des carrières, maintien d'une petite minorité privilégiée à des postes administratifs, politiques ou militaires de haut niveau et, enfin, fuite vers le secteur privé.

Cette mutation s'opère en même temps que les entreprises publiques se reconvertaient en entreprises privées ou fermement, entraînant la précarité sociale et, pour les jeunes, l'exclusion. Depuis 1992, le chômage ne cesse de progresser en Algérie, dépassant 28 % de la population active en 1995, dont près de 80 % de moins de trente ans (4).

L'avènement du libéralisme économique a accentué cette dualisation. Et la marginalisation sociale s'accroît d'autant plus que la demande d'emploi est importante. Si la croissance démographique moyenne est passée au-dessous de la barre des 3 % sur la période 1990-1995 pour les pays du Maghreb central, l'Egypte et la Turquie (5), le pourcentage de jeunes dans la population n'en pèse pas moins de façon dramatique sur l'économie : en 1994, les moins de quinze ans représentaient 39 % de la population en Algérie, 38 % en Egypte, 37 % au Maroc et 43 % en Syrie (6).

Le phénomène sociologique le plus frappant, c'est la dissociation des intérêts au sein des couches moyennes et, surtout, la jonction progressive des revendications sociales des couches scientifiques et techniques avec celles des couches exclues du système économique. Délaissés par l'Etat, les « cadres de la nation », comme la masse de ceux que le système éducatif continue de former, se retournent contre lui, réclamant alors le soutien matériel, politique et idéologique des islamistes.

En Egypte, dès 1986, ces derniers devenaient majoritaires dans plusieurs syndicats d'ingénieurs. En 1996, sur 61 membres du conseil du syndicat des ingénieurs, 45 étaient islamistes. Cela s'explique par la crise de mobilité sociale liée à la transformation de l'Etat nourricier en Etat « veilleur de nuit » du capitalisme privé, et non, comme le supputent sentencieusement certains « spécialistes » de l'intégrisme religieux, par une attitude « anti-occidentale ».

Avec la libéralisation de l'économie, les systèmes sont devenus moins intégrateurs, et la différenciation sociale s'est accrue. Les politiques d'assistance, qui servaient souvent à dissimuler le chômage structurel, ne sont plus opérationnelles : l'appareil d'Etat ne peut plus entretenir un secteur de services mal payé ; l'émigration, soupape pour tous ces Etats, n'est plus possible comme il y a quinze ans (7).

Changement de base des pouvoirs

INÉVITABLEMENT, cette dissociation des couches moyennes entraîne un changement de la base sociale du pouvoir. L'époque de l'Etat modernisateur se caractérise surtout par la clientélisation de couches assez compactes liées aux appareils d'Etat, plus nombreuses et plus importantes que la « petite bourgeoisie » privée. Désormais, les couches intermédiaires n'échappent plus à la privatisation généralisée. L'Etat n'est plus attributaire de ressources pour elles. Des intérêts socio-économiques nouveaux se forment ; les élites jusque-là détentrices de positions de pouvoir politique tendent à se stratifier en groupes sociaux privés ; une mutation en couche bourgeoise se produit : au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Egypte, en Syrie, des secteurs importants des élites technocratiques et bureaucratiques se sont ainsi reconvertis en bourgeoisies d'affaires, articulées autour du capitalisme privé que sur le secteur informel - où prébendes et trafics sont synonymes (8).

Les travaux du sociologue Imco Brouwer (9) et la thèse de Brahimi El Mili (10) sur la transformation de

l'élite politico-administrative égyptienne en élite économique du secteur privé montrent l'importance de cette mutation. L'économie égyptienne joue, bien sûr, en faveur de rapports très étroits entre le secteur économique privé, ou en voie de l'être, et l'Etat. L'ouverture économique (*infitah*) puis la mise en œuvre des plans d'ajustement structurel se sont accompagnées d'une floraison d'associations d'hommes d'affaires qui constituent les relais entre le secteur privé et le pouvoir. Ce sont les nouveaux instruments de dialogue entre le pouvoir et cette nouvelle bourgeoisie d'affaires en pleine expansion, partenaire de l'Etat dans la reconversion de l'économie, qui regroupe des descendants de l'ancienne bourgeoisie d'avant le nationalisme, une partie de la bureaucratie de l'Etat nassérien, la nouvelle génération d'hommes d'affaires née avec l'ouverture, et notamment les migrants revenus du Golfe (11).

Le rôle joué par l'Association des hommes d'affaires égyptiens (EBA) illustre la relation entre l'Etat et ces nouvelles couches. Fondée en 1979, l'EBA exigeait de ses adhérents une expérience d'au moins dix ans à un poste à responsabilités - d'où la forte présence de décideurs politiques ou

directeurs des services de l'Etat. Aujourd'hui, comme le montre Brahimi El Mili, on trouve à la tête des entreprises privées en Egypte les mêmes personnes qui dirigeaient auparavant les secteurs correspondants dans le public.

En 1992, dans le cadre de la privatisation de plus de 300 entreprises publiques, 32 membres de l'EBA étaient nommés dans les conseils d'administration et les assemblées générales des holdings créées en vue de cette restructuration. Cette association et celle, similaire, d'Alexandrie (ABA) sont, de surcroît, liées aux groupes étrangers, notamment américains, auxquels elles servent de relais avec le pouvoir - l'EBA et l'ABA ont été chargées de coordonner des projets d'aide américains dotés, sur sept ans, d'un budget de 10 millions de dollars (12).

Voilà le changement fondamental : les élites politiques dirigeantes au sein de l'Etat tendent de plus en plus à prendre appui sur ces bourgeoisies d'affaires - même si elles mélangent encore les traditionnelles couches

comme de moderniser le système politique - d'avec la mobilisation horizontale des couches laissées pour compte. D'où la mise en place de régimes de démocraties élitaires réservées, de fait, aux couches intégrées dans le système.

D'autre part, les Etats de la rive sud doivent à la fois instaurer des économies de marché libérales et insérer ces économies dans le contexte régional. Mais tout projet de développement autocratique, national et même interrégional (du type Union du Maghreb arabe) doit être relativisé. L'insertion dans le contexte euro-méditerranéen se réalise aux conditions imposées par l'Union européenne. Celle-ci a-t-elle un projet pour le Sud méditerranéen ? De la réponse à cette question dépend l'évolution interne de ces sociétés. Car la dynamique de la transition est conditionnée autant par les contraintes internes que par l'appui - surtout en termes d'ouverture du marché européen et de financement - que ces Etats obtiennent de l'extérieur.

Quant à l'évolution interne des systèmes politiques ici considérés, on peut

Quant au scénario de la « dictature ou », il consiste en la réaction très brutale de l'armée face à l'affaiblissement des élites dirigeantes, comme en Algérie. Le système s'achemine alors vers le modèle de « dictature libérale » qu'appellait de ses vœux l'essayiste américain Samuel Huntington pour lutter, dans les années 60, contre la menace communiste dans le tiers-monde. L'armée institutionnalise ainsi une situation de guerre civile, qui ne peut s'achever que par la destruction totale de l'un des protagonistes. Ce scénario comporte une variante - la synthèse, sur le modèle soudanais, entre le populisme conservateur religieux et la dictature militaire - qui ne doit pas être écartée pour des pays comme l'Egypte ou l'Algérie.

Pour l'Algérie, cette synthèse offrirait une possibilité de sortie de crise dans l'hypothèse de l'échec de la stratégie actuelle des militaires (qui tentent de légitimer le pouvoir en place par une démocratie partielle, réservée aux forces politiques institutionnalisées). Sur l'essentiel, religion d'Etat et libéralisme économique, l'accord peut en effet se réaliser entre militaires et islamistes algériens comme vient de le prouver la libération anticipée du Foodateur du FIS, M. Abassi Madani. Mais cela suppose des transformations au sein de l'armée (la direction actuelle devrait s'effacer pour laisser place à de jeunes officiers religieux) et une éradication très dure des éléments les plus brutaux (type GIA) du populisme islamiste (souvent instrumentalisés par les services parallèles).

Quel que soit le scénario qui prévaut, la plupart des pays de la rive sud de la Méditerranée passeront probablement par une phase d'autoritarisme fort. Si des élections libres, démocratiques, étaient organisées dans le monde arabo-musulman, il y a fort à

parier que presque partout l'islamisme l'emporterait haut la main pour aboutir à des régimes de despotisme. Dans le cas contraire, les groupes actuellement au pouvoir devront également, quels que soient leurs engagements « démocratiques », assurer le passage à la « modernisation libérale » par des voies autoritaires.

(1) Elisabeth Longueville, « Professions scientifiques en crise : ingénieurs et médecins en Syrie, Egypte, Algérie », *Revue Tiers-Monde*, n° 143, 1995.
(2) Ali El Kazzi, « Les ingénieurs et le pouvoir », *Revue Tiers-Monde*, n° 143, 1995.
(3) Salah Haddad, « Ingénieurs et ouverture économique en Syrie et en Egypte », *Revue Tiers-Monde*, n° 143, 1995.
(4) *Le Monde*, 5 septembre 1996.
(5) Maroc : 2,1 % ; Algérie : 2,3 % ; Tunisie : 1,9 % ; Egypte : 2,2 % ; et Turquie : 2 %. *L'Etat du monde*, La Découverte, Paris, 1996.
(6) *L'Etat du monde*, op. cit.
(7) Cette crise frappe surtout le Maroc, l'Egypte et la Turquie. En 1994, les revenus provenant de l'émigration marocaine étaient plus importants que ceux liés à l'exploitation du phosphate et du tourisme ; c'était la première source de devises pour l'Eti.
(8) Phénomène plus ou moins comparable à celui des bourgeoisies « communistes » en Russie ou en Pologne, et qui a vu les anciens communistes devenir les plus dynamiques vecteurs du capitalisme privé (et du sauvagement).
(9) Les élites économiques et les groupes de pression égyptiens », *Egypte-Monde arabe*, n° 21, 1995.
(10) Imco Brouwer, *Les Hommes d'affaires égyptiens, entre l'entreprise et la participation politique*, Institut d'études politiques, Paris, 1992.
(11) Imco Brouwer, op. cit.
(12) Imco Brouwer, op. cit.



DANS UNE RUE D'ALGER
Sur l'essentiel, un accord est possible entre militaires et islamistes

intermédiaires, pour des raisons d'équilibre politique. La privatisation généralisée est ainsi soutenue autant par le petit commerce, les professions libérales, que par les anciennes technocraties reconvertis dans les affaires. Les investissements ont tendance à s'opérer dans les petites et moyennes entreprises comme dans les industries touristiques, tandis que l'ancien projet d'industrialisation lourde est abandonné.

Cette transition produit une véritable crise de légitimation des Etats. Ceux-ci ne sont plus en mesure de susciter l'adhésion politique des principales couches de la société et celles qui sont susceptibles de profiter de la libéralisation sont de fait minoritaires.

De façon classique, l'Etat tend alors à monnayer cette crise par une modification des règles du jeu politique. Jusque-là, il pouvait arguer de la nécessité d'un système autoritaire, monopolistique ou superficiellement « pluraliste » (comme au Maroc ou en Egypte) pour assurer le « développement », car il offrait, en échange, des allocations aux couches constituant sa base sociale. Mais, à court de ressources, il s'est retrouvé confronté à des demandes fortes s'incarnant souvent, notamment depuis le début des années 80, dans des revendications politiques de pluralisme et de démocratisation.

Les élites au pouvoir durent faire face à un problème difficilement maîtrisable : si le changement économique entraîne une forte demande de démocratisation politique, le même mouvement accroît la pression sociale des couches pauvres et exclues, au point de menacer tout le système. De là une situation que les élites ont en tendance à gérer en renforçant le caractère répressif du pouvoir. Ce modèle se retrouve au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Egypte. Les nouvelles bourgeoisies d'affaires préfèrent un pouvoir stable et autoritaire plutôt qu'un véritable pluralisme qui permettrait aux forces politiques non institutionnalisées (incarénées par l'islamisme politique) de parvenir démocratiquement au pouvoir.

Cette contradiction, pour l'instant insoluble, constitue le cœur de l'actuelle transition. Sociologiquement, elle manifeste l'impossibilité, pour ces systèmes, de concilier la mobilisation verticale des couches intégrées - autrement dit, leur volonté d'améliorer leur position sociale

prévoir trois scénarios pour l'avenir proche : démocratie élitiste (Maroc, Tunisie, Egypte) ; populisme religieux conservateur ; dictature militaire (Algérie, Syrie).

Le scénario de démocratie élitiste implique que la transition aboutisse malgré tout à un relatif équilibre social. Ce qui suppose plusieurs conditions : la différenciation au sein des élites ne doit pas provoquer de rupture brutale (comme ce fut le cas en Algérie entre l'élite militaire et la technobureaucratie) ; la transition doit se développer assez rapidement : l'Etat, même s'il instaure un régime de démocratie partielle, ne doit pas hésiter à réprimer brutalement les revendications. En devenant vecteur de la libéralisation rapide, l'Etat doit aussi « dégraisser » ses appareils et réduire ses politiques publiques. Pour réussir, les groupes au pouvoir disposent d'atouts réels : absence de forces sociales organisées (sauf la mouvance islamiste), existence d'un système d'économie informelle qui sert de soupape de sécurité, élargissement de la corruption qui tend à devenir un élément structurel des systèmes politiques... Ce scénario, avec parfois la complicité des forces « de gauche », peut prévaloir au Maroc, en Egypte et en Tunisie. Mais il peut aussi se briser sur les lames de la contestation sociale.

Le scénario populiste religieux implique la transition vers l'économie de marché dans un contexte de bouleversement des structures de pouvoir. L'exemple iranien doit être médité comme une voie possible : là, c'est la désagrégation de l'ensemble du système de pouvoir, en raison de la décomposition de la cohésion des élites, qui a rendu possible la victoire de l'imam Khomeiny. En Méditerranée, cette situation ne peut se reproduire que dans deux ou trois pays : Algérie, Egypte, peut-être Maroc. On pourrait alors assister à l'émergence d'une alliance entre les élites déclassées, issues des couches intermédiaires, et les couches marginalisées, sur le modèle de l'islamisme algérien. Ce qui ne signifie pas que la transition vers l'économie de marché sera bloquée. Loin de s'y opposer, les populistes religieux conservateurs peuvent en être une variante radicale et le plus sûr moyen de réalisation (voir l'exemple iranien). Mais le prix à payer - le changement d'une grande partie des élites dirigeantes - est fort cher pour les Etats en place.

CENTRE DE FORMATION PRESSE & MULTIMEDIA METAMEDIA EDUCATION

"Les stages intensifs"

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

- Photojournalisme
- Droits du multimédia
- Techniques éditoriales
- Journalisme sur Internet & Intranet
- Art & techniques de la photographie

TECHNOLOGIES MULTIMEDIA

- Direction production
- Responsable multimédia
- Concepteur EAO multimédia
- Ingénierie multimédia

Tél : 01 43 55 54 00 Fax : 01 43 55 72 25
18 rue Guillaume Bertrand 75011 Paris

La démocratie, nouvelle conscience planétaire

DUCLOS *



La discipline verticale des rapports humains, l'égalité perçues dans la communauté politique, mais ce recentrage du gouvernement des hommes est présenté comme un ajustement « technique », dans une conjoncture de guerre économique ouverte. Dévoués au credo qui flatte leur penchant au pouvoir, les dirigeants s'encouragent mutuellement à l'indispensable brutalité. Partout, dans les cercles de commandement, on parle de « passer en force », d'« imposer le changement ». Que de comportements durs se sont autorisés d'innocence croyance sincère dans l'inevitable de la mutation sociétale de la fin du siècle !

(21) « Moi, Khaled Kelkal », *Le Monde*, 7 octobre 1995.

l'asservissement cybernétique : chaque agent, lié aux autres par la communication universelle du marché, devrait des comptes à cette totalité, promue au rang de meilleure des machines sociales. L'unité de l'humanité exigerait cette « affiliation », et, la liberté égalitaire des sujets politiques fonctionnant mal, le ton de la « vie ensemble » serait donné par les acteurs organisés. L'entreprise se chargerait d'adapter les personnes aux exigences

nale ». « C'est effreux de se séparer de collègues qui on connaît depuis trente ans. Mais que faire, si l'on veut embaucher des jeunes ? », dit, le cœur sur la main, le patron d'une PME en cours de « mondialisation ». Ces arguments sont touchants de sincérité, même si l'on apprend que la première entreprise a réalisé un profit record cette année, que la masse salariale ne représente que 17 % du budget de la seconde, et que le troisième va se séparer d'une extraordinaire mémoire collective, qui risque de lui manquer au premier retour de conjoncture (on a vu des managers aller chercher des techniciens licenciés, seuls capables de faire fonctionner des machines).

Chez les subordonnés, beaucoup intérieurement les contraintes, d'abord par peur, ensuite par fascination pour la guerre sociale qu'induit la spirale spéculative. Les Américains, pourtant somés par la vague des « dégraisages » (qui a frappé 57 % des employés des services), ne rendent pas responsables le monde des affaires, mais... les salariés eux-mêmes (13), alors que toutes les études montrent que Wall Street s'est directement intéressée au licenciement massif comme instrument de politique financière de court terme (14). La moitié des actifs sont prêts à s'abstenir de mettre en cause l'autorité patronale si cela peut aider à conserver leur emploi. Ceux qui ont subi le traumatisme du licenciement sont encore plus malléables : 80 % d'entre eux sont prêts à diminuer leurs congés, 69 % à accepter la réduction d'avantages sociaux, 44 % à concéder une baisse de salaire.

Au III^e siècle, « les pétitions adressées directement à la cour impériale par les paysans disparaissent : toute tentative pour se protéger et pour lutter contre l'injustice doit passer par l'entremise d'un homme important, un patron qui exerce son influence à la cour. » (P. B., p. 21.)

Il ne faut pas réduire l'autoritarisme libéral à l'hégémonisme américain. C'est un style de pouvoir qui s'exprime dans ce qu'on appelle, d'étape en étape et à l'insu de la puissance imaginaire, le « nouvel » ordre du monde, entre autres, le « nouvel » ordre cyberspatial; chaque agent, lié au monde par la communication universelle du marché, devrait des comptes à cette totalité, promue au rang de meilleure des machines sociales. L'unité de l'humanité exigerait cette « affiliation », et, la liberté élargie des sujets politiques fonctionnerait mal, le ton de la « vie ensemble » serait donné par les acteurs organisés. L'entreprise se chargerait d'adapter les personnes aux exigences

DES PSEUDO-MATHÉMATIQUES AU CYBERMARCHÉ

L'économie « pure », nouvelle sorcellerie

C'EST un trait classique de tous les totalitarismes que de conférer un statut scientifique à une idéologie. L'économie qui se dit « pure » permet de donner un habillage universitaire à l'ultralibéralisme. Peu importe qu'elle soit déconnectée de la réalité : comme toute fable, elle ne sert que de prétexte. Le mythe du marché parfait, qui la sous-tend, vient cependant de trouver une nouvelle jeunesse avec le projet de M. Clinton de transformer Internet en une agora marchande planétaire au service des intérêts américains.

Par SAMIR AMIN*

On enseigne dans les universités une discipline curieuse appelée économie « pure » ou « économique ». Économique, comme on dit physique. Mais alors que la démarche scientifique se développe en partant de la réalité, l'économique, pour ses intégristes, se construit à partir d'une position de principe qui lui tourne le dos : elle imagine la société réduite à la somme des individus qui la composent. Elle choisit ainsi d'ignorer que la société réelle est une construction infiniment plus complexe, dans laquelle s'affrontent groupes sociaux, nations, États, grandes firmes, projets de société, forces politiques, religieuses et idéologiques, etc.

Imagine-t-on une médecine qui voudrait reconstruire le fonctionnement du corps humain à partir des seuls éléments fondamentaux dont il est constitué – les cellules – en ignorant l'existence d'organes comme le cœur ou le foie ? Fort heureusement pour notre santé physique, les médecins n'ont pas fabriqué une médecine « pure ». La probabilité, pour les modèles les plus complexes exprimant l'interaction des cellules, de produire quelque chose ressemblant à un corps humain est, en effet, à peu près aussi forte que celle de voir un singe placé devant le clavier d'un ordinateur écrire les œuvres complètes de Victor Hugo. La probabilité

* Économiste, directeur du Bureau africain (Dakar) du Forum du tiers-monde ; auteur, entre autres, de *Critique de l'air du temps*, à paraître aux éditions L'Harmattan, à Paris.

litté d'atteindre un équilibre général par la vertu des confrontations, sur le marché, de presque six milliards d'êtres humains est du même ordre de grandeur ! La recherche d'une explication rationnelle de la réalité économique se substitue donc, dès le départ, la construction d'une rationalité mythique.

L'économie ne méconnaît pas que l'être humain est intelligent et qu'il détermine ses comportements en fonction de ce qu'il croit être les réactions des autres. Elle doit donc construire son modèle, non pas à partir des exigences d'une rationalité simpliste et immédiate – j'achète d'avance si le prix baisse – mais d'une rationalité médiatisant les anticipations des réactions des autres : je m'abstiens d'acheter si je crois que le prix va continuer à baisser. Alors qu'elle prétend ignorer que, loin d'être fabriquée par des forces extérieures, la société se produit elle-même, l'économie « pure » que pratiquent certains universitaires s'efforce ainsi son propre démenti en introduisant le concept d'anticipation. Ce qui revient à admettre que l'individu, traité par elle comme une réalité objective, est lui-même sujet actif de son histoire.

D'où le casse-tête provoqué par cette option en faveur d'un individualisme méthodologique : comment démontrer que l'interaction des comportements des individus – intégrant, de surcroît, l'anticipation – produit un équilibre caractérisable (par des prix, la réparti-

tion des revenus, le taux de chômage) et un seul ? L'outil mathématique est mobilisé à cette fin.

Las ! Les mathématiques prouvent qu'un système d'équations de ce genre n'admet pas de solution. Avec un grand nombre d'hypothèses additionnelles, il a quelques chances d'être indéterminé (une infinité de solutions) et, avec encore bien davantage d'hypothèses, d'être déterminé (une seule et unique solution). Les économistes « purs » vont donc choisir des hypothèses « sur mesure » pour parvenir à la conclusion désirée, et afin de franchir chacune des étapes de leur pseudo-démonstration, ils vont inventer la fable adéquate. Les fables, en effet, prêtent – généralement à des animaux – des comportements plausibles imaginés à une fin bien précise : tirer la morale de l'histoire. L'économie est tout entière construite sur ce modèle.

La fable centrale, nécessaire à sa démonstration, est celle de la concurrence parfaite, qui suppose la centralisation de toutes les offres et demandes. Curieusement, dans ce modèle, tout se passe comme si un planificateur central, coagulant parfaitement les comportements de ses cinq à six milliards d'administrés, pouvait prendre les décisions produisant l'équilibre recherché ! Que l'économie « pure » des libéraux soit amenée à conclure que Big Brother constituerait la solution à ses problèmes ne manque pas de piment ! Mais, en l'absence de ce planificateur, le système se modifie à chaque instant selon les résultats produits par les actions effectives des individus sur les marchés. L'équilibre – impossible – serait ainsi le produit du cheminement, c'est-à-dire du hasard, que des caractères définissant la rationalité des acteurs.

En rappelant le théorème de Sonnenschein (1), les mathématiciens – les vrais – tels que Giorgio Israel et Daniel Guérrien (2), ont mis en pièces la duplicité fondamentale de l'économie « pure ». En particulier, pour ce qui concerne la question prioritaire de notre époque – le niveau de l'emploi –, l'équilibre général, à supposer qu'un miracle permette de l'atteindre, ne nous

apporterait strictement aucune réponse. En imputant d'office le chômage au coût prétendument élevé du travail, les économistes « purs » ignorent superbement que, dans la logique même de leur système, une quelconque modification des salaires transforme toutes les données de l'équilibre général.

Dans la même veine, le monétarisme, dernier cri de l'économie « pure », décrie que le montant de l'offre de monnaie peut être fixé librement par la banque centrale. Une analyse élémentaire de l'émission monétaire montre pourtant que la monnaie n'est pas une marchandise comme les autres, dans la mesure où son offre est déterminée par sa demande, laquelle dépend, en partie, des taux d'intérêt.

Demain, on rase gratis

L'ÉCONOMIE « pure » se révèle o'ère qu'une parascience, aussi éloignée de la science sociale que la parapsychologie l'est de la psychologie. Comme les autres parasciences, elle peut prouver tout et son contraire : « Dis moi ce que tu veux, et je te fabriquerai le modèle qui le justifie. » Sa force est de fournir un paravent derrière lequel un pouvoir peut cacher ses objectifs réels – subis ou choisis –, tels l'aggravation du chômage et l'inégalité grandissante dans la répartition des richesses. Comme de semblables objectifs ne sauraient être affichés, il importe de « démontrer » qu'ils constituent seulement les moyens d'une transition conduisant à la croissance, au plein emploi, etc. Demain on rase gratis.

Parce qu'elle n'a aucun fondement scientifique, l'économie ne mobilise à son service que des mathématiciens amateurs, comme la parapsychologie le fait avec des psychologues au petit pied. N'est-il pas significatif que cette « science » emploie tant de mathématiciens médiocres, dont ne voudrait aucun laboratoire de physique qui se respecte ? Ici, le parallèle avec la magie s'impose.

Le sorcier, lui aussi, avance ses conclusions en les habillant d'une parascience d'apparence raisonnable. Pour

D'ailleurs les banques centrales, dont on souhaite alors une gestion « indépendante » (de qui ?), au prétexte qu'elles auraient le pouvoir magique de fixer l'offre de monnaie, se révèlent bien incapables de tenir ce rôle. Tout simplement parce qu'il est hors de leur portée : par le choix du taux d'intérêt, elles peuvent seulement agir – et encore de manière partielle et indirecte – sur la demande de monnaie, et non pas sur son offre. Mais alors, comment ignorer que ce choix réagit à son tour sur le niveau de l'activité (par les investissements, les consommations différées, etc.), et donc sur toutes les données de l'équilibre ? De telles billes monétaires ont cependant valu le prix Nobel à Milton Friedman.

Ère convaincant, il doit dire, au passage, un minimum de choses sensées et plausibles. Le grand sorcier, superbement intelligent, savait exactement ce que le roi attendait de lui, et le produisait. L'économie « pure » remplit des fonctions analogues dans des sociétés aliénées par l'économique. Et ce par des méthodes identiques, au premier rang desquelles l'ésotérisme de la langue : celle de mathématiques de pacotille à l'usage exclusif de non-mathématiciens.

Et, comme dans la sorcellerie, les sectes occupent le terrain. Les petits sorciers se regroupent derrière des gourous veillant à organiser la promotion de leurs disciples. Ce n'est certainement pas un hasard si prolifèrent simultanément les sectes d'économistes produisant un discours néolibéral arrogant et celles de charlatans de la parascience parapsychologique. Dans les deux cas, au prix d'une véritable escroquerie intellectuelle.

(1) Le théorème de Sonnenschein démontre l'impossibilité de déduire les formes des courbes d'offre et de demande à partir de comportements maximisateurs.

(2) Giorgio Israel, *La Mathématisation du réel*, Le Seuil, Paris 1996 ; Daniel Guérrien, *L'Économie néoclassique*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 1996.

Adieu au rêve libertaire d'Internet ?

Par BERNARD CASSEN

LE commerce est décidément la grande affaire de l'humanité, l'horizon indépassable de la civilisation. A ce titre, il doit mobiliser les meilleures créations de l'esprit humain et, en particulier, le dernier cri des technologies de l'information et de la communication. C'est ce qui ressortait, il y a trois ans, du livre d'Alvin et Heidi Toffler, *Créer une nouvelle civilisation* (1), préfacé par le chancelier de la « révolution conservatrice » alors triomphante aux États-Unis, le républicain Newton Gingrich.

Fortement dévalué par ses pratiques financières douteuses et par la réélection de M. William Clinton, mais toujours speaker (président) de la Chambre des représentants, l'intéressé peut être satisfait de voir ses idées reprises par la nouvelle administration démocrate. Le rapport de M. le Magasinier, définissant « un cadre général pour le commerce électronique global » (*A Framework for Global Electronic Commerce*), et qui a été présenté et entériné le 1^{er} juillet dernier par M. Clinton en personne, peut en effet

se résumer en une formule : Internet, cela doit servir avant tout à faire des affaires. Plus précisément, à faire des affaires pour les États-Unis (lire, page 28, l'article de Joël de Rosnay).

Remises, sinon comme clauses de style n'engageant à rien, les proclamations de la réunion ministérielle du G7 des 25 et 26 février 1995 à Bruxelles sur le « commerce de l'information », tenue à l'invitation de la Commission, et qui, dans une liste de onze projets pilotes, en avait retenu trois – toujours en souffrance – à caractère linguistique et culturel (2). On revient désormais aux choses sérieuses... De ce point de vue, le rapport Magasinier va droit au but : « Le commerce sur Internet pourrait s'élever à des dizaines de milliards de dollars à la fin du siècle (3). Pour que ce potentiel puisse être pleinement réalisé, les gouvernements doivent adopter une approche de non-réglementation, orientée vers le marché, qui facilite l'émergence d'un environnement légal transparent et prévisible au service du commerce mondial. Les responsables doivent respecter la nature unique de ce médium et reconnaître que la concurrence généralisée et des possibilités accrues de choix du consommateur définissent les règles du marché numérisé ». L'offensive est d'envergure : elle vise à

créer une cyberzone de libre-échange, affranchie de tout contrôle des gouvernements nationaux, permettant de réaliser des transactions électroniques entre un client et un fournisseur, chacun situé en un quelconque point de la planète. Le fantasme du « marché global » (lire, ci-dessus, l'article de Samir Amin) enfin réalisé grâce à l'électronique, du moins pour ceux des commerçants et des consommateurs qui sont reliés à Internet (50 à 60 millions actuellement).

Le libre-échange classique, tel qu'il fut impulsé, avec les désastreuses conséquences sociales et écologiques que l'on sait (4) par le Gatt, devenu Organisation mondiale du commerce (OMC), conduit, à terme plus ou moins long, à priver tous les États de recettes douanières. Le commerce électronique, lui, les priverait également de recettes fiscales, puisqu'un produit acheté à l'étranger et payé par carte de crédit, via un site de la Toile, puis acheminé directement à son acquéreur, ne donnerait pas lieu à l'acquiescement de la TVA. Un tel contournement, malaisé pour le commerce des marchandises, ne pose en revanche aucune difficulté pour le commerce des services – produits d'assurance, de banque ou d'information en particulier –, qui ne se matérialisent que sur les écrans de l'émetteur et du récepteur. Le risque de paupérisation fiscale des États est donc énorme.

Libre-échange ou loi du plus fort ?

LE risque est d'autant plus facile à assumer pour les États-Unis qu'il les concerne peu dans l'avenir prévisible. Leur avance en termes de sites de cyberachat et leur position dominante en matière de logiciels et de produits de divertissement sont telles qu'ils seront beaucoup plus exportateurs qu'importateurs. Aux autres d'en faire les frais... On vérifie ici une fois de plus que le libre-échange, c'est d'abord la loi du plus fort. Au passage, on notera que l'idéologie du libre-échange et de la non-intervention des gouvernements ne joue plus dès lors qu'il s'agit de secteurs stratégiques comme l'aéronautique et les industries d'armement. Dans ce cas, M. Clinton prend volontiers son téléphone ou dépêche ses émissaires pour exercer les pressions nécessaires. On s'en aperçoit bientôt à Budapest, à Prague et à Varsovie lorsqu'il faudra renouveler les matériels militaires afin de parvenir à l'« interopérabilité » requise par leur admission à l'OTAN.

A peine publié, le rapport Magasinier était déjà incité d'office à l'ordre du jour des délibérations des Européens. A Bonn, le 8 juillet dernier, les représentants de vingt-neuf gouvernements du Vieux Continent, réunis pour débattre des réseaux mondiaux d'information, recevaient le secrétaire au commerce, M. William Daley, venu leur signifier la détermination de Washington de promouvoir le business électronique. Si libéraux qu'ils soient, les

ministres européens ne peuvent néanmoins présider à leur propre déconfiture fiscale. Surtout quand la réduction des déficits publics – et donc la garantie des rentrées d'impôts indirects – est devenue leur obsession. Aussi ont-ils émis de nombreuses réserves, non pas sur le principe d'un Internet placé sous le coupe des marchands, mais sur les modalités de préservation de la confidentialité des données, de la propriété intellectuelle, de la taxation, d'une éthique de l'information accessible aux mineurs, etc.

L'Europe, une grande assiette...

POUR importantes que soient ces considérations, elles esquissent la question centrale : faut-il vraiment commercer tous azimuts et à tout prix ? Ici les gouvernements européens, français compris, sont prisonniers de leur credo libre-échangiste. On le voit bien lorsqu'est évoqué le « retard » de l'Europe en matière de technologies de l'information et de la communication. Ce fameux « retard » – bien réel en termes de familiarité culturelle avec l'outil – est surtout déploré pour la création de services commerciaux sur Internet, comme si c'était là, en dernière instance – et en contradiction avec les principes sur lesquels il a été mis en place – la vocation du réseau des réseaux.

Les États-Unis accusent bien d'autres retards, autrement significatifs, des retards de civilisation – mortalité infantile, insécurité dans les villes, taux record d'incarcération, analphabétisme, entre autres (lire, pages 8 et 7, l'article d'Eric Klingerberg) – par rapport au Vieux Continent. Les Quinze, prompts à battre leur couple en matière commerciale, ne font jamais état de leur « avance » dans ces domaines... En restant sur le terrain piégé de l'économisme, ils se condamnent par avance à passer sous les fourches Caudines des firmes géantes soutenues par Washington. S'ils voulaient vider de sens l'idée d'Europe, en la réduisant, selon la formule de M^{me} Emma Bonino, commissaire européenne dont le franc-parler irrite souvent à Bruxelles, à « avoir une grande assiette en commun » (5), ils ne s'y prendraient pas autrement.

(1) Alvin et Heidi Toffler, *Créer une nouvelle civilisation : la politique de la prochaine vague*, Fayard, Paris, 1993. Il faut noter, à cet égard, la préface analysée en fin de volume Jacques Robin dans *Transversales Science Culture*, n° 36, novembre-décembre 1995.

(2) Lire Asdrubal Torres, « A nouveau ouvert sur les autoroutes de l'information », *Le Monde diplomatique*, avril 1995.

(3) Pour sa part, la Commission européenne estime à 200 milliards d'euros (1 330 milliards de francs) le volume du commerce électronique d'ici l'an 2000.

(4) Lire l'article de Bernard Cassen « Pour sauver la société ? » dans le débat entre le *Financial Times* et *Le Monde diplomatique*, « La mondialisation est-elle inévitable ? », publié dans notre numéro de juin 1997.

(5) Entretien avec Laure Adler, *L'Économiste du jeudi*, 10-16 juillet 1997.

20^e Festival de cinéma de Douarnenez

16-24 août 1997

PEUPLES MINORISÉS

Rencontres de peuples autochtones, peuples minorisés et nationalismes en Europe, citoyennes du monde, Bretagne et cinéma, avec :

- Des rencontres avec les réalisateurs et acteurs venus d'Australie, des États-Unis, de Laponie, du Canada, d'Irlande, d'Italie...
- Des projections cinéma, vidéo, TV, fictions et documentaires, courts et longs-métrages.
- Des débats en partenariat avec *Le Monde diplomatique* (avec la participation de Christian de Brie et Maurice Lemoine).
- Un atelier sur le thème « Quelles images pour quel sens de l'Autre ? »
- Un stage littéraire avec l'écrivain et poète martiniquais Édouard Glissant.
- Et aussi des expositions photographiques, le « village des associations », la programmation et les ateliers « jeune public », une librairie-salon de thé, les cuisines du monde, des festou noz...

Festival de cinéma de Douarnenez - Gouel Ar Fimrou
26, rue Duguay-Trouin, BP 206, 29172 Douarnenez Cedex
Tél. : 02-98-92-09-21. Fax : 02-98-92-28-10 - Site internet : <http://www.kerys.com>

هكذا من الاصل

FIN DE L'HISTOIRE, OU FIN DE LA GÉOGRAPHIE ?

Un monde surexposé

TOTALITÉ ou globalité ? Comment ne pas se poser la question de savoir ce que recouvre le terme sans cesse répété de « mondialisation » ? S'agit-il d'un mot destiné à renouveler celui d'internationalisme, trop marqué par le communisme, ou, comme on le prétend souvent, d'une référence au capitalisme du marché unique ? Dans un cas comme dans l'autre, on est loin du compte. Après la « fin de l'histoire », prématurément annoncée par Francis Fukuyama il y a quelques années, la mondialisation annonce, en fait, la fin de la géographie, la fin de l'espace d'une petite planète en suspension dans l'éther électronique de nos modernes moyens de télécommunications.

Par PAUL VIRILIO *

Ne l'oublions plus, « l'achèvement est une limite » (Aristote), et l'accomplissement paraît une conclusion définitive. Le temps du monde fini s'achève et, à défaut d'être astronome ou géophysicien, l'être humain ne comprend rien à la soudaine mondialisation de l'histoire sans faire retour à la physique et à la réalité du moment.

Prétendre, comme c'est désormais le cas, que le terme de mondialisme illustre le succès de la libre entreprise sur le collectivisme totalitaire, c'est ne rien comprendre à l'achèvement des distances de temps et à l'incessant feedback, au télescopage des activités industrielles ou postindustrielles.

Comment imaginer la mutation informationnelle si nous en restons à une approche idéologique, alors qu'il faudrait justement relancer, de toute urgence, une approche géostatique pour découvrir l'ampleur du phénomène en cours ? Et cela, pour revenir à la Terre, non pas au sens vieux du sol nourricier, mais bien à celui de l'astre céleste et unique que nous occupons... Revenir au monde, à ses dimensions et à leur perte prochaine dans l'accélération, non plus de l'histoire — qui vient de perdre le temps local, sa base concrète — mais à l'accélération de la réalité elle-même, avec l'importance nouvelle de ce temps mondial dont l'instantanéité efface définitivement la réalité des distances, de ces intervalles géographiques qui organisaient, hier encore, la politique des nations et leurs coalitions, et dont la guerre froide a manifesté l'importance, à l'époque de la politique des blocs Est/Ouest.

Physique et métaphysique, depuis Aristote ces deux termes sont philosophiquement entendus et compris, mais que dire de géophysique et métaphysique ? Le doute subsiste sur le sens de ce dernier mot, alors même que la réalité des faits ne cesse d'illustrer la perte du fondement géographique des continents, au bénéfice des télécommunications et d'une communication mondiale devenue quasi instantanée.

Après l'importance politique extrême de la géophysique du globe sur l'histoire de sociétés qui étaient moins séparées par leurs frontières nationales que par

les délais et les distances de la communication d'un point à un autre, vient de se révéler, depuis peu, l'importance transpolitique de cette sorte de métaphysique que représente pour nous l'interactivité quasi cybernétique du monde contemporain.

Puisque toute présence n'est présente qu'à distance, la téléprésence de l'être de la mondialisation des échanges ne saurait s'installer que dans l'écartement le plus vaste qui soit. Ecartement qui s'étend désormais aux antipodes du globe, d'une rive à l'autre de la réalité présente, mais d'une réalité métaphysique qui ajuste étroitement les télécontinents d'une réalité virtuelle qui accapare l'essentiel de l'activité économique des nations, et, a contrario, désamorce des cultures précisément situées dans l'espace physique du globe.

A défaut d'une fin de l'histoire, c'est donc bien à la fin de la géographie que nous assistons. Là où les anciennes distances de temps produisaient, jusqu'à la révolution des transports du siècle dernier, l'éloignement propice des diverses sociétés, à l'ère de la révolution des transmissions qui commence le continu feedback des activités humaines engendre l'invisible menace d'un accident de cette interactivité généralisée, dont le krach boursier pourrait être le symptôme.

Une anecdote particulièrement significative illustre ce propos : depuis peu, on plus exactement, depuis le début de la décennie 90, pour le Pentagone, la géostatique retourne le globe comme un gant ! En effet, pour les responsables militaires américains, le globe c'est l'intérieur d'un monde fini, dont la finitude même pose des problèmes logistiques nombreux... Et le local, c'est l'extérieur, la périphérie, pour ne pas dire la grande banlieue de la planète !

Ainsi, pour l'état-major des forces armées des États-Unis, les pépinières ne sont plus à l'intérieur des pays, ni les quartiers au centre de l'ennemi : l'ennemi est retourné, l'extérieur ce n'est plus seulement la peau, la surface de la Terre, c'est tout ce qui est *in situ*, précisément localisé ici ou là.

Partout et maintenant

La voilà la grande mutation globalitaire, celle qui extravertit la localité — toute localité — et qui déporte non plus des personnes, des populations entières, comme hier, mais leur lieu de vie et de subsistance économique. Délocalisation globale qui affecte la nature même de l'identité, non plus seulement « nationale » mais « sociale », remettant en cause non pas tant l'État-nation que la ville, la géopolitique des nations.

« Pour la première fois, déclarait le président des États-Unis, William Clinton, il n'y a plus de différence entre la politique intérieure et la politique étrangère. »

Plus de distinction entre le « dehors » et le « dedans » certes, à l'exception toutefois, du retournement topologique opéré précédemment par le Pentagone et le département d'État ! En fait, la formule du président américain introduit historiquement la nouvelle dimension métropolitaine d'un pouvoir devenu global et accrédite la venue d'une politique intérieure qui serait traitée comme l'état négative la politique extérieure.

La ville réelle, localement située et qui domait jusqu'à son nom à la politique des nations, cède sa primauté à la ville virtuelle, cette « métacité » déterritorialisée qui deviendrait ainsi le siège de cette métropolitique dont le caractère totalitaire, ou plutôt globalitaire, n'échappera à personne.

Nous l'avions sans doute oublié, à côté de la richesse et de son accumulation, il y a la vitesse et sa concentration, sans lesquelles la centralisation des pouvoirs qui se sont succédés au cours de

l'histoire, n'aurait tout simplement pas eu lieu : pouvoir féodal et monarchique ou pouvoir de l'État national contemporain, pour lesquels l'accélération des transports et des transmissions facilitait le gouvernement des populations.

Avec la nouvelle mondialisation des échanges, la cité revient au premier plan. Forme historique majeure de l'humanité, la métropole concentre la vitalité des nations du globe. Mais cette cité locale n'est déjà plus qu'un quartier, un arrondissement parmi d'autres de l'invisible « métacité mondiale » dont « le centre est partout et la circonférence nulle part » (Pascal).

Hypercentre virtuel, dont les villes réelles ne sont jamais que la périphérie, ce phénomène accablant encore, après la désertification de l'espace rural, le déclin de villes moyennes, incapables de résister longtemps à l'attraction de métropoles disposant de l'intégralité des équipements de télécommunications, comme des liaisons terrestres ou aériennes à grande vitesse.

Phénomène métropolitique d'une hyperconcentration humaine catastrophique qui vient à supprimer progressivement l'urgence d'une véritable géopolitique des populations autrefois harmonieusement réparties sur l'ensemble de leurs territoires.

Pour illustrer les conséquences récentes des télécommunications personnelles sur la politique municipale, une autre anecdote : depuis la soudaine prolifération des téléphones portables, la police du district de Los Angeles se trouve devant un nouveau type de difficulté. Alors que, jusqu'à présent, les divers trafics de drogue se trouvaient précisément situés dans quelques quartiers contrôlables par les brigades de la lutte antinarcotique, ces dernières se



LA THÉORIE DE LA RELATIVITÉ EN MAQUETTE
Un temps instantané effaçant les distances

sont trouvées fort dépourvues devant le caractère aléatoire et foncièrement décalé de la rencontre de dealers et de consommateurs disposant de liaisons téléphoniques mobiles, pour se retrouver ici ou là, quelque part, n'importe où...

Un même phénomène technique facilitant à la fois la concentration métropolitaine et la dispersion des risques majeurs, il fallait y songer pour promouvoir demain, en tout cas très bientôt, un contrôle cybernétique approprié aux réseaux personnels... D'où la fuite en avant d'Internet, réseau militaire récemment « civilisé ».

En fait, plus les distances de temps s'abolissent et plus l'image de l'espace se dilate : « On dirait qu'une explosion a eu lieu sur toute la planète. Le moindre rayon se trouve tiré de l'ombre par une lumière crue », écrivait Ernst Jünger, à propos de cette illumination qui dilate la réalité du monde. La venue du live, du « direct », provoquée par la mise en œuvre de la vitesse des ondes, transforme l'ancien « télévison » en une grande optique planétaire.

Avec CNN et ses divers avatars, la télévision cède la place à la télé-surveillance. Phénomène sécuritaire de contrôle médiatique de la vie des nations, cette soudaine focalisation annonce l'aube d'une journée particulière échappant totalement à l'alternance diurne-nocturne qui avait jusqu'ici structuré l'histoire. Avec ce faux jour produit par l'illumination des télécommunications, se lève un soleil d'artifice, un éclairage de secours qui inaugure un temps nouveau — temps mondial où la simultanéité des actions devrait bientôt l'emporter sur leur classique successivité.

La continuité visuelle (audiovisuelle) remplaçant progressivement la perte d'importance de la continuité territoriale des nations, les frontières politiques allaient elles-mêmes se déplacer de l'espace réel de la géopolitique, au temps réel de la chronopolitique de la transmission de l'image et du son. Deux aspects complémentaires de la mondialisation sont donc à prendre en compte désormais : d'une part, l'extrême réduction des distances résultant de la compression temporelle des transports comme des transmissions ; d'autre part, la généralisation en cours de la télé-surveillance.

Vision d'un monde constamment « téléprésent », 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, grâce à l'artifice de cette optique transhorizon qui donne à voir ce qui était naguère hors de vue. « Toute image a un destin de grandissement », déclarait Gaston Bachelard. Ce destin des images, c'est la science, la technologie de l'optique qui l'assume. Hier, avec le télescope et le microscope ; demain, avec cette télé-surveillance domestique qui surpassera les dimensions proprement militaires du phénomène. En effet, l'épuisement de l'importance politique de l'étendue, issue de la pollution inaperçue de la grandeur naïve du globe terrestre par l'accélération, exige l'invention d'une grande optique de substitution.

Optique active (ondulatoire) qui vient à renouveler de fond en comble l'usage de l'optique passive (géométrique) de l'ère de la lunette de Galilée. Et cela, comme si la perte de la ligne d'horizon de la perspective géographique nécessitait impérativement la mise en œuvre d'un horizon de substitution.

« Horizon artificiel » d'un écran ou d'un moniteur susceptible d'afficher en permanence la prépondérance nouvelle

de la perspective médiatique sur celle, immédiate, de l'espace. Le relief de l'événement « téléprésent » prenant, dès lors, le pas sur les trois dimensions du volume des objets ou des lieux, ici présents.

On comprend mieux ainsi la soudaine multiplication des « grands luminaires » : ces satellites d'observation météorologique ou militaire. La mise en orbite répétée de satellites de transmission, la généralisation de la vidéosurveillance métropolitaine, ou encore le développement récent des live cams sur le réseau Internet. Tout cela contribuant, comme nous l'avons vu précédemment, à l'inversion des notions habituelles d'intérieur et d'extérieur.

Finalement, cette visualisation généralisée est l'aspect le plus marquant de ce que l'on désigne la virtualisation. La fausseté « réalité virtuelle », ce n'est pas tellement la navigation cosmétique dans le cyberspace des réseaux, c'est d'abord l'amplification de l'épaisseur optique des apparences du monde réel. Amplification qui tente de compenser la contraction tellurique des distances provoquée par la compression temporelle des télécommunications instantanées.

Dans un monde de téléprésence oblitée qui submerge la présence immédiate

des uns et des autres (dans le commerce ou le travail...) la « télévision » ne peut plus être ce qu'elle était depuis un demi-siècle : lieu de divertissement ou de promotion culturelle, elle doit d'abord donner le jour au temps mondial des échanges, à cette vision virtuelle qui supplante celle du monde réel qui nous entoure.

La grande optique transhorizon est donc le lien de toute « virtualisation » (stratégique, économique ou politique...). Sans elle, le développement du globalitarisme, qui s'appare à renouveler les totalitarismes du passé, serait inefficace.

Pour donner du relief, de l'épaisseur optique à la mondialisation, il faut non seulement se brancher sur les réseaux cybernétiques, mais surtout doubler la réalité du monde, à l'instar de la stéréoscopie et de la stéréoscopie qui distinguent la gauche et la droite pour faciliter la perception du relief audio et visuel, il faut à tout prix réaliser la rupture de la réalité première en élaborant une stéréo-réalité composée, d'une part, de la réalité actuelle des apparences immédiates et, d'autre part, de la réalité virtuelle des trans-apparences médiatiques.

C'est seulement lorsque cet « effet de réel » sera popularisé et banalisé que l'on pourra effectivement parler de mondialisation. Parvenir enfin à « mettre en lumière » un monde surexposé et sans angles morts, sans « zones d'ombre » — à l'exemple de la micro-vision qui remplace à la fois les phares de recul et les rétroviseurs des automobiles —, voilà l'objectif des techniques de la vision synthétique.

Puisque toute image vaut mieux qu'un long discours, le dessin des multitudes est de mener notre vieille télévision en une sorte de stéréoscopie domestique, pour voir, prévoir le monde qui vient, à l'exemple de ce qui s'opère déjà avec la météorologie. Faire de l'écran l'ultime fenêtre, mais une fenêtre qui permettrait moins de recevoir des données que d'apercevoir l'horizon de la mondialisation, l'espace de sa virtualisation accélérée...

La machine panoptique

PRENONS un exemple pratique, largement mésestimé : celui des live cameras, ces capteurs vidéo installés un peu partout dans le monde et accessibles uniquement sur Internet. Apparemment anecdotique et futile, le phénomène se répand cependant dans toutes les régions de pays de plus en plus nombreux : de la baie de San Francisco au mur des Lamentations à Jérusalem, en passant par l'intérieur des bureaux ou des appartements de quelques exhibitionnistes, la caméra-direct permet de découvrir en temps réel ce qui se produit à tout bout de la planète, à l'instant même. Ici, l'ordinateur n'est plus seulement une machine à consulter des informations, mais une machine de vision automatique opérant dans l'espace d'une réalité géographique intégrale et virtualisée.

Certains adeptes d'Internet n'hésitent même plus à vivre en direct, internés dans les circuits fermés de la Toile, ils offrent leur intimité à l'attention de tous. Figures d'un voyeurisme universel, cette introspection collectiviste est appelée à se répandre prochainement, à la vitesse du marché unique de la publicité universelle qui s'annonce.

Simple « réclame » d'un produit industriel ou artisanal au XIX^e siècle, suscitant des désirs au XX^e, la « publicité » s'appare à devenir, au XXI^e siècle, pure « communication », exigeant, par là même, le déploiement d'un espace publicitaire aux dimensions de l'horizon de visibilité du globe. Ne se satisfaisant plus de l'affichage classique, ni de la coupure de programmes radiophoniques ou télévisuels, la publicité globale exige encore d'imposer son « environnement » à la contemplation d'une foule de télé-spectateurs devenus entretiens « téléacteurs » et surtout télé-acheteurs.

Toujours sur Internet, certaines cités oubliées des touristes vantent leurs mérites et des hôtels alpestres la beauté de leurs panoramas. Des artistes du land art s'appare à équiper leurs œuvres de multiples caméras Web. Enfin, on peut aussi voyager par substitution : faire le tour de l'Amérique, visiter le Japon,

Hongkong et même une station antarctique dans sa nuit polaire...

Malgré la faible qualité optique de ce support, le « direct » est devenu un instrument de promotion qui dirige le regard de tous vers des points de vue privilégiés. Rien n'arrive, tout se passe. L'optique électronique devient le « moteur de recherche » d'une prévision mondialisée.

Si jadis, avec la fameuse « longue-vue », il s'agissait seulement d'observer par-delà la ligne d'horizon ce qui surgissait d'inattendu, actuellement, il s'agit d'apercevoir ce qui se passe aux antipodes, sur la face cachée de la Terre. Ainsi, sans l'assistance de l'« horizon artificiel » du multimédia, pas de navigation possible dans l'éther électronique de la mondialisation.

Membre fantôme, la Terre ne s'étend plus à perte de vue, elle se donne à voir sous toutes ses faces dans l'étrange lucarne. La soudaine multiplication des points de vue n'est donc que l'effet d'annonce de la toute dernière globalisation : celle du regard, de l'œil unique du cyclope qui gouverne la caverne, cette boîte noire qui dissimule de plus en plus mal le grand soir de l'histoire, une histoire victime du syndrome de l'accomplissement total.

Imprimerie
du Monde
12, r. M. Groussin
98852 IVRY

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9305
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse
pour modification de service, demandes
de réimpression ou autres, utiliser nos numéros
de téléphone verts :
Paris et sa banlieue : 0 800-03-11-36
Province : 0 800-36-11-11

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

© ADAGE, Paris 1997,
pour les œuvres de ses auteurs

* Philosophe et urbaniste ; directeur de l'École spéciale d'architecture (ESA) de Paris ; auteur, entre autres, de *La Vitesse de l'Étendue*, Gallée, Paris, 1995, et *Un voyage d'été*, Gallée, Paris, 1996.

DE LA SÉRIE « THE X-FILES » À LA VOGUE NEW AGE

Fascinations pour un nouveau mysticisme

COMMENT expliquer le succès planétaire d'une série télévisée comme « The X-Files » (« Aux frontières du réel ») ? Le « je pense » de Descartes aurait-il cédé la place à un « je crois » très mystique, très New Age, sorti de la nuit des temps ? De nouvelles fascinations intellectuelles, culturelles et religieuses ont envahi ces dernières années les médias de masse, journaux, livres, films, télévision, Internet... Nos sociétés, en quête de spiritualité, déboussolées par la crise, semblent prêtes à se laisser séduire. Pourquoi ? Que signifie cette nouvelle vague de symbolisme contemplatif ?

Par PIERRE PIRAS *

On discip... pun... alors... l'éco... const... princ... gine... indiv... ainsi... une... comp... grou... gram... force... giqu... Im... drait... corp... mctu... tué... tence... foie... sank... fabri... prob... com... cell... sem... effe... voir... d'ut... com... | (Dak... enue... pari...)

Des croix à l'envers, le chiffre 666 (« le nombre de la bête » de l'Apocalypse) (1) tracé sur des tombes, les profanations dites « sataniques » sont devenues monnaie courante, comme un phénomène de mode qui ferait tache d'huile et submergerait une jeunesse sans repères. Certains sociologues y voient une forme actuelle de rébellion, comme si la fin du XX^e siècle, par un étrange retour en arrière, se devait de replonger dans les ténèbres après les années « heureuses » de l'essor industriel et du progrès technologique.

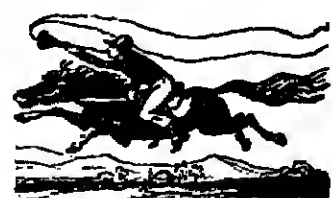
Un sondage récent (2) donnait à connaître les motifs les plus représentatifs aux yeux des jeunes Français. Après « chômage », « préservatif » et « Internet », 19 % d'entre eux citaient « The X-Files », la série américaine de Chris Carter, produite par la Fox, diffusée en France par la chaîne M6 sous le titre « Aux frontières du réel », et dont tous les épisodes commencent par cette affirmation : « La vérité est ailleurs ».

L'essayiste Simon Leys, très critique de notre temps et de ses idoles, écrit : « Un ancien philosophe grec avait remarqué avec justesse que, si les dieux avaient des dieux, ces dieux auraient des figures de chevaux. Chaque époque place dans ses panthéons les icônes qu'elle mérite, et en qui elle se reconnaît. Notre âge aura été jusqu'au bout celui de la Frime et de l'Amnésie (3). » Que « The X-Files » soit érigée en guide « on parle d'elle comme d'une « série culte » — peut surprendre, mais que ce feuilleton, dans une société d'élite évoluée, propose, comme explication des problèmes du monde contemporain, un « complot venu d'ailleurs » est préoccupant.

« The X-Files », phénomène médiatique, se décline aussi en attendant le film de long métrage actuellement en tournage et en revues, guides, livres, sites Internet, cassettes vidéo et fan-clubs avec leurs produits commerciaux. Lors des dernières fêtes de Noël, les magasins à grande surface, ainsi que les maisons de la presse proposaient par piles les livres « X-Files » l'éditeur J'ai lu en aura d'ailleurs vendu 1,5 million...

L'hebdomadaire *Télérama*, dans son numéro du 14 décembre 1996, s'interrogeait en couverture : « The X-Files », à qui profite le complot ? », et, plus récemment (4), le quotidien italien *La Stampa* précisait que pas moins de 350 sites Internet étaient dédiés à « The X-Files ». *Télérama* évoquait la mise en scène d'un monde désen-

* Coauteur, avec Philippe Vidélier, de *La Saint-Germain* dans les bandes dessinées, Éditions Roches-CNRS-Éditions, Paris, 1992.



Allocations, équité, égalité

COMME autant de bouillons de liege flottant sur la mer des sondages, certains ministres français estiment que le plafonnement des allocations familiales doit être une bonne idée puisqu'elle semble jouir de l'aval de l'opinion. La couverture égale des risques de tous en fonction des moyens de chacun fut pourtant l'œuvre d'une majorité de gauche. Celle qui, en mai 1968, créa la Sécurité sociale. Un objectif : l'universalité. Deux moyens : la proportionnalité des cotisations et l'égalité de la redistribution. M. Juppé l'a éprouvé à ses dépens : la Sécurité sociale est immensément populaire. Les allocations familiales aussi, elles sont la chair qui reste autour du corps de plus en plus étiolé de la solidarité nationale.

Une économie de moins de 0,1 % de la richesse annuelle du pays vaut-elle que des principes soient remis en cause ? Certains jugeront qu'il n'est pas équitable de verser autant aux familles nombreuses de Neufilly et à celles de Saint-Denis. Mais après, pourquoi s'arrêter ? On pourrait aussi réserver à ces dernières la gratuité de l'hôpital public, de la justice de l'école et de l'université publiques, des réductions accordées aux familles nombreuses, des tarifs (subventionnés) des transports en commun, etc. Bref, tout ce qui relève de la politique sociale de l'État. Et faire payer les classes moyennes, puisque l'imperatif de la « mondialisation » place désormais les riches hors de portée.

M. Alain Minc vient de se faire l'exégète de ce « grand chambardement ». Il faut, nous explique l'ancien conseiller de M. Edouard Balladur, « consacrer les dépenses sociales à ceux qui en ont le plus besoin », cesser de traiter de la même manière « le riche attrapé par un cadre dirigeant sur les pistes de Courchevel et la pleureuse d'un enfant d'exclu à Aubervilliers (1) ». Rhume-cadre-Courchevel contre pleureuse-exclu-Aubervilliers : il est difficile d'hésiter devant le sort contrasté de ces deux trinités-là. Mais raisonner impose des

manipulations un peu moins grossières. Car c'est au moment où, dans nombre de pays occidentaux, les libéraux remettent en cause la progressivité de l'impôt qu'ils se soucient d'« équité » de la redistribution. C'est à dire d'assécher, en amont et en aval, ce qui est le cœur de la solidarité nationale. Inutile de chercher loin l'objectif visé : M. Minc fait lui-même référence à la « discrimination positive, chère à la philosophie du droit américain ». Celle-ci veut d'être abolie en Californie...

AINSI, on commence par retirer aux classes moyennes les aides égalitaires à certains services collectifs. Puis ces services se voient de plus en plus assimilés aux seuls défavorisés qui en bénéficient encore. Le budget qui leur est alloué ne cesse de baisser selon une règle que les Américains formulent ainsi : « Les programmes pour les pauvres sont des programmes pauvres ». Ensuite, on multiplie les « découvertes » de « fraude, gâchis et abus » : la mère célibataire, noire en général, qui utilise ses bons d'alimentation pour acheter de la vodka (une ritournelle du discours Reagan) ; les pauvres toujours « irresponsables » qui proclament pour toucher les allocations, etc. Dernière étape : la population de ces programmes publics s'étant évaporée, les classes moyennes qui n'en bénéficient plus — consentant volontiers à leur suppression. Aux États-Unis, ce fut fait l'année dernière (2). Et nul n'invoqua alors les pleureuses des exclus du Bronx. Aussi, quand M. Minc explique que « seul un homme de gauche peut briser le fantasme égalitariste », mieux vaut suggérer à M. Jospin d'être « de gauche » autrement.

S. H.

(1) Encore un effort, M. Jospin !, *Le Monde*, 3 juillet 1997.
(2) Lire Live Wajsbart, « Quand M. Clinton « réforme » la pauvreté », *Le Monde diplomatique*, septembre 1996.

répand dans nos sociétés déboussolées par la crise économique et sociale. Ce mouvement témoigne d'un véritable courant de « pensée » : les best-sellers de la littérature New Age sont autant de signes, d'indicateurs de l'état actuel des mentalités collectives.

Avec le roman *L'Alchimiste* de l'auteur brésilien Paulo Coelho — un livre qui se veut une sorte de conte moderne incitant à la réflexion, à la façon du *Petit Prince* d'Antoine de Saint-Exupéry —, on a assisté à un record international de diffusion. Trois ans après sa parution, cet ouvrage, traduit dans de multiples langues, reste en France sur les listes des meilleures ventes. Fort de cette réussite, l'auteur a récidivé avec le beaucoup moins heureux *Sur le bord du fleuve Piedra*, je me suis assise et j'ai pleuré. Un livre qui raconte les amours d'un séminariste et d'une jeune fille, émaillés d'évocations de la Vierge Marie, de Jésus, de Marie Teresa de Calcutta, etc. « Elle, le séminariste, quelques miracles et beaucoup de larmes », résume « Tutto libri », le supplément littéraire de *La Stampa*. Aux recettes habituelles des romans à l'eau de rose s'intègre donc ici la religion, érigée en ingrédient nécessaire aux succès d'édition.

Chez nos voisins transalpins, la polémique fait rage depuis plusieurs années au sujet de la personnalité et des œuvres de l'écrivain devenue célèbre, Susanna Tamaro. Cette romancière à la mode remplit les colonnes des journaux littéraires. *L'immense réassise de Va où ton cœur te porte* (18) confère à Susanna Tamaro le rôle de symbole européen pour toute une jeunesse en mal de valeurs. Du récit d'initiation, voyage à la recherche de soi, se dégage une philosophie ainsi résumée : « Le cœur est le centre de l'esprit. » On y parle de spiritualité, de karma, de réincarnation, d'astrologie... et une grande violence affective traverse la vie de la narratrice, d'abord contre une mère qui, juive, doit se cacher pendant la guerre sans qu'on sache rien de sa situation ; ensuite contre un mari qu'elle n'aime pas et qui s'avère ne pas être le père de sa fille ; enfin contre cette fille, une révolutionnaire ou supposée telle...

Le conte préféré de la narratrice était, dans son enfance, une histoire d'anticipation où, à bord d'une soucoupe volante, on pose la question : « Et les alchimistes... (19) les révolutionnaires, ils existent encore ? — Oh ! bien sûr qu'ils existent, avoir répondu leur guide en souriant. Ils vivent dans des villages où ils ont tous la place des pôles, de sorte que si par hasard ils voulaient nous eux autres, ils seraient incapables de le faire... (20) Les anarchistes ! Les révolutionnaires ! Que de cauchemars ces deux mots ont suscités durant mon enfance ! »

Cet auteur prodige, qui tient une rubrique régulière dans l'hebdomadaire catholique *Famiglia cristiana*, semble se sentir investie d'une mission salvatrice. Elle trouve des accents par moments quasi paranormaux (19) et se réfugie dans le mysticisme dont elle imprègne ses personnages.

Mais le débat sur la fascination que Susanna Tamaro exerce n'est pas propre à l'Italie ; selon le quotidien espagnol *El País* (10), les scores du dernier ouvrage de la romancière italienne,

Anima mundi, sont aussi époustouflants dans la péninsule ibérique. En Espagne, chez Seix Barral, c'est le livre se classe sixième et, au Portugal (11), il est premier, alors que *Va où ton cœur te porte* demeure cinquième sur la liste des livres les plus vendus. La polémique a récemment rebondi dans la presse littéraire portugaise : la critique souligne la faiblesse des œuvres et s'interroge sur les raisons de l'engouement du public pour Susanna Tamaro. Cet événement sociologique en dit sans doute long sur l'identification de nombreux lecteurs aux personnages romanesques d'un auteur qualifié par certains critiques, dans son propre pays, de « réactionnaire et démagogue ».



« LA VÉRITÉ EST AILLEURS »

Dans le domaine de la littérature de grand tirage, l'*heroic fantasy* envahit les rayons. Très prisé par le jeune public, ce genre a, pour une large part, remplacé la science-fiction des années 50-70. Il fait appel, non plus au futur cher à la science-fiction classique qui voyait les hommes vivre les conséquences ultimes d'une certaine modernité, mais à un ailleurs où les replonges dans le Moyen Âge, les temps obscurs et les abîmes primitifs. Dans cet ailleurs sont convoqués, pêle-mêle, les puissances du bien et du mal, les ténébreux, l'univers gothique de la confrontation

Alchimie et parapsychologie

L'EXAMEN du cédérom du journal *Le Monde* (qui contient la totalité des articles publiés depuis 1987) est un bon indicateur de la multiplication des informations concernant les sectes, tout au long de ces dernières années. En cinq ans, l'accroissement du nombre des articles répertoriés sous le mot « sectes » a été de 290 % ! Si l'on ajoute à cela la place grandissante dévolue aux religions dans les journaux et les revues — l'énorme médiatisation du bouddhisme par exemple —, il semble clair que l'on assiste à une orientation nouvelle de notre monde culturel et spirituel. N'est-il pas remarquable de voir le quotidien communiste italien *L'Unità*, après avoir ouvert il y a quelques années une page « Bourgeois », créer une page « religions » (15) ?

Les chiffres de la production éditoriale témoignent de cette nouvelle vogue des mysticismes. Une bibliographie établie par la base de données Electre, dans *Libres hebdo* (16), recense près de 500 ouvrages récemment parus ou à paraître en 1997 sur le thème de l'« ésotérisme ». Allant d'« alchimie » à « parapsychologie », les rubriques traitent de spiritualités, d'astrologies et autres aspects du New Age.

En cette fin de siècle, le sacré est devenu commercial et le spirituel sert parfois des fins vulgaires. Est-ce si étonnant, quand on nous dit chaque jour que la vraie valeur est la Bourse, pouvoir invisible et occulte, magie même ? Si le virtuel suffit à combler nos fantasmes, pourquoi ne pas désirer une vie de simulacre, de passivité plutôt qu'agir selon la raison ?

Les errements de l'âme ne sont pas les seuls dont parlent les best-sellers de cette fin de millénaire. Les maladies du corps constituent un véritable filon dont certains entendent profiter. C'est ainsi que reviennent à la mode de nouvelles thérapies qui promettent la guérison... par la prière. Le rapport sur les sectes en France (17) donne d'ailleurs comme typologie dominante ou associée 19 fois le terme « guérisseur » pour 36 sectes répertoriées. Nombre d'ouvrages parus récemment aux États-Unis (et traduits en Europe) font l'apologie d'une « médecine », souvent fortement teintée d'orientalisme, qui vante le pouvoir curatif de la foi.

Une enquête (18) menée par l'hebdomadaire américain *Time* et la chaîne CNN auprès de 1 400 lecteurs évalués à 82 % les « croyants » en cette forme de traitement. L'Indien Deepak Chopra, qui serait endocrinologue, a professé aux États-Unis une médecine fondée sur le mysticisme hindou. « Maître à penser de nombreuses stars du cinéma, scientifique et médecin réputé », annonce l'éditeur dans un ouvrage récemment paru du titre, *Le Retour de Merlin* (19), laisse présager une curieuse scientificité. Du même auteur et dans la même veine

avec l'inhumain, les sorcières, les ombres, la nuit, la forêt...

Des collections d'une proximité étonnante ont récemment vu le jour. Chez J'ai lu, la formule qui orne la quatrième de couverture donne à elle seule le style et la profession de foi des auteurs : « Un prodigieux voyage au cœur du songe, là où la magie fait briller l'aventure ».

Ces récits mystico-mythologiques mettent en jeu des angoisses existentielles. Et les sectes veillent au grain. Ainsi, la revue *CyberDreams* (« Les nouveaux mondes de la science-fiction (12) ») fait état de l'inquiétude de lecteurs à propos des éditions New Era, liées à l'Eglise de scientologie. L'association Infinité, dans les mêmes colonnes, dit refuser de se faire l'écho des activités de New Era. *CyberDreams* argue, pour sa défense, du fait que les autres éditeurs sont liés à des groupes financiers, immobiliers, industriels, voire d'armement !

L'Eglise de scientologie, souvent mise en cause pour sa manipulation des esprits, a vu ses adeptes se multiplier au cours de la dernière décennie. Des prévisions en sa faveur circulent à Hollywood et des artistes connus le signent. Le journal italien *La Repubblica* (13) n'hésite pas à publier à la « une » une publicité en faveur du livre du fondateur de l'Eglise de scientologie, Ron Hubbard, *Dianetics* (« 17 millions d'exemplaires vendus en 21 langues »). *The New York Review of Books* (14), les journaux *The New York Times*, *International Herald Tribune* et bien d'autres ont publié, en 1996, des articles ou des tribunes pour dénoncer les attaques contre les scientologues et soutenir la « liberté de religion en danger ». Certains sont même allés jusqu'à établir une comparaison entre les attaques contre les scientologues par les États démocratiques et la persécution des juifs par les nazis.

vient de paraître *La Voie du magicien*, où l'on apprend que les ouvrages de Deepak Chopra sont traduits en 25 langues et que les maîtres, non content de conseiller les vedettes, aide également des chefs d'entreprise et des responsables politiques...

L'avènement de toute raison ouvre la voie qui mène au culte du chef, prépare l'individu à la passivité et à l'adhésion fanatique. Ainsi, lorsqu'on dit que les croyances apportent une solution à la crise du sens, il s'agit pour certains d'offrir une explication hors du sens, hors de la raison. Toute démarche intellectuelle se voit dès lors dissuadée, car le « non-sens » est l'explication d'un monde où la raison devient tabou, afin de mieux servir les passions (le fanatisme) ou la passivité (le suicide). C'est la porte grande ouverte aux sectes, qu'elles soient religieuses ou politiques, l'abdication par le citoyen de la maîtrise ou du choix de son futur.

La confiance dans la raison, qui cohabite pendant des siècles avec les utopies sociales, est en perte de vitesse. L'idée que l'homme est raisonnable, capable de penser l'universel, engendrait naguère des illusions cohérentes, des espoirs collectifs et positifs. L'ascension de l'irrationnel, la fascination par l'extase contemplative risquent de colorer notre futur en noir. On peut craindre en effet que, comme l'affirmait Goya, le sommeil de la raison engendre des monstres.

(1) Voir le dossier réalisé par *Golias* n° 51, novembre-décembre 1996.

(2) Sondage IPOP-France 2-France 3 réalisé auprès des jeunes de 14 à 25 ans les 5 et 6 mars 1997.

(3) *Le Monde*, magazine de février-mars 1997.

(4) *La Stampa* du 3 avril 1997.

(5) *Présent* du 7 novembre 1996, rapporté par *Télérama*.

(6) Quelque 100 000 Américains se sont réunis, dans le cadre d'une gigantesque foire aux ovnis, début juillet 1997, à Roswell (Nouveau-Mexique) pour célébrer le cinquantième anniversaire du crash de la fameuse « soucoupe volante ». Selon certains participants, Washington sentit à la veille de révéler l'existence des extraterrestres, en préparant lentement l'opinion : « Je suis convaincu que l'explosion de séries comme « The X-Files » ou des films comme *Independence Day* font partie de cette préparation », affirme M. Sam Crosby, l'organisateur de ce grand rassemblement. Cf. *Le Journal du dimanche*, Paris, 6 juillet 1997.

(7) Supplément radio-4 de *Le Monde* du 9 au 15 décembre 1996.

(8) *Pion*, 1995 pour la traduction française.

(9) Voir le billet humoristique de l'annexe accordée par Susanna Tamaro au *Spiegel*, in *La Stampa* du 17 février 1997.

(10) « Babelia », *El País* du 22 mars 1997.

(11) *A Alma do mundo*, Edipress, Petropolis, 1997.

(12) Editorial du n° 8.

(13) Par exemple *La Repubblica* du 25 août 1996.

(14) Avril 1997.

(15) « L'Unità », de Marx à Don Camillo », in *Le Monde* du 8 mars 1997.

(16) *Libres hebdo* du 29 novembre 1996.

(17) Rapport publié par l'Assemblée nationale, Paris, 1996.

(18) « *Sauvage, légal, libre* » (« tu ne sais mal, les les gourous ») in *La Stampa* du 31 octobre 1996.

(19) Robert Laffont, 1997.

سكنا من الاجل

UNE NOUVELLE INÉDITE DE DIDIER DAENINCKX



SELKUK

Les frères de Lacoste

Jusqu'où peut conduire la folie des téléphones mobiles ? Dans un grand magasin ou à bord d'un train, cet homme ne quittait jamais son portable. Toujours plongé dans des conversations étrangement banales...

QUAND je suis arrivé dans le village, au début des années 90, la charcuterie débauchait les côtes dans l'échine d'un geste ample et possédait de petits cris rauques lorsque le hachoir fendait l'os. Les mêmes de Trememoutt l'espionnaient depuis la cabine téléphonique pour voir la touffe de poils noirs et drus nichée sous l'aiselle, et que l'émotion déconvoit. Elle a définitivement baissé le rideau un an après l'inauguration de L'Atout-Sud, de l'autre côté de la nationale.

Si on regarde bien, tout a fermé, question boutiques, et on s'est habitué à sortir la voiture du garage pour aller chercher une baguette congelée qui part en miettes sur la banquette, rassise le temps de revenir s'affaler devant la télé... Seuls tiennent le coup les restos alignés face aux pontons où s'amarreraient les vapeurs Roquios qui fissaient la navette entre les deux rives de la Loire, avant les ponts. Un couple de gamins a racheté les murs et transformé l'enseigne du Pied de porc récré en Arc-cuiterie. Ils exposent des toiles et des bijoux qu'achètent des Nantais en goguette.

Le soir, après la dernière ronde des vigiles du centre commercial et de leurs bergers courons, je m'installe au bord du fleuve pour fumer une clope, un pied sur la rambarde. J'aime bien quand l'eau monte avec le vent chargé de fraîcheur qui vient de l'estuaire, les clapotis caressant le pavage des embarcadères, et les lumières mouvantes des chantiers sur le bras de la Madeleine. Il m'arrive même, quelquefois, d'oublier mes douze heures quotidiennes embusqué derrière le comptoir de Fringue-House à essayer de fourguer la camelote passée de mode qui pèse sur les cintres. Je pourrais m'échapper, entre deux et quatre, et venir faire une pause au bout de la place des Filles pour rêver à toutes les richesses d'Afrique, des Indes et des Amériques qui ont remonté le fleuve et défilé devant les façades de Trememoutt avant de disparaître dans les profondeurs de la ville, mais dans le commerce on a toujours peur de loupier un client. Je me dégoûtais les jambes, je digère la galette complète de la crêperie en me promenant dans le Leclerc, je discute avec les caissières, j'observe les clients.

Vendredi dernier, je me suis arrêté pas mal de temps devant les nouveaux modèles de téléphones avec magnétoscopes intégrés qu'ils sortent en prévision des Jeux olympiques. Un type d'une trentaine d'années, la tête rentrée dans les épaules, le peignoir pratiquement posé sur la barre de son Caddie, a jailli du rayon primaires et pris le visage des laïques fermiers à toute vitesse alors que je m'étais accroupi pour lire les caractéristiques d'un Caméscope grand angle. Le coin gauche de son chariot a bousculé une pile de yaourts nature en promotion qui ont explosé blanc sur le carrelage. Les écus et ma veste se sont couverts de neige. J'ai voulu gueuler, pour qu'un moins il s'excuse, mais il avait déjà disparu derrière une tige de gondole. Alexandra, la démonstratrice du rayon hi-fi, est venue à mon secours et m'a débarrassé au Kleenex des éclats de lait caillé. Son sourire a fait refluer la colère, aussi vite qu'elle était montée, et je m'apprêtais à rejoindre mon poste lorsque je tombai à nouveau sur le flegmeur de petits pots. Il était dans la même position, le nez sur le guidon, et fixait intensément les rangées impeccables de paquets de pâtes alimentaires. Ma main allait s'abattre sur son épaule impolie quand il s'est redressé, a écarté le pan de sa veste pour se saisir d'un minuscule téléphone portable. Ses doigts ont pianoté un numéro à dix chiffres rythmé par des sons électroniques. Il a attendu une fraction de seconde, s'est éclairci la voix avant de murmurer un « Allô » plein de tendresse.

— Allô... C'est moi, chérie... Non, non, je suis dans le magasin et je n'arrive plus à me souvenir de ce que tu m'as dit pour les nouilles... Non, je ne crois pas... La réduction immédiate, c'est sur les lots de Panzani, pas sur les Barilla... On t'a peut-être raconté ça, mais moi je constate que ce n'est pas vrai... Je suis bien placé, tu ne peux pas dire le contraire ! Qu'est-ce que je fais alors ? Tu en es sûre ? Bon, d'accord, d'accord... C'est toi qui décides.

Je l'ai suivi tout au long de son péripète consumériste. Chaque arrêt devant un rayon donnait lieu à un interminable échange téléphonique. De savantes conversations, dont je ne saisisais qu'une moitié, s'engageaient sur les mérites comparés du thon blanc Saupiquet en boîtes individuelles de cent grammes et son homologue Petit Navire au conditionnement plus familial, ou bien à propos des vertus apaisantes d'une spécialité locale, le gel douche Persvonn parfumé au chevreuil.

Le final du spectacle s'est déroulé à la caisse 18 où trône Jeannine, une ancienne poissonnière du marché de Ragon. Elle a passé son détecteur sur les codes-barres de la montagne de produits que le type déversait sur le tapis et a enfoncé sa Carte bleue dans la fente de la machine. Ça s'est mis à clignoter, à piauler, à régurgiter. Jeannine a tiré vers elle le rectangle de plastique et l'a agité devant les yeux de son client.

— Qu'est-ce que vous avez fourni avec votre carte, elle est toute poisseuse, ça colle aux doigts ! Ma bécane ne veut rien savoir !

J'ai cru un instant qu'il allait appeler sa femme pour lui soumettre le problème, mais le portable est resté à sa place, dans la poche intérieure. Il s'est contenté de bafouiller.

— J'ai tiré de l'argent, hier soir à Nantes, dans un distributeur, et ma carte est ressortie recouverte de chewing-gum... Un petit con qui s'est cru malin... Je l'ai nettoyée... Je croyais qu'il n'y en avait plus...

Jeannine lui en tendu sa carte, les doigts en forme de pincette, puis elle s'est essuyée sur sa blouse.

— Il faut frotter avec un glaçon : il n'y a que ça d'efficace contre le chewing-gum... Vous réglez comment ?

Didier Daeninckx, né en 1949 dans la banlieue de Paris, est considéré comme l'un des meilleurs écrivains français de « série noire ». Ses romans et ses nouvelles possèdent toujours une dimension politique et présentent une sorte de radiographie de la société contemporaine vue à travers ses marges, ses périphéries, ses exclusions.

Il est l'auteur, notamment, de *Meurtres pour mémoire* (Gallimard, Paris, 1984), *Play-Back* (Paris, Margo, 1986), *La mort n'oublie personne* (Denoël, Paris, 1989), *Zapping* (Denoël, Paris, 1992).

— Je n'ai rien d'autre sur moi... Mettez mes courses de côté, je repasserai tout à l'heure...

La caissière a haussé les épaules pour dire qu'elle connaissait l'air et la chanson. Je l'ai regardé s'enfuir, volé, la tête enfoncée, persuadé de ne plus jamais revoir cet obsédé du sans-fil.

Ce matin très tôt, ma sœur Noémie est arrivée en voiture de Saint-Nazaire pour me remplacer deux jours au comptoir de Fringue-House, le temps d'aller me présenter devant le tribunal de Lyon. J'ai beau lui expliquer pour la millième fois que je n'ai ni né ni volé, c'est l'arrosage automatique... Les circonstances se sont goupillées de telle manière que, lors d'un contrôle de la répression des fraudes, un lot de tee-shirts et de chemises Lacoste éparpillé sur les étagères de la boutique s'est révélé provenir d'une usine de Manille spécialisée dans le faux de luxe ! Et comme un malheur n'arrive jamais seul, je n'ai pas été fichu de remettre la main sur la facture du grossiste lyonnais... La justice est ainsi faite qu'il ne leur en faut pas plus, un papier égaré, pour vous accuser de vol. Ma seule consolation, c'est que je ne suis pas le seul à m'être fait refiler des copies : l'assignation cite une bonne dizaine d'autres honnêtes commerçants appartenant à la même chaîne de franchises que moi. Noémie m'a déposé devant la gare de Nantes et j'ai embrassé ses joues humides.

Je me suis installé dans le compartiment du Corail avec la ferme intention de relire tout le dossier d'accusation et de peaufiner ma défense. Le train commençait à glisser le long du quai quand j'ai aperçu le type à la Carte bleue s'avançant émergeant du soufflet. Il a remonté le couloir, son billet à la main, s'est immobilisé à ma hauteur pour désigner du doigt le siège accolé à la fenêtre, et je me suis levé pour lui laisser le passage. Il s'est laissé tomber en soupirant, sans un remerciement. Si on regardait les choses en face, mon affaire se présentait assez mal... La chaîne de magasins Fringue-House barrait de l'aile, à la limite du dépôt de bilan, et nous avions tous accepté de vendre des Lacoste de Manille pour ne pas perdre les quelques sous investis dans l'affaire. La seule façon de nous en tirer, c'était de charger la barque du grossiste, d'affirmer que nous ignorions la provenance de la marchandise. Le problème, c'est qu'il n'y a rien de plus individualiste qu'un petit commerçant ! Trois d'entre eux ont déjà craqué chez les flics, et les autres pensent à faire amende honorable devant le juge. Nous quittons à peine les faubourgs qu'il a sorti son portable, composé un premier numéro et qu'il s'est mis à parler haut, farcisant mes réflexions de phrases creuses.

— Tu n'as vraiment rien remarqué ? Non, c'est pas vrai, tu dis ça pour me faire marcher... C'est un Motorola HPS avec filaire séquentiel... Oui, oui, le bruit de gomme... Quand même ! Tu n'as vraiment rien remarqué, alors ? Je suis sûr ! Eh bien, il y a deux minutes on est passé dans un tunnel... Et rien de ton côté, tu es content, rien... C'est ce qu'on m'avait dit, à la boutique, qu'on peut téléphoner de l'intérieur d'un blockhaus sans rupture de faisceau... Oh ! C'est bon, bien sûr que je n'ai pas de blockhaus, c'est juste une image, mais va savoir ce que j'aurai nous réserve...

Une heure plus tard il continuait à tester toutes les possibilités de son HPS en appelant systématiquement les numéros des personnes recensées dans un petit calepin noir, et j'avais beau fermer les yeux, placer mes mains sur mes oreilles, il m'était impossible de me concentrer sur le lor de faux Lacoste qui obscurcissait mon avenir immédiat.

EN traversant le Berry je me suis mis à la recherche d'une place vacante, dans un autre compartiment. Tous les wagons étaient bondés, et j'ai fini par me réfugier sur un coin de tabouret, au bar du Corail. Je commandai un de ces cafés filtre qui font tout autour la réputation que l'agrément des voyages SNCF, et le sirocal en renouant les fils de mes pensées de justiciable quand une vieille femme se mit à crier : Je délaissai ma décodon d'arabica pour m'approcher. Un homme sans âge, le visage cirieux, s'était effondré au milieu du couloir, vraisemblablement victime d'une attaque cardiaque. Il geignait entre deux balancements, les mains jointes sur son crâne, et un fil de sang coulait sur son front ennaillé lors de la chute. Sa femme hurlait maintenant, exigeant qu'on stoppe le train, qu'on appelle un médecin. Je repoussai les curieux et me penchai vers le malade pour desserrer sa cravate, ouvrir le col de sa chemise. Je me relevai alors que le contrôleur, alerté, pénétrait dans le bar en compagnie d'un étudiant en médecine qui se livra à un rapide examen.

— Il faut absolument s'arrêter à la prochaine gare et le faire transférer dans un service de réanimation... Elle est loin ?

Le cheminot eut un regard sur le paysage.

— Une trentaine de kilomètres, on y sera dans moins d'un quart d'heure, mais il n'y a rien : pas d'hôpital, pas de clinique...

— Appelez les secours d'urgence, qu'ils envoient un véhicule d'intervention le temps qu'on arrive !

Pour toute réponse le contrôleur leva les yeux au plafond et haussa les épaules. L'étudiant fit une grimace.

— Eh bien quoi ? Allez-y, il n'y a pas une minute à perdre...

— Je ne peux rien faire... On n'est pas dans le TGV. Sur ce train le téléphone est en circuit fermé, on peut joindre le mécanicien et les autres contrôleurs, c'est tout...

Je me suis approché du futur médecin.

— Je crois que je peux arranger le coup... J'en ai pour une minute, je reviens.

Quand j'arrivai à la hauteur de ma place réservée le type était toujours accroché à son portable. J'ai essayé de capter son attention.

— Je ne pense pas rester trop longtemps à Lyon... Une semaine, dix jours maximum... Tu sais comment ça se passe pour moi... Il faut absolument que je sois à Tokyo à la fin du mois, pour la présentation des nou-

veaux modèles... On ne se maintient dans le groupe leader qu'en étant toujours sur la brèche...

Il a fini par remarquer mes mouvements de mains et a posé la sienne sur l'émetteur de son appareil en me toisant d'un air renfrogné.

— Qu'est-ce que vous voulez ?

Je lui ai expliqué en trois phrases le drame qui se jouait, trois wagons plus loin, et j'ai tendu les doigts pour me saisir du portable et composer le numéro de la gare que le contrôleur avait noté dans la marge d'un formulaire de surtaxe. Le type a reculé brusquement contre la vitre et a collé ses lèvres au téléphone.

— Non, non, ce n'est rien... Attends, ne raccroche surtout pas... J'ai insisté.

— C'est une question de vie ou de mort... Je préviens juste la gare, il y en a pour trente secondes...

— Ce n'est pas mon problème... Je ne prête pas mon téléphone, trouvez-en un autre !

La rage m'a submergé. J'ai posé un genou sur l'accoudoir séparant nos sièges, pour me donner un appui, et j'ai agrippé le type par le col. Il s'est cogné au montant de la fenêtre et j'ai profité du choc pour me saisir du portable. J'ai pianoté les dix chiffres sur le cadran, mais aucun son n'est venu en retour dans l'écouteur.

— Qu'est-ce qu'il se passe ? Comment ça marche ?

Le type ne me regardait pas, recroquevillé dans son coin. Je l'ai repris par le col en lui écrasant le Motorola HPS sur le nez.

— Ce n'est pas une question ! Comment tu le mets en route, ton truc ?

Son filer de voix s'est frayé un difficile chemin pour parvenir jusqu'à moi.

— Il ne marche pas... C'est un faux...

Je me suis laissé tomber sur mon siège, incapable d'assimiler ce qu'il venait de m'avouer.

— Comment ça « un faux » ? Ça veut dire quoi « un faux » ?

Il était plus minable encore que devant la caisse de Jeannine, avec sa carte enduite de chewing-gum et ses amoncellements de nouilles, ses boîtes de thon blanc, ses packs d'eau minérale.

— C'est comme un jouet... On fait semblant...

Allez savoir pourquoi, mais à cet instant précis les Lacoste me sont revenus en pleine gueule.

Université Paris VIII
Etudes européennes
DEA ET DOCTORAT

Responsables : Bernard Cassen et Jean-Claude Boyer

L'Institut d'études européennes de l'université Paris-VIII accueille candidats au DEA et au doctorat dans sa formation doctorale Mutations des sociétés et cultures en Europe : Des directeurs de recherches, représentant une douzaine de disciplines, de la science politique à la géographie, de la philosophie à la littérature et à l'économie, et couvrant toutes les aires linguistiques de la Grande Europe.

Principaux thèmes de recherche : l'identité européenne ; l'union européenne et ses relations avec le reste du monde ; la formation, les grands courants culturels ; les mutations du travail et de l'emploi ; les médias et l'audiovisuel ; la démocratie et la participation des citoyens.

Admission : sur dossier et après entretien avec un jury (sessions en juillet et en septembre).

Renseignements et inscription : Institut d'études européennes.
Secrétariat : salle B 220. Tél : 01-49-40-65-92. Fax : 01-49-40-65-94.
Université Paris-VIII, 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis Cedex 02.
Adresse Internet : ies@univ.paris8.fr

La communication, une affaire

C
rer u
perm
impo
ne se
vient
M. C
taire

LE libéralisme, c'est pour les autres : tout en exigeant du reste du monde un accès sans limite pour les produits américains et la mise sur la touche de l'Etat, Washington ne se prive pas, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, d'intervenir financièrement, politiquement et diplomatiquement dans les secteurs jugés stratégiques pour le maintien de l'hégémonie américaine. La communication est l'un de ces secteurs, et sans doute le plus décisif, tant du point de vue industriel que symbolique, pour la maîtrise de la « société de l'information » qui sera, nous dit-on, celle du prochain siècle.

Par HERBERT I. SCHILLER*

Aux Etats-Unis, contrairement à une thèse fort répandue, l'Etat est toujours bien vivant et, s'il ne se porte pas très bien, il reste au poste de commandement. Une situation qui n'est pas nécessairement celle d'autres pays intégrés dans l'économie mondiale. En matière de communication, en particulier, le gouvernement américain est loin d'être un tigre de papier. Représentant des intérêts vitaux du capital, il a fait preuve d'un remarquable sens de la prospective, et il a agi avec détermination pour assurer la promotion d'un secteur en pleine expansion, devenu l'un des piliers de l'économie.

Deuxième caractéristique de la période actuelle : les multiples efforts entrepris pour convaincre l'opinion que nous serions entrés dans une nouvelle ère faisant table rase de l'histoire. L'argumentation à la mode taxe volontiers d'obsolescence les relations institutionnelles ou structurelles existantes comme, par exemple, les rapports contradictoires entre le capital et le travail. C'est, nous dit-on, un « nouveau monde » qui commence, et qui ne plonge pas ses racines dans le passé. Du coup, non seulement l'histoire devient inutile pour comprendre le présent, mais elle perd toute pertinence. C'est là une option idéologique aux conséquences particulièrement destructrices, car elle s'oppose à toute tentative de compréhension des mécanismes sociaux et des moyens de les modifier.

Troisième conclusion, à propos de la

légitimité et la nécessité de l'économie politique pour appréhender les développements en cours : la thèse, toujours en vogue, selon laquelle la communication serait un secteur à part, se développant de manière autonome, ne résiste pas à l'examen.

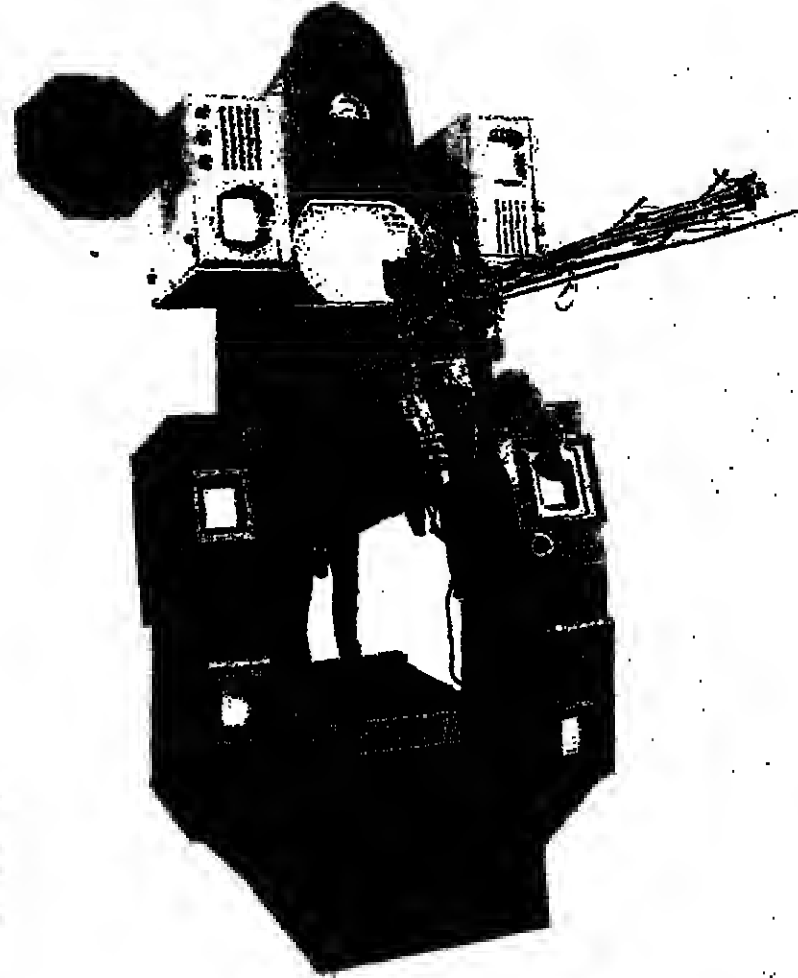
En cette fin de décennie, dirigeants et universitaires ne cessent de répéter que le marché constitue la solution à tous les problèmes, que l'entreprise privée est le meilleur moyen d'arriver à des résultats économiques satisfaisants, et que l'Etat, comme l'a récemment écrit un analyste économique, est l'« ennemi » (1). Le moins que l'on puisse dire est que ce credo est démenti par un demi-siècle d'initiatives et de politiques des gouvernements successifs pour assurer la domination mondiale des Etats-Unis dans le secteur, devenu très puissant, de la production, de la distribution et de la diffusion culturelles. On se trouve en présence d'une stratégie délibérée, mise en œuvre par chaque administration depuis la seconde guerre mondiale, y compris par celle de M. William Clinton.

Le principe de la « libre circulation de l'information » - vital pour l'exportation des productions culturelles américaines - a été inventé pour donner aux exigences des industriels le statut de vertu universelle. Il faut se souvenir que John Foster Dulles, sans doute le plus agressif des secrétaires d'Etat des années d'après-guerre, y voyait l'élément central de la politique étrangère des Etats-Unis. Avant même la fin des hostilités, le Pentagone avait

mis des avions militaires à la disposition des éditeurs et des « grandes signatures » de la presse américaine pour qu'ils aillent prêcher aux dirigeants de onze pays alliés et neutres les vertus d'une presse libre - c'est-à-dire entre des mains privées - et de la liberté des échanges en matière d'information (2).

En 1946, William Benton, alors secrétaire d'Etat adjoint, déclarait : « Le département d'Etat entend faire tout ce qui est en son pouvoir, tant au niveau politique que diplomatique, pour contribuer à éliminer les obstacles artificiels à l'expansion, à travers le monde, des agences de presse, magazines, films ou autres moyens de communication américains appartenant au secteur privé. La liberté de la presse - et celle des échanges d'information en général - fait partie intégrante de notre politique étrangère (3) ». A l'ONU et à l'Unesco, lors des conférences internationales, les délégués de Washington ne relâchèrent jamais leurs efforts en faveur de la « libre circulation ». Bien entendu, ce plaidoyer avait aussi un autre objectif. Outre les avantages matériels qu'il procurait aux sociétés américaines, il avait de notables retombées dans la bataille de propagande engagée contre les pays - URSS et autres - ne pratiquant pas l'économie de marché.

Le soutien de l'Etat aux industries culturelles ne s'est pas limité à des initiatives idéologiques : un vaste programme d'aide à l'étranger fut mis en place après la guerre, avec, pour modèle, le plan Marshall (1948-1951), dont l'une des clauses subordonnait l'appui financier de Washington à l'ouverture du marché du pays bénéficiaire aux exportations culturelles américaines, et plus particulièrement aux films (4). Cinquante ans plus tard, M. Jeffrey D. Sachs, professeur à l'université Harvard et « missionnaire » de l'économie de marché dans plusieurs ex-pays socialistes, en rappelait un aspect généralement oublié : « Le plan Marshall avait deux caractéristiques principales : il était temporaire et impliquait des changements de politique dans les pays qui recevaient l'aide (5) ». Ignorant apparemment que cette stratégie était - et demeure - celle des Etats-Unis dans leurs rapports avec



NAM JUNE PAIK. - « Don Quichotte » (1989)

l'étranger, M. Sachs la présentait même comme une idée nouvelle...

Bien qu'elles soient plus indirectes, les énormes subventions du gouvernement fédéral, et en premier lieu celles du Pentagone, à la recherche-développement sont également très significatives. On estime ainsi à plus de 1 000 milliards de dollars, depuis 1945, les aides qui ont permis, entre autres, le rapide développement des ordinateurs et des secteurs de l'informatique et de l'intelligence artificielle. Ces industries, ainsi que les domaines de recherche qui s'y rattachent, ont largement contribué à la supériorité américaine dans les technologies de l'information, les réseaux informatiques, la création de bases de données, l'industrie des effets spéciaux et les systèmes de surveillance internationale, c'est-à-dire l'infrastructure de ce que l'on nomme aujourd'hui l'« ère de l'information ».

Autre action impulsée par l'Etat afin d'assurer la domination américaine dans ce secteur : le développement des communications par satellite. L'objectif de cette coûteuse entreprise était clair : déposséder du contrôle des vagues de l'information planétaire la Grande-Bretagne, alors hégémonique en matière de câbles sous-marins. Témoignant devant le Congrès en 1966, M. McGeorge Bundy, ancien conseiller pour la sécurité nationale du président Kennedy, et qui présida par la suite la Fondation Ford, déclarait : « Je faisais moi-même partie de l'exécutif au cours de la période qui déboucha sur la mise

en place de la Comsat (Communication Satellite Corporation). Je me souviens parfaitement de ce que les archives confirment en tout point : la Comsat fut créée pour donner aux Etats-Unis une position dominante dans les services internationaux de satellites commerciaux (6) ».

Dans son livre *Theories of the Information Society*, Franck Webster établit une distinction fondamentale entre les auteurs pour lesquels le monde d'aujourd'hui se situe en rupture avec le passé et ceux qui relèvent « des antécédents historiques et des continuités (7) ». Si Webster se range résolument dans ce dernier camp, son point de vue est loin de faire l'unanimité. Dans les décennies d'après-guerre, au moins trois variantes de la thèse de la rupture ont exercé une influence considérable en faveur du renforcement de l'idéologie capitaliste.

- (1) Paul Craig Roberts, *Business Week*, 13 janvier 1997.
- (2) *The New York Times*, 29 novembre 1944.
- (3) *Department of State Bulletin*, 1946, 14 (344), 160.
- (4) Thomas Guback, *The International Film Industry*, Indiana University Press, Bloomington, 1969. Lire aussi Genevieve Sellier, « Le précaton des accords Blum-Byrnes », *Le Monde diplomatique*, novembre 1993.
- (5) Jeffrey Sachs, « When Foreign Aid Makes a Difference », *The New York Times*, 3 février 1997.
- (6) *Progress Report on Space Communications*, audition devant la sous-commission des communications du Sénat, 2e session du 99^e Congrès, les 10, 17, 18 et 23 août 1966. Série 89-78, Washington, 1966.
- (7) Franck Webster, *Theories of the Information Society*, Routledge, Londres/New York, 1995.

Manière de voir

LE TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR

LE MONDE
diplomatique

Manière de voir

PROCHE-ORIENT

1967-1997

LA PAIX

INTROUVABLE



De la guerre
de 1967
à l'agonie des
accords d'Oslo

Au sommaire

■ La longue agonie des accords d'Oslo, par Alain Gresh. ■ Comment conjurer le risque d'une perpétuelle servitude, par Edward Said. ■ L'avenir brouillé des réfugiés, par Rosemary Sayigh. ■ Aspirations démocratiques en Cisjordanie et à Gaza, par Graham Usher. ■ Troublante normalisation de la société israélienne, par Dominique Vidal. ■ Les intellectuels et la paix au Proche-Orient, une perspective égyptienne, par Mohamed Sid-Ahmed. ■ De la menace israélienne au pent islamiste, par Mohamed Sid-Ahmed. ■ Quand l'Occident alimente la course aux armements, par Joe Stark. ■ Désordre persistant à Beyrouth, par Sami Kassab. ■ La Syrie refuse la capitulation, par Alain Gresh. ■ Ces choix hasardeux de la mort au hachemite, par Alain Rénan. ■ Blocage égyptien, par Mohamed Sid-Ahmed. ■ L'ombre de Washington, par Michael T. Klare. ■ Ce pétrole toujours plus convoité, par Nicolas Sarkis. ■ Malheur kurde, échec américain, par Kamel Mezian. ■ Le régime irakien décliné par les luttes de clans, par Fakhri A. Jabbar. ■ Irregularités en Arabie saoudite, par Alain Gresh. ■ Pousseuse conservatrice au Koweït, par Yehya Sadowski. ■ L'affrontement actuel n'est qu'une phase plus aiguë du conflit opposant Israël au monde arabe (juin 1967), par Eric Rouleau. ■ Les bases occidentales de la région : un « quadrillage » toujours menacé mais solide (juillet 1967), par Georges Chafetz. ■ L'Union soviétique a des raisons sérieuses de ne pas lâcher les pays arabes progressistes (juillet 1967), par Bernard Feron. ■ Le règlement du sort des réfugiés ne saurait être dissocié de l'ensemble du problème (juillet 1967), par Micheline Faumet. ■ Vieux plans, froide réalité (novembre 1973), par Claude Julien. ■ Les Palestiniens et la négociation (décembre 1973), par Pierre Roudot. ■ La liquidation de l'obstacle palestinien (juillet 1982), par Amnon Kapeliov.

Chez votre marchand de journaux

45 F ou par correspondance

BON DE COMMANDE

à retourner accompagné de votre règlement à : LE MONDE - vente au numéro - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris, France.

Je souhaite recevoir :

☐ exemplaires de *Manière de voir* 67-97 PROCHE-ORIENT LA PAIX INTROUVABLE [34]

Numéros encore disponibles :

☐ Le bouleversement du monde [25]
☐ Leçons d'histoire [26]
☐ Le sport, c'est la guerre [30]
☐ Le nouveau modèle américain [31]
☐ Scénarios de la mondialisation [32]
☐ Géopolitique du chaos [33]

Prix unitaire : France métropolitaine : 51 F (port inclus)
 DOM-TOM et étranger : 56 F (port inclus)

Reportez le montant total de votre commande :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Pays :

Edition France
 Organisé par Sezam et Mecklermedia
Internet World EXPO
 le rendez-vous des professionnels de l'Internet

22 & 23 septembre 1997 • Palais des Congrès • Porte Maillot • Paris

INTÉGREZ LE MONDE DE L'INTERNET

2 jours exceptionnels pour tout savoir sur le fonctionnement, les solutions, les nouvelles technologies et les opportunités Internet, Intranet, World Wide Web, Commerce Électronique.

En rencontrant les acteurs du marché : 100 exposants, 7000 m² d'exposition
 En participant aux conférences, tables rondes et démonstrations : 60 sessions gratuites

8 ateliers d'accès libre

Forum Internet • Espace Juridique • Net-Space • Studio Intranet
 Web Institute • Cybercafé • Centre des Nouvelles Technologies
 Centre Commercial Electronique

Internet World EXPO

هكذا من الامم

D'HORREUR MÉDIATIQUE d'Etat pour Washington

La première fut celle de Daniel Bell, qui planta le décor de ce qu'il appela la société postindustrielle (8), théorie dont Dan Schiller a pu écrire qu'« elle a utilisé sa prémisse - la singularité de l'information - et de sa production - pour en déduire une rupture historique complète, mais impossible à démontrer ». Elle s'est, par conséquent, désengagée des relations sociales de production prédominantes pour élaborer des modèles de développement social schématiques et sans prise sur la réalité. L'« information » s'est vu conférer une « aura d'objectivité » (9).

Après l'effondrement de l'Union soviétique, concrétisant le « triomphe » du capitalisme à l'américaine, Francis Fukuyama crut pouvoir annoncer la « fin de l'histoire » (10), à la grande satisfaction de tous les esprits fatigués des confrontations et des polarisations. A l'en croire, les conflits sociaux d'envergure appartenaient désormais au passé, et la condition de chacun devrait s'améliorer de manière régulière par le

libre jeu de forces pluralistes et bien intentionnées. Malheureusement pour cette fumeuse construction, les faits ont démenti que les forces en question œuvrent en sens contraire, et le capitalisme sans entraves est un puissant moteur d'accroissement des inégalités.

La dernière en date des théories de la rupture historique est clairement par les diverses composantes de la « foule électronique » : producteurs de matériels et de logiciels informatiques, qui raisonnent avant tout en termes de marchés potentiels, chercheurs et enseignants des universités high-tech et, ce qui est plus lourd de conséquences, hauts responsables gouvernementaux. Elle a trouvé son prophète en la personne d'Alvin Toffler, dont les nombreux ouvrages, devenus autant de succès de librairie, ont eu une influence considérable. Toffler décrit la société de l'ordinateur comme une « troisième vague » (11) se substituant à la société industrielle, laquelle avait succédé à l'ère agricole.

Gagner au XXI^e siècle

CES dernières années, c'est le magazine *Wired* qui s'est fait le chantre de l'ère des réseaux. Selon ce mensuel « branché », nous sommes au seuil, sinon déjà au cœur, d'un monde à la fois nouveau et merveilleux. Une ligne éditoriale qu'un observateur extérieur résume ainsi : « Les ordinateurs conduisent à une forme d'utopie ; un avenir rendu meilleur grâce à la symbiose entre l'homme et la machine. Une religion qui voit dans le cyberspace le média nous conduisant vers un « âge d'or » où la numérisation libérera l'esprit et nous permettra de transcender le corps et d'atteindre un niveau supérieur de conscience (12). » Dans un tel fantasme transcendantal, les problèmes plus terre-à-terre qui existent depuis le début de l'industrialisation - insécurité, pauvreté, chômage, exploitation - perdent évidemment tout intérêt. La lutte des classes, par exemple, se transforme en une simple opposition entre les favorisés d'Internet et ceux qui lui sont réfractaires (13).

Pourtant, *Wired*, les nombreux autres médias tout aussi enthousiastes, ainsi que les universitaires qui attribuent aux réseaux électroniques un pouvoir révolutionnaire, ne constituent tout au plus, que la brigade d'acclamation des développements impulsés par de puissantes forces économiques et par un Etat plus que jamais présent. On sait que la communication a été instituée comme priorité gouvernementale depuis le début du premier mandat de M. William Clinton en 1993. A l'instar de *Wired*, le président et son vice-président, M. Albert Gore, s'extasient devant la capacité des nouvelles technologies de l'information à transformer notre vie quotidienne et à surmonter les handicaps économiques et sociaux qui affligent l'existence moderne. Et ils viennent de proclamer la vocation d'Internet à se transformer en cybermarché (lire, page 16, l'article de Bernard Cassen).

En 1941, Henry Luce avait proclamé l'avènement du « siècle américain ». En cette fin de décennie, il semble que les responsables gouvernementaux en envi-

sagent un second, fondé, cette fois, sur la maîtrise de l'électronique. Tel est en tout cas le cœur du discours que tiennent deux anciens membres éminents de la première administration Clinton, M. Joseph S. Nye Jr., ancien secrétaire adjoint à la défense pour les affaires internationales et actuellement doyen de la Kennedy School de Harvard, et l'amiral William A. Owens, ancien vice-président du comité des chefs d'état-major. Selon eux, en effet, « c'est le XXI^e siècle, et non pas le XX^e, qui sera la période de la suprématie de l'Amérique. L'information est la nouvelle monnaie de l'économie globale, et les Etats-Unis sont mieux placés que tout autre pays pour optimiser le potentiel de leurs ressources matérielles et logicielles par le biais de l'information ». De plus, « le pays qui saura le mieux conduire la révolution de l'information sera le plus puissant. Dans l'avenir prévisible, ce pays sera les Etats-Unis (...), qui disposent d'un subtil avantage comparatif : leur capacité de collecte, de traitement, de maîtrise et de diffusion de l'information, qui, sans nul doute, s'accroîtra encore au cours de la prochaine décennie (14) ».

Autre voix tout aussi enthousiaste, celle de M. Daniel F. Burton Jr., vice-président chargé des relations avec les administrations chez l'éditeur de logiciels Novell : « Pionniers de l'économie (de réseaux), les Etats-Unis vont façonner son développement. Aucun autre pays ne dispose de la totalité des atouts nécessaires pour orienter son évolution : une imposante présence logicielle, des constructeurs de matériels de rang international, une industrie dynamique du contenu, un secteur des télécommunications en pleine déreglementation, une forte base de capital-risque, un marché du travail flexible et un système universitaire sans égal. » M. Burton en conclut que l'on se dirige vers « un monde de réseaux, composé de communautés électroniques commerciales et culturelles, un monde qui, paradoxalement, renforcera la position des Etats-Unis en tant que nation parmi les nations, au moment même où il désa-



PRODUCTION DE MICROPUCES CHEZ INTEL.
L'information, nouvelle monnaie de l'économie globale

grègera le système d'Etats-nations (15).

Tout se passe comme si ce raisonnement inspirait directement la politique stratégique américaine en matière de communication, politique que le président Clinton formulait ainsi : « Mon devoir, pour conserver aux Etats-Unis leur position d'avant-garde, est de nous adapter de manière à gagner au XXI^e siècle. » (16). M^{me} Charlene Barshevsky, représentante du président pour le commerce international, tint à peu près le même discours à la suite de l'accord sur la libéralisation des services de télécommunications, récemment conclu, au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Comme les industriels et les universitaires qui leur servent de faire-valoir, le gouvernement assigne à l'électronique un rôle révolutionnaire. Mais, tandis que les premiers proclament qu'elle est en train de faire accoucher d'un monde radicalement nouveau, l'Etat et ses gestionnaires, plus conscients des rapports de forces nationaux et internationaux, affichent clairement leur intention d'incorporer les nouvelles technologies dans les structures de contrôle et de domination qui ont historiquement fait leurs preuves.

Cela n'échappe pas à l'attention de ceux qui sont vulnérables à la puissance des Etats-Unis (lire, page 28, l'article de

des mesures de rétorsion (17)). Ce qui est plus facile à dire qu'à faire...

Le secteur de la communication occupe désormais le rôle central dans l'économie des Etats-Unis. En 1996, par exemple, deux géants de l'informatique, Microsoft (éditeur de logiciels) et Intel (fabricant de matériel), ont réalisé des bénéfices nets totalisant 11 milliards de dollars. Ces profits colossaux ont entraîné Intel au second rang des entreprises les plus rentables au pays, derrière General Electric et devant Exxon. Et ces deux exemples sont loin d'être isolés.

Au cours des années 90, on a assisté à une concentration du capital sans précédent, le secteur des médias et de la communication se situant en première ligne. Fusions, consolidations et augmentations du capital ont permis une formidable croissance des industries productrices de symboles. C'est ainsi que Time Warner et Disney-ABC Capital Cities, deux conglomérats au chiffre d'affaires de plus de 20 milliards de dollars chacun, produisent films, programmes de télévision, livres, magazines, disques, et étendent leurs activités aux circuits de diffusion de ces produits : réseaux câblés, chaînes de télévision, parcs thématiques, etc.

Pour avoir une idée des sommes en jeu, on peut prendre l'exemple de la trilogie de *La Guerre des étoiles*. Outre les entrées en salle, qui ont procuré 1,3 milliard de dollars de recettes, les jouets et les cartes de jeu ont rapporté 1,2 milliard ; les cassettes vidéo, 500 millions ; les cédéroms et les jeux vidéo, 300 millions ; les vêtements et accessoires, 300 millions, et les livres et bandes dessinées, 300 autres millions (18). Soit au total 4 milliards de dollars de bénéfices ! De la même manière, quelques douzaines de géants de l'informatique (matériel et logiciel) submergent le marché américain et mondial de leurs produits.

La production culturelle devenant partie intégrante de la production en général, l'économie politique de la culture - de sa mise en œuvre comme de sa consommation - s'impose désormais comme domaine crucial de recherche et d'analyse. Il y va de la capacité de résister à l'autorité matérielle et symbolique du « capitalisme triomphant ».

HERBERT I. SCHILLER.

(8) Daniel Bell, *The Coming of Post-Industrial Society*, Basic Books, New York, 1973.

(9) Dan Schiller, *Theorizing Communication: A History*, Oxford University Press, New York, 1996.

(10) Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, Pantheon, Paris, 1992. Pour une analyse de la manière dont le « coup » médiatique Fukuyama a été monté de toutes pièces par des bénéficiaires de la Fondation Olin, lire Susan George, « Comment la pensée devient unique », *Le Monde diplomatique*, août 1996.

(11) Alvin Toffler, *La Troisième Vague*, Denoël, Paris, 1982.

(12) David S. Bernbaum, « The Myth of Digital Nirvana », *Educum Review*, septembre-octobre 1996, vol. 31, n° 5. Lire également Herbert I. Schiller, « Des prétextes branchés de l'ère numé-

rique », *Le Monde diplomatique*, novembre 1996.

(13) John Perry Barlow, « The powers that were », *Wired*, septembre 1996.

(14) Joseph S. Nye Jr. et William A. Owens, « America's information edge », *Foreign Affairs*, mars-avril 1996.

(15) Daniel F. Burton, « The Brave New Wired World », *Foreign Policy*, n° 106, printemps 1997.

(16) John Markoff, « Clinton proposes changes in policy to aid technology », *The New York Times*, 23 février 1995.

(17) Craig Turner, « Canadian Official Hints at Trade War on Hollywood », *Los Angeles Times*, 11 février 1997.

(18) James Scurgold, « The Return of the Merchandiser », *The New York Times*, 30 janvier 1997.

- Les grands enjeux et débats de la période
- Une analyse détaillée de l'évolution des conditions de vie
- L'état de l'opinion et le mouvement des idées
- Le bilan de l'année pour chacune des 22 régions métropolitaines
- Une radioscopie complète de l'économie
- Les politiques conduites par l'Etat
- La place de la France dans le monde
- 130 auteurs spécialistes issus de nombreux centres d'étude et de recherche (CEVIPOF, OFCE, INED, DARES, IRES, Céreq, CNRS, INSEE...)
- 170 articles dont 110 inédits

L'ETAT DE LA
FRANCE
97-98

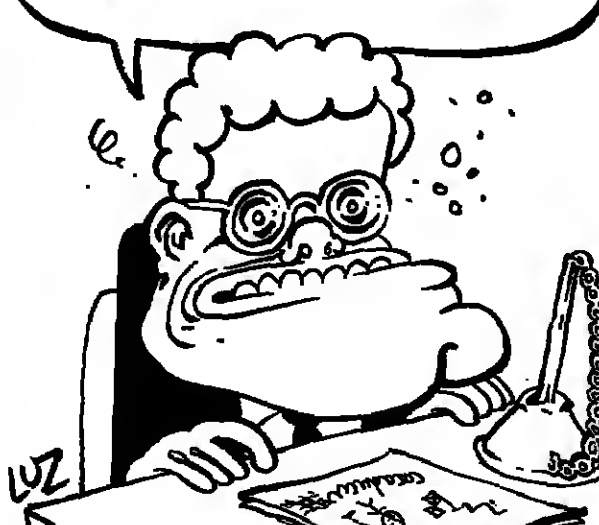


LA DÉCOUVERTE

165 F - 704 pages

LA DÉCOUVERTE

J'AI PAS D'IDÉE POUR
CHANGER LE MONDE!



T'AS QU'À LIRE
CHARLIE HEBDO
Tous les mercredis 10 F

DU SPORT

Tour de France

Aujourd'hui, les firmes pouvaient passer pour nationales (pour peu qu'on ne regardât pas de trop près la composition de leur capital), mais les équipes qu'elles patronnaient étaient internationales. C'était à quelques Américains et Colombiens près l'Europe économique qui tournait autour de la France.

Darrigade, Mahé, Stahinski, Walkowiak, Bourret : ces noms m'étaient trop familiers pour ne pas me vieillir un peu. Mais, malgré l'évidence de dates et de chiffres qui ne pouvaient vraiment me surprendre, j'éprouvai un choc en reconnaissant dans un restaurant la petite troupe de mes anciens héros, auxquels aucun fan ne pensait plus vraiment de demander une signature. Ce qui me frappa, c'est qu'ils avaient mon âge, à peu de choses près, alors que, dans ma jeunesse, dans leur jeunesse, je les voyais comme des héros précisément, c'est-à-dire comme des adultes magnifiés. Qui imagine qu'Hector et Achille (!) puissent avoir soixante ans ? Leurs cheveux blancs me révélaient leur jeunesse passée et je fus attentif, le lendemain, à celle, bien présente et bien vivante, des champions au nom prestigieux qui défendaient dans les rues de la ville.

Les équipiers de 1957 et la famille d'Anquetil furent de toutes les célébrations. 1997, après tout, c'était deux fois « vingt ans après », et le grand ancêtre avait tout fait à Rouen : il y avait grandi, vécu, transformé sa condition sociale et même gagné l'étape ! On assista à l'inauguration du quel, on se rendit au cinéâtre de Quimper. La télévision et la presse donnèrent quelque écho à ces épisodes. Mais ils ne se prêtèrent guère à la ferveur populaire et le culte des ancêtres laissait indifférents les tout jeunes gens aux yeux desquels Hinault apparaissait déjà comme un héros du temps passé. « Le Blaireau ! », s'exclama un commissaire en l'apercevant derrière la grille du conseil général, comme pour prouver à son entourage plus jeune ou ne sait quelle familiarité ancienne. L'important, c'était de reconnaître, seule manière pour le public populaire de participer.

Ce qui se mettait en scène progressivement, à travers même les ratés et les retards de l'organisation, c'était du temps pur, l'attente, l'attente du grand départ. La mise en place du podium sur le pont Concorde, la prestation de Germaine, star des pelles luxembourgeoises et symbole de la France profonde, qui attendait bien remplace la mère Denis dans le cœur des Français, le passage vrombissant d'une moto de la télévision : autant de signes de reconnaissance, autant de signes annonciateurs - un peu comme ces grands navires venus de loin dont la présence sur le fleuve laissait pressentir la mer toute proche.

Et puis ce fut l'embellie, le soleil du samedi matin, le mouvement et l'attente réconciliés. Chacun avait trouvé sa place

et, dès potron-minet, surgis de partout, des milliers d'hommes et de femmes, d'enfants et d'ados, se rangèrent plus ou moins sagement au long du corridor sacré. Dans le centre-ville toute circulation automobile était interrompue : seuls quelques cycles, de tous âges traînaient de-ci de-là, cabotins en diable, comme pour tirer quelque éclat de la proximité des pros. Toutes les rues avoisinant le parcours étaient « barrières » - c'était le oéologisme en vigueur sur le Tour.

Un restaurant proposait trois menus (du sprinter, du grimpeur, et du maillot jaune, ce dernier avec fromage et dessert) : je me demandai un instant pourquoi le maillot jaune devait se suralimenter. Un haut-parleur tonitruant nous invitait à acheter le T-shirt « officiel » du Tour.

L'Iliade et l'Odyssée

Il était 10 h 30 : nous allions assister (privilege de quelques rares équipes) à la reconnaissance du parcours. Le silence se fit. Soudain des applaudissements crépitèrent : à l'heure dite, fidèle au rendez-vous, une volée de jeunes gens joyeux et bavards (étaient-ce les Mapei ou bien les Telekom ?) fila à toutes pédales vers l'hôtel de ville et le boulevard de l'Yser, bientôt suivie d'autres essaims colorés. Deux heures durant nous vîmes ainsi passer et repasser les jeunes champions portant couleurs de leur équipe. Les plus avisés s'efforçaient de les reconnaître malgré leurs casques et leurs grandes lunettes noires, heaumes de ces nouveaux chevaliers, et ils les interpellaient par leur prénom : « Allez Bjorn ! Vas-y Tony ! », sans chauvinisme apparent, même si Richard Virenque suscitait les encouragements les plus fervents.

« Où sont les Français ? », demanda, anachronique, un jeune garçon à son père. « Mais partout, voyons ! », répondit celui-ci, inexplicablement agacé. Il ne suffit pas d'y être, on voudrait en être. Prononcer le prénom des coureurs, les noms des équipes (ooms de maquis et de firmes dont je suis prêt à parier que la

grande majorité des spectateurs ne savent pas plus que moi ce qu'ils désignent), reconnaître, appeler, c'est vouloir jouer avec les autres, refuser la solitude et l'anonymat, désirer le mouvement quand on reste sur place.

Seule la télévision offre un semblant de réponse à cet impossible désir, que le Tour exacerbe parce qu'il est doublement épique. A peine parti, le Tour se présente comme un retour - vers Paris, point fixe et final de la pérégrination chaque année renouvelée. C'est un voyage, c'est l'Odyssée. Mais c'est aussi l'Iliade, le combat quotidien où les champions s'affrontent au pied des ramparts. Pour en être sans y être, rien de tel que le substitut télévisuel qui enferme le mouvement dans l'écran. Je partis récupérer ma voiture dans un lointain parking. Il me fallait rentrer à Paris avant la fin du prologue et allumer la télé si je voulais retrouver l'Iliade sans perdre l'Odyssée.

MARC AUGÉ

(1) NDLR. Héros de la guerre de Troie, évoqués par Homère dans l'Iliade.



DÉPART D'UN CONTRE-LA-MONTRE
Désirer le mouvement quand on reste sur place

en quête d'un nouveau Dieu

dans l'attente de Valdano-Platon, et Angel Capa a opéré le saut de Fourier à Habermas. Ces théoriciens se sont même essayés à définir ce qu'est un football de gauche et un football de droite. A les en croire, cette distinction existe bel et bien. Ainsi Jorge Valdano affirme-il que « le football créatif est de gauche, tandis que le football de pure force, triomphe et brutal, est de droite (10) ». Refusant de considérer le football comme une simple « religion laïque », nos penseurs font la démonstration que ce sport relève de la rationalité.

D'ailleurs, comment imaginer une religion, même laïque, sans Dieu ? Selon certains, ce Dieu se nomme Ronaldo. Il a manifesté son omnipotence, par exemple, au cours du match entre Barcelone et La Corogne, en mai 1997. Le Barcelone FC, jouant sur son terrain, pouvait encore arracher la première place du championnat au Real Madrid, mais il lui fallait battre La Corogne comme ça. A quelques minutes de la fin, les deux équipes restent à égalité : le Barcelone FC a beau être une des meilleures équipes du monde, avec, à la pointe de son attaque, Ronaldo, il ne cesse de voir

ses offensives s'écraser contre la muraille de l'excellente défense galicienne. Ronaldo essaie à nouveau. Il tombe. On dirait un héros vaincu, le regard perdu à la recherche d'un signe que lui seul peut voir. Soudain, le ballon rebondit sur un joueur adverse et passe devant Ronaldo comme pour l'inviter à se lever et à danser avec lui la samba. L'athlète obéit à l'appel. Se lève d'un bond. Récupère le ballon de la pointe de sa botte, et regarde vers le but adverse. C'est l'instant de Ronaldo, cet instant technique et magique que seul Walter Benjamin aurait pu décrire. Comme oul, autre, il devine l'étroit couloir menant au but, démarre sa course, dribble les adversaires qui tentent de lui barrer la route, affronte le gardien qui s'est trop avancé. Et marque divinement...

Cet épisode épique s'inscrit dans la légende dorée d'un joueur à la mesure du XXV siècle. Combien de saints autistes de bien moins de minutes ont été canonisés par Jean Paul II ? Les journalistes ont d'ailleurs pavé le chemin de gloire de Ronaldo avec d'énigmatiques formules, comme « l'orgasme du football » ou « la poésie en mouvement »...

Mais Ronaldo n'est pas une simple invention médiatique. Costaud comme un avant-centre d'antan, rapide comme un sprinter, difficile à renverser, agile comme un danseur, technicien et magicien, c'est un joueur impressionnant auquel manque un peu le sens de l'équipe. Il sait se déplacer dans les vingt mètres qui précèdent le point de penalty, qu'il parcourt à des rythmes différents afin de déborder tous ses adversaires. Mais, pour devenir vraiment le meilleur joueur au monde, il lui faudra montrer qu'il possède le sens stratégique de Di Stefano, de Pelé ou de Cruyff et qu'il peut animer le jeu de toute son équipe.

Le Barcelone FC avait tiré Ronaldo du cul-de-sac hollandais où il se morfondait pour le lancer sur le marché mondial. Aujourd'hui, Ronaldo est convoité par les clubs les plus riches de la planète, en particulier par l'Inter de Milan. Et le Barcelone FC ne sait comment garder son précieux trésor. Ce qui jette la consternation dans toute l'Espagne. Même les supporters du Real Madrid, rival éternel du Barcelone FC, ont manifesté leur désir de voir Ronaldo rester en Espagne. Non par masochisme, mais par mythomanie,

afin que le football espagnol conserve « le meilleur joueur de notre temps ».

Oh qu'il aille, Ronaldo Nazario, ce Brésilien de vingt ans, est condamné à être bien plus qu'un joueur. Il représente le football de la postmodernité, biéophile, à la fois religion de masse et entreprise multinationale. M. Jose Havelange, président de la Fédération internationale de football (FIFA), n'a-t-il pas affirmé : « Ronaldo appartient au patrimoine du football mondial, et nous devons tous le protéger » ?

L'INDUSTRIE du football a toujours eu besoin de dieux pour croître et prospérer. Quatre décennies durant, cette fonction symbolique incombait à Di Stefano, Pelé, Cruyff et autres Maradona. Mais toute industrie doit renouveler ses mythes : la FIFA a donc choisi Ronaldo comme divin héritier de Maradona, à charge pour lui de régner désormais - sans césarine - sur la religion du football. Sur les épaules de l'agile et puissant corps de Ronaldo (fabriqué, semble-t-il, dans un laboratoire d'ingénierie génétique) repose le poids d'une des rares perspectives d'absolu qui demeurent. Si nul ne lui brise les jambes, il sera Dieu

durant une décennie. Mais Ronaldo est condamné à des relations difficiles avec ses futurs clubs, car ses managers ont énormément misé sur lui et veulent voir leur investissement rapporter au centuple. A cette dépendance s'ajoute celle de ses « sponsors » ainsi que celle de l'équipe nationale brésilienne. Ses problèmes seront d'autant plus aigus que la plupart des dirigeants de club ne sont guère préparés à avoir Dieu comme avant-centre.

En cette fin de millénaire, le football, qualifié d'« opium du peuple » au temps des dictatures, est devenu la drogue dure des démocraties. Il permet de répondre au manque de projet des sociétés globalitaires comme à la paradoxale solitude des masses. Ronaldo est un mythe créé par la FIFA pour nous faire croire à la religion du football. Mais il n'y a pas de religion sans Dieu. Et la place du Dieu du football reste vacante depuis que Diego Maradona s'est autodétruit.

MANUEL VÁZQUEZ MONTALBÁN

(10) Cf. le long entretien avec Jorge Valdano in Manuel Vázquez Montalbán, *Un Pelé en la corte del Rey Juan Carlos*, Albufera, Madrid, 1996.

LE MONDE diplomatique

Apocalypse

Ces deux cents sociétés qui consacrent le monde

TARIFS

	1 AN	2 ANS
France (y compris DOM-TOM, et pays à accord postalux*)	230 F	418 F
Tarif spécial (étudiants, lycéens, chômeurs, RMIers sur présentation d'un justificatif, France métropolitaine uniquement)	200 F	340 F
Etranger		
Vole normale (y compris Union européenne par avion)	290 F	538 F
Vole aérienne		
Tunisie	285 F	528 F
Autres pays d'Europe (sauf Union européenne, Suisse) Algérie, Maroc	310 F	578 F
DOM, Afrique francophone	330 F	618 F
Etats-Unis, Canada, Moyen-Orient	350 F	658 F
Amérique Centrale, Amérique du Sud, Mexique, Afrique anglophone, Japon, Chine, autres pays d'Asie	395 F	748 F
TOM	410 F	778 F
Océanie, Australie, Nouvelle-Zélande	435 F	828 F

Bulletin d'abonnement

(à découper, à photocopier ou recopier sur papier libre)

Oui, je souhaite m'abonner au Monde diplomatique.

Je vous indique la durée d'abonnement choisie :

☐ 2 ANS (24 NUMÉROS) ☐ 1 AN (12 NUMÉROS)

Je vous communique, ci-dessous, mes coordonnées :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Pays : _____

Je joins mon règlement de : _____ F. par :

☐ Mandat international en F.F. ☐ Carte bancaire

☐ Eurochèque libellé en F.F. ☐ Carte American Express

(les virements ne sont pas acceptés)

N° Carte bancaire : _____

N° carte A.E. : _____

Date de validité : _____

Signature obligatoire : _____

LE MONDE diplomatique

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :
Le Monde diplomatique, Services Abonnements
24, avenue du Général-Leclerc - 93046 Chantilly Cedex France

« FAIT ET À FAIRE », UN LIVRE DE CORNELIUS CASTORIADIS

Contre le conformisme généralisé

NOUS sommes en quête d'outils. Le fragile regain de l'activité civique, au sens fort du terme, devrait nous conduire à prêter plus d'attention à la pensée de Cornelius Castoriadis, philosophe de la radicalité politique. La récente publication du tome V des *Carrefours du labyrinthe*, intitulé *Fait et à faire* (1) tombe à pic pour nous permettre d'évaluer la philosophie de cet auteur à l'aune des besoins politiques de l'Europe actuelle.

Par ROBERT REDEKER *

Cornelius Castoriadis doit être rangé parmi les figures les plus fortes de la vie intellectuelle française de ce siècle. D'une lucidité prémonitrice dans ses analyses du système communiste et de sa bureaucratie dans les années 50 - qui furent une période non pas d'isolement, mais, comme il l'a dit magnifiquement, de solitude -, il est devenu une référence centrale à partir du milieu des années 70.

Grec, Castoriadis est arrivé en France en 1945 - à la même époque que la galaxie grecque de l'intelligence française, Kostas Papaioannou, Kostas Axelos, Nicos Poulantzas -, animant du début (1949) à la fin (1965) la revue *Socialisme ou Barbarie*, y écrivant parfois sous des pseudonymes (2). À partir de 1970, la collection « 10/18 » s'est mise à publier en plusieurs volumes ses contributions à *Socialisme ou Barbarie* sur le mouvement ouvrier et la société bureaucratique. À la fin des années 70, il participa à l'avenue intellectuelle de la revue *Libre* avec Miguel Abensour, Marcel Gauchet, Claude Lefort (qui était passé par *Socialisme ou Barbarie*) et Pierre Clastres.

À côté de son maître ouvrage, *L'Institution imaginaire de la société* (1975), Cornelius Castoriadis est l'auteur d'autres livres essentiels regroupés en une série commencée en 1978, *Les Carrefours du labyrinthe*, dont le cinquième tome, *Fait et à faire*, vient de paraître.

Fait et à faire s'offre sous la forme d'un bilan. Tout y est, comme dans chacun des paragraphes que cet auteur écrit depuis trois décennies. Le lecteur, lassé par certaines pages, ému par le fait-gant retour de certaines formules, trouvera peut-être qu'il assiste. Ce serait dans une époque où la production philosophique se caractérise par la mièvrerie éthico-subjectivo-kantienne et la tarte à la crème de la bioéthique - d'une injustice excessive. Ce serait surtout oublier que son écriture est, à partir d'un pool réduit de concepts fondamentaux, spirale (il se reprend sans cesse, s'autocritique, approfondit, médite...). Et ce serait également négliger à quel point cette pensée est expressive.

Chez ce penseur politique autogestionnaire se développe une philosophie de style classique très fortement structurée. Castoriadis nous donne des outils pour contester, pour édifier des barricades, pour envisager un socialisme de l'avenir, pour penser le changement du monde, pour désirer changer la vie politiquement. Alors que chez d'autres ces fadaïses insipides qui tiennent le haut du pavé philosophique (Luc Ferry, Alain Renaut, parmi bien d'autres) nous reconduisent dans les eaux aussi usées que tièdes du conformisme kantien (un Kant déproblématisé en même temps que dogmatisé, autrement dit fort mal compris). Avec quelques-uns - Henri Maler, Daniel Bensaid, Etienne Balibar,

* Agrégé de philosophie, membre du comité de rédaction de la revue *Les Temps modernes*, Paris.

par exemple - Cornelius Castoriadis, en dépit de ses faiblesses, fait exception dans le paysage misérable de la philosophie contemporaine.

D'où vient la forte attraction qu'exerce sa pensée ? Risquons une hypothèse. On peut distinguer dans cette pensée trois faces (politique, psychanalytique et philosophique), dont chacune, tout en étant irréductiblement identique à elle-même, exprime également en toute rigueur les deux autres.

Les dimensions politiques, philosophiques et psychanalytiques sont intégrées les unes dans les autres - en effet, la pensée de Castoriadis ne connaît pas de cloisonnements internes. Ainsi son discours politique est-il indissociablement lié à sa pensée psychanalytique et à sa pensée philosophique. Cette structure d'entre-expression totale des différentes faces de la pensée signe la puissante originalité de la démarche de Castoriadis dans l'histoire de la philosophie contemporaine.

Loin de se produire selon une plate logique d'exposition partie après partie, élément après élément, la pensée de Castoriadis fonctionne sur le mode de l'expression de la totalité d'elle-même dans chacun de ses éléments. Au cours de cette pensée expressive, irradiant chacune des trois faces, se trouve la découverte - doit-on dire : la création ? - propre de Castoriadis, le concept, entrevu mais vite occulté par Aristote puis par Kant avec son imaginaire transcendantal, d'imagination radicale. Notre auteur nous prévient : « Je n'utilise pas le terme *imagination* dans son sens hérité. »

Qu'est-elle, cette imagination radicale, centre autour duquel gravite toute la pensée de Castoriadis ? On peut accorder à l'auteur que l'imagination est l'occulte de toute l'histoire de la philosophie, du moins jusqu'à Gaston Bachelard (dont il n'est jamais question dans ce livre) et Castoriadis lui-même. Il ne faut pas rapporter, ainsi que l'on trop souvent fait les philosophes, l'imagination à la faculté des images. D'ailleurs, pour Castoriadis, l'imagination n'est pas une faculté. Souvent même, elle n'enveloppe rien de visible, ce qui oblige à rejeter le modèle scopique : « L'imagination par excellence est celle du compositeur musical. »

Le visuel est absent aussi de l'imagination sociale : les règles de comportement générées par celui-ci ne sont ni visibles ni audibles, elles sont signifiées. En général les conceptions philosophiques de l'imagination se signalent par leur extrême indigence (Descartes), quand elles ne sont pas marquées par la république (Pascal). Aristote donne quelques linéaments intéressants, relevés par Castoriadis, mais sans plus. Finalement, c'est Kant qui paraît le plus proche de découvrir le rôle radical de l'imagination : la fonction d'élaboration en lui accordant, sous le nom d'imagination transcendantale, une place dans le fonctionnement de l'ego transcendantal, « mais ce rôle, subordonné aux réquisits d'un connaître



MAX ERNST - « Rêve et révolution » (1947)

assuré, consiste en la production perpétuellement invariable de formes données une fois pour toutes. De même, l'ouvrage le plus problématique de Heidegger, celui que le penseur de Messkirch a par la suite pour ainsi dire renié, Kant et le problème de la métaphysique (3), œuvre de magnifiques perspectives qui demeureront sans suite.

Castoriadis renouvelle absolument la question. L'imagination radicale est l'activité par laquelle tout être vivant se fabrique son monde propre, à chaque fois singulier. Chez l'homme, cette imagination radicale crée en outre les « significations imaginaires sociales », socle de la vie collective, des religions, des institutions, du droit etc. Plus particulièrement, « l'imagination radicale du sujet humain et l'imaginaire social instituent ce qu'on appelle le monde. » C'est ex nihilo que cette imagination confectionne les structures de l'existence humaine : vitales, psychiques et socio-politiques. Castoriadis renverse la vulgate philosophique : loin d'être des productions de la raison, les constructions politiques, juridiques et morales sont des créations de l'imagination (la

raison étant elle-même une dérivée de l'imagination).

D'une façon générale, l'imagination radicale, dans les trois sphères qui sont celles de la vie, de la psyché, de la société, invente à chaque fois un « monde propre », un monde pour soi, qui invariablement se caractérise par la clôture.

L'imagination radicale humaine, défonctionnalisée, crée des formes qui sont à la fois des significations et des institutions - l'imaginaire social et politique, tantôt instituant, lorsqu'il sécrète de nouvelles lois, de nouvelles institutions, tantôt institué, lorsqu'il est figé en lois, règlements, institutions établies (4). Dans la plupart des sociétés, il est impossible de remettre en question les significations imaginaires fondamentales, le plus souvent religieuses, qui servent de base à cette société : si la pensée y est possible (il y a bien une pensée chrétienne, une pensée islamique), la réflexion (le « retour sur ») s'y révèle néanmoins exclue (il ne peut pas exister de réflexio chrétienne ou de réflexio islamique).

En quête d'une nouvelle radicalité

DANS la dimension sociale-historique pourtant est apparue - une première fois avec les Grecs, à travers l'invention conjointe de la philosophie et de la politique démocratique, puis une seconde fois avec l'Europe moderne, après des siècles d'obscurantisme chrétien - une création imaginaire particulière, « le projet d'autonomie » qui suppose une capacité d'interrogation (de réflexion) illimitée sur les principes.

La politique, la psychanalyse, la philosophie portent la charge d'approfondir ce projet d'autonomie pour le pousser jusqu'à une pleine réalisation dans l'espace public.

Qu'est-ce que l'autonomie ? Réponse de Castoriadis : « L'autonomie est l'existence d'une norme, à partir d'un contenu de vie effectif et en relation avec ce contenu. » Plus précis : « Nous concevons l'autonomie comme la capacité d'une société ou d'un individu, d'agir délibérément et explicitement pour modi-

fier sa loi, c'est-à-dire sa forme. » Aujourd'hui, ce projet paraît commun à la psychanalyse issue de Freud et, bien qu'il y soit tombé en sommeil, à la politique.

« Deviens autonome » : voilà l'impératif pratique qui, aux yeux de Castoriadis, domine les trois champs, politique, psychanalytique et philosophique.

L'objet de la politique consiste à créer, en se servant de l'imagination radicale, des institutions qui, une fois instituées, permettent l'accès de chacun à l'autonomie. D'après Castoriadis, « ces institutions tiennent ensemble parce qu'elles incarnent chaque fois un régime de significations imaginaires sociales. Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais de société purement fonctionnelle. »

Il semble que, depuis une vingtaine d'années, le désir d'autonomie se soit endormi chez les animaux politiques que nous sommes, que nous ayons oublié notre différence spécifique parmi les vivants, la politique, que nous nous soyons pris à la gîte d'un nouveau type anthropologique d'individu, celui du « conformisme généralisé » : une nouvelle clôture s'est refermée sur nous, celle de l'impérialisme économique dont Viviane Forrester (5) a si bien décrit l'insolite barbarie - pour Castoriadis, « le prix à payer pour la liberté, c'est la destruction de l'économie comme valeur centrale, et en fait, unique. »

À ce passage, Castoriadis remet plus ou moins salutairement à l'honneur des critiques tombées dans l'oubli : contre la république, contre le système représentatif (s'appuyant sur Rousseau, il estime que la forme politique d'autonomie par excellence est la démocratie directe, dans les conseils), contre le capitalisme et son pseudo-marché (le marché libre ne peut pas exister tant qu'existe le capitalisme). L'effondrement du marxisme-léninisme a recouvert ces critiques, qu'il serait opportun pourtant de reprendre à nouveaux frais. Il viendra bien un temps où, dans les ruines globalement stériles du marxisme historique, il faudra faire l'inventaire de ce qui peut encore nous servir pour reprendre notre chemin politique vers l'autonomie.

Quel contenu politique concret donner

à cette idée d'autonomie ? Quel héritage politique peut nous échoir de l'histoire du mouvement ouvrier, alors qu'il est désormais patent que le prolétariat ne peut pas avoir le rôle moteur que le marxisme lui attribuait ? Castoriadis répond par un superbe programme qui combine les plus hautes exigences de la politique humaine avec ce qu'a eu de meilleur l'idéal socialiste : « La réappropriation du pouvoir par la collectivité, l'abolition de la division du travail politique, la circulation sans entraves de l'information politique, la décentralisation la plus extrême des décisions, la souveraineté des consommateurs, l'autogouvernement des producteurs... » Il serait inconsciemment, à la lecture de ces objectifs, de taxer Castoriadis d'utopisme ; au contraire, loin d'être utopiques, tous ces projets sont réalisables car ils existent déjà en germes, à l'état embryonnaire, de façon extrêmement partielle.

Dans la mesure où Castoriadis confesse la profession d'analyste, le lecteur est fondé à se demander comment s'articule chez lui la psychanalyse à la théorie politique. La psychanalyse peut libérer les hommes pour la vraie politique, celle qui cherche à réaliser l'autonomie. Dans le thème psychanalytique se reflètent les concepts élaborés par Castoriadis dans les autres aspects de sa pensée, et vice-versa. La fin de l'analyse consiste dans l'émergence chez le patient d'une subjectivité réfléchissante et débarrassée, c'est-à-dire la plus autonome possible. À l'instar de la vraie politique et de la vraie pédagogie, l'analyse authentique est une praxis, c'est-à-dire une activité qui tient autant comme pouvant devenir autonome, que, par suite, essai de l'aider à parvenir à cette autonomie. La psychanalyse prépare les hommes à la liberté politique, les libère pour les rendre capables de bâtir cette liberté, de même qu'elle fournit un modèle réduit, un prototype en chambre de ce que l'activité politique pourrait être.

L'action et la pensée sont en quête d'une nouvelle radicalité, maintenant que la parenthèse léniniste s'est refermée, que le marxisme historique (policière) est tombé en poussière (6), que la social-démocratie n'a plus d'horizon, et que, parallèlement, la régression philosophique prend la figure de l'idéalisme moral en accompagnant et justifiant un capitalisme qui présente un visage plus odieux que jamais. Tenons la pensée de Castoriadis pour un compagnonnage intéressant dans cette recherche, un indispensable point d'ancrage dans la quête de nouveaux commencements civiques et politiques.

(1) Cornelius Castoriadis, *Fait et à faire*, Seuil, Paris, 1997.

(2) Paul Carton, Pierre Clastres.

(3) Martin Heidegger, *Kant et le problème de la métaphysique* (trad. Gallimard, Bibliothèque de philosophie, 1977). Les pages géniales de Heidegger sur l'imagination transcendantale chez Kant (de 183 à 243).

(4) Le conflit autour de la loi Débat sur l'immigration (février-mars 1997) a opposé l'immigratisme instauré (il faut obéir à la loi) et l'immigratisme instauré (il faut obéir à des lois imposées pour les rendre meilleures).

(5) Viviane Forrester, *L'Horreur économique*, Payot, Paris, 1996.

(6) Cette mort d'un certain marxisme (le marxisme policier, qui était tel à la fois en politique et en philosophie) est évidemment la chance du marxisme à recouvrir ces critiques, qu'il serait opportun pourtant de reprendre à nouveaux frais. Il viendra bien un temps où, dans les ruines globalement stériles du marxisme historique, il faudra faire l'inventaire de ce qui peut encore nous servir pour reprendre notre chemin politique vers l'autonomie.

Quel contenu politique concret donner

JEAN ZIEGLER



JEAN ZIEGLER
La Suisse, l'or et les morts

Un livre salubre qui fera date.
Claude Meyer Actualité juive

Un acte de résistance, un essai d'intervention pour faire abolir le secret bancaire et donner la parole à "l'autre Suisse".
Brigitte Pérold
Le Monde diplomatique

Editions du Seuil

حکذا من الاجل



Le dressage du jeune écrivain ou intellectuel, même s'il est doué au départ d'un grand talent, commence à partir du moment où il se propose de faire carrière : des salles universitaires aux écoles de creative writing (2), on lui inculque une adaptation forcée et progressive aux règles du consensus : le respect à l'égard des autorités supposées des institutions établies, la conformité de tous ses actes et de tous ses écrits à l'opinion dominante ou aux goûts du grand public.

Le dressage du jeune écrivain ou intellectuel, même s'il est doué au départ d'un grand talent, commence à partir du moment où il se propose de faire carrière : des salles universitaires aux écoles de creative writing (2), on lui inculque une adaptation forcée et progressive aux règles du consensus : le respect à l'égard des autorités supposées des institutions établies, la conformité de tous ses actes et de tous ses écrits à l'opinion dominante ou aux goûts du grand public.

Le dressage du jeune écrivain ou intellectuel, même s'il est doué au départ d'un grand talent, commence à partir du moment où il se propose de faire carrière : des salles universitaires aux écoles de creative writing (2), on lui inculque une adaptation forcée et progressive aux règles du consensus : le respect à l'égard des autorités supposées des institutions établies, la conformité de tous ses actes et de tous ses écrits à l'opinion dominante ou aux goûts du grand public.

Le dressage du jeune écrivain ou intellectuel, même s'il est doué au départ d'un grand talent, commence à partir du moment où il se propose de faire carrière : des salles universitaires aux écoles de creative writing (2), on lui inculque une adaptation forcée et progressive aux règles du consensus : le respect à l'égard des autorités supposées des institutions établies, la conformité de tous ses actes et de tous ses écrits à l'opinion dominante ou aux goûts du grand public.

Le dressage du jeune écrivain ou intellectuel, même s'il est doué au départ d'un grand talent, commence à partir du moment où il se propose de faire carrière : des salles universitaires aux écoles de creative writing (2), on lui inculque une adaptation forcée et progressive aux règles du consensus : le respect à l'égard des autorités supposées des institutions établies, la conformité de tous ses actes et de tous ses écrits à l'opinion dominante ou aux goûts du grand public.

Le dressage du jeune écrivain ou intellectuel, même s'il est doué au départ d'un grand talent, commence à partir du moment où il se propose de faire carrière : des salles universitaires aux écoles de creative writing (2), on lui inculque une adaptation forcée et progressive aux règles du consensus : le respect à l'égard des autorités supposées des institutions établies, la conformité de tous ses actes et de tous ses écrits à l'opinion dominante ou aux goûts du grand public.

Il y a une vingtaine d'années, l'un des jongleurs les plus conons de Marrakech accourait quotidiennement à la place Jemâ-el-Fna et s'installait à son poste habituel avec une cage pleine de pigeons. Une fois constitué le cercle des curieux autour de l'espace où il pratiquait son art, l'homme ouvrait la cage et ordonnait aux pigeons mâles de rejoindre d'une seule envolée le frontispice de la Banque du Maghreb. Le jongleur entamait alors une longue conversation avec les pigeons, entrecoupée de conseils et de questions, auxquelles celles-ci répondaient par des roucoulements et des roucoulements. D'informes des devoirs et des ruses de la bonne épouse, les pigeons paraissaient ensuite à la recherche de leurs compagnons et les ramenaient à la halle (1). Le public gratifiait de quelques pièces le discours rieur de la parfaite épouse et la soumission précise des mâles aux exigences du scénario.

Le jongleur disparaît un beau jour, mais le souvenir du dressage et de la discipline des pigeons ne s'est point dissipé. Ils rappellent la soumission, la conduite obéissante, conforme aux directives établies, de tout d'intellectuels qui, un peu partout, considèrent pourtant qu'ils se situent au-delà même de la modernité.

Le dressage du jeune écrivain ou intellectuel, même s'il est doué au départ d'un grand talent, commence à partir du moment où il se propose de faire carrière : des salles universitaires aux écoles de creative writing (2), on lui inculque une adaptation forcée et progressive aux règles du consensus : le respect à l'égard des autorités supposées des institutions établies, la conformité de tous ses actes et de tous ses écrits à l'opinion dominante ou aux goûts du grand public.

Tous thèmes considérés comme tabous pour le chercheur aspirant à une chaire, de même que les « anomalies » créatrices ne cadrant pas avec la perspective fixée par les maîtres de la mode du jour sont l'objet d'un traitement réducteur et « hygiénique ». L'ascension lente ou rapide de l'intellectuel sur les échelons supérieurs de la carrière dépendra non seulement de son sens très clair de l'opportunité de bouger telle pièce sur l'échiquier, mais également de sa capacité à refuser toute forme de savoir ou de connaissance qui ne serait pas immédiatement rentable.

Certains écrivains et intellectuels qui se prétendent modernes, et même postmodernes, ne se risquent jamais à voler au-delà du terrain connu : de leur cage, académique, corporatiste ou médiatique, ils volent jusqu'au frontispice de la Banque, puis y retournent. Le monde extérieur et ses drames ne les émeuvent ni ne les inquiètent. L'important, c'est le retour à la cage, le respect de tout ce qui est considéré comme respectable, et l'esquive précautionneuse à l'égard des dangers et des inimitiés qu'implique l'exercice ordinaire de la liberté.

« Ce qu'on ne peut pas dire ne doit pas se dire », écrivait ironiquement Larra (3), maillant déjà les capitulards. De nombreux auteurs et intellectuels modernes ont intériorisé cette maxime et choisissent fort soigneusement leurs maîtres et protecteurs. Toute critique et contre-enquête du passé, effectuée par quelqu'un d'étranger au sérail, au clan, même si ces

* Écrivain espagnol auteur de *La Longue Vie des Marx*, Fayard, Paris, 1995 ; *El Silo de los silos*, Almaguara, Madrid, 1995 ; et *Paisajes de guerra con Chechenia al fondo*, El País-Aguilar, Madrid, 1997.

DÉCISION. Ce premier numéro de la revue des études mondialisées publie les principales communications présentées, en juin 1996, lors du Forum de Montréal. On finit en particulier : « Les gouvernements peuvent-ils gérer ? » (Gustavo Ramonet), « Le nouvel ordre global » (Henry Kissinger), « Le défi de la productivité » (Michael E. Porter), « Céder des pays comme des entreprises ? » (Paul Krugman) et « L'euro en 1999 » (Jean-Claude Trichet), ainsi que le texte de Gil Rémillard, « La mondialisation des économies » (Vol. 1, n° 1, mai, trimestriel, 2,95 dollars, 1220, Avenue of the Americas, New York, NY 10104, États-Unis).

o **ETUDES INTERNATIONALES.** Un numéro spécial sur le thème : « La paix par l'intégration ? Régionalisme et perspectives de sécurité ». (Vol. XXVIII, n° 2, juin, trimestriel ; abonnement annuel : 45 dollars canadiens). Pavilium Charles-De Koninck, local 5466, université Laval, Québec, Canada G1K 7P4.

o **CARIERS D'ETUDES STRATEGIQUES.**

o **PRECISIONS.** - A la suite de la publication de l'article « Au carrefour des Balkans » dans le supplément sur Thessalonique (*Le Monde diplomatique*, juillet 1997), M. Aristidis Chalergopoulos-Stratis, directeur du bureau de presse et d'information de l'ambassade de Grèce en France, nous demande de préciser que :

- le « blocus » partiel imposé par la Grèce en 1994 contre la Yougoslavie est jugé par l'auteur comme étant « en infraction avec deux articles du traité de Maastricht ». Il s'agit là d'une appréciation arbitraire. La Cour de justice des Communautés européennes, dans son seul arrêt relatif à cette affaire, a donné raison à la Grèce en rejetant le recours de la Commission européenne qui demandait des mesures provisoires ;

- la Grèce a levé son « blocus » de son propre gré, en 1995, dans le cadre d'un accord intermédiaire, signé, sous l'égide de l'ONU, avec la Yougoslavie. Accord que l'auteur passe sous silence, bien qu'il précède, entre autres, la recherche d'un bon dénominateur à la médiation de M. Cyrus Vance. Or, bien que la note de pied de page explique, à juste titre, que la Yougoslavie (ex-République yougoslave de Macédoine) est le nom provisoire avec lequel « Skopje est reconnu internationalement », l'auteur persiste dans l'appellation « République de Macédoine », en anticipant sur la décision définitive du médiateur onusien et du Conseil de sécurité.

- Par ailleurs, M. Costas Similius est évidemment premier ministre de Grèce et non « premier ministre de la République de Macédoine ».

o D'autre part, M. Francis Soudubray, de Saint-Jean-de-Luz, nous signale que, dans son édition de la *Banque des Nations* (juillet 1997), Ignacio Ramonet reprend une citation : « le navire continue sur son air... » dans laquelle il faut lire « sur son erre ».

Comment l'Amérique conjugue-t-elle leadership, alliances et concurrence ? C'est le thème central du second rapport annuel de l'Observatoire stratégique des États-Unis. (N° 20, juillet 1997, 125 F. - 54, boulevard Raspail, 75006 Paris.)

o **WORLDWATCH.** Les fabricants américains de tabac à l'assaut du monde ; les espoirs imprudent d'une augmentation continue de la production agricole. (Vol. X, n° 4, juillet-août, bimestriel, 4,50 dollars. - 1776, Massachusetts Avenue, NW, Washington DC 20036, États-Unis.)

o **THE ATLANTIC MONTHLY.** Un article éclairant remet en question l'orientation des écoles américaines vers un « tout-informatique » et établit que les énormes sacrifices faits en ce sens ont « des effets au mieux négligeables, au pire nuisibles ». (Vol. 28, n° 3, juillet, mensuel, 2,95 dollars. - 1220, Avenue of the Americas, New York, NY 10104, États-Unis.)

o **L'ANNÉE EUROPÉENNE.** En une cinquantaine d'articles, parfois assez institutionnels, un panorama complet des grands dossiers de l'Europe : monnaie, sécurité, industrie de la défense, institutions, citoyenneté, transports, communication, avec des coups de projecteur sur l'Allemagne, l'Europe centrale et orientale, la coopération avec l'Afrique. (Ampel, 1997, 100 F. - 47, rue de l'Université, 75007 Paris.)

o **REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.** Une étude sur l'emploi atypique dans l'Union européenne, et une typologie des conflits de travail en Europe occidentale. (N° 1, printemps, trimestriel ; abonnement annuel : 336 F. - Bureau international du travail, CH-1211 Genève 22.)

o **LA REVUE NOUVELLE.** Retour sur l'« affaire Durieux », mais pour examiner, un an après, les leçons que la Belgique a pu en tirer et le bilan d'un « mouvement citoyen ». (N° 7-8, juillet-août, mensuel, 60 FF. - Boulevard Général-Jacques, 126, 1060 Bruxelles.)

o **TOUTIL.** République et wallon, cette jeune revue traite à la fois d'économie et de politique belges, de médias, de culture, de littérature, de sexualité. (N° 3, juin 1997, mensuel ; abonnement : 10 numéros, 1 000 FF. - Rue du Bols-de-l'Écluse, 4, B-7830 Gratz, Wallonie.)

o **CAMBRIDGE JOURNAL OF ECONOMICS.** La discrimination salariale entre hommes et femmes dans une ville industrielle russe. L'entreprise est-elle un individu ? Une critique de l'école économique de Chicago. (Vol. XXI, n° 4, juillet, bimestriel, 45 livres sterling par an. - Oxford University Press, Great Clarendon Street, Oxford OX2 6DR, Royaume-Uni.)

o **LA NOUVELLE ALTERNATIVE.** Une vingtaine d'articles sur les universités et les étudiants dans le postcommunisme. (N° 46, juin 1997, mensuel, 70 F. - 44, rue de l'Amiral-Mouches, 75014 Paris.)

o **ETUDES RURALES.** « Paysans au-delà du mur », de la Lituanie à l'ancienne République démocratique allemande. (N° 138-140, avril-décembre, trimestriel, 240 F. - CID, 131, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.)

o **CEMOTI.** La Caspienne, une nouvelle frontière, avec ses énormes enjeux pétroliers, les appels des puissances étrangères, les rivalités

DE LA SOUMISSION DES INTELLECTUELS

Pigeons apprivoisés

Tournant le dos à la réalité sociale, de nombreux intellectuels donnent l'impression d'avoir capitulé et de s'être soumis, eux aussi, aux lois des médias, aux impératifs de l'audience et à l'ambition du profit.

Par JUAN GOYTISOLO *

démarches sont essentielles, seront systématiquement occultées, tandis que n'importe quel octroïphage ataracté ou familier versatile sera élevé au rang de maître.

Dis-moi qui tu cites, te le dirai qui tu es. Les auteurs cités par les intellectuels apprivoisés appartiennent toujours à ce patrimoine télévisuel qui, poli par des siècles de manipulation et d'occultation, dessine le profil de ce qu'on appelle, sans rire, l'« authentique identité nationale ».

La tâche solitaire et ascétique de l'écrivain - tout esprit critique, tout goût pour la recherche ayant été définitivement sacrifiés ou seulement mobilisés pour de bruyantes querelles avec les rivaux qui forment l'ombre à sa carrière ou menacent ses positions médiatiques si durement acquises - cède le pas à l'ambition, parfois obsessionnelle, de vendre son image (covenablement lustrée, et garnie, si besoin est, d'une bonne dose de docilité canine) et de promouvoir la diffusion de ses livres (la quantité serait-elle synonyme de qualité ?).

Le souci fébrile d'occuper constamment la scène, de dire seulement ce qui est d'actualité, et d'écrire dans l'unique but de gagner de nouveaux lecteurs pour se situer en tête des champions des ventes, telles sont les manifestations, vraiment pathétiques, d'une vanité et d'égolatrie après tout modestes dans la mesure où elles se contentent d'obscures doutes, de flatteries et de cliques télévisuelles ou cybernétiques.

Le pigeon apprivoisé ne vit que dans le présent, attentif aux oeu-

veaux courants et aux modes passagères, sujet à ses régulations et à ses

normes, esclave de ses fluctuations et de la variabilité des thèmes de l'actualité. Il ignore l'arbre de la littérature à laquelle il appartient et auquel, normalement, il devrait se greffer. Au lieu de se mesurer aux morts et forger sa statue par rapport à eux, il se dispute ou s'accommode avec les vivants : il se fonde au sein d'écuries éditoriales ou de groupes de pression. Le jeu d'échecs, et non pas la littérature, est l'art qu'il vénère. Bien que libéré des servitudes totalitaires - répression, peur, censure -, il assume de manière volontaire les contours de son profitable apprivoisement.

Déconnectés de la réalité historique de leur propre culture et adeptes de la culture inventée, les intellectuels apprivoisés embrassent sans réserve les concepts et les valeurs proposés par des bonzes et des mandarins. Leurs points de référence se situent exclusivement dans le présent et si l'un d'eux cite, par exemple, Cervantes, et affirme avec une certaine désinvolture que le *Quichotte* est son livre de chevet, comment ne pas conclure qu'il s'en sert comme oreiller ? La féconde coartation cervantine n'apparaît, en effet, dans aucun de ses écrits.

Les critiques qui prétendent tout savoir, qui citent Mikhaïl Bakhtine (4) sans l'avoir lu, devraient se rappeler les réflexions du grand maître russe : « Une œuvre ne peut vivre dans les siècles à venir si elle ne se nourrit pas des siècles passés. Si elle était seulement née dans le présent, si elle ne prolongeait pas le passé et ne se reliait pas substantiellement à lui, une œuvre ne pourrait pas vivre dans le futur. Tout ce qui appartient uniquement au présent s'éteint avec lui. »

LES imitateurs mouronniers et les singes sont facilement repérables, soit parce qu'ils se soumettent servilement à un modèle et à des postures préalables, soit parce qu'ils s'arrogent par générations en fonction de canons fixés par les maîtres « normalisateurs ». Peu à peu, ils se dépouillent de leurs traits originaux et de leur sentiment de révolte potentiellement nuisibles à la confrérie qui les parraine, ils deviennent de plus en plus creux, vides, spongieux à l'intérieur de leur cage, et ils affaiblissent d'année en année la modulation de leurs gazouillis et de leurs roucoulements.

Ils ignorent que, en renonçant à se mesurer aux morts - en réalité vivants dans le temps loog dont parle Bakhtine -, ils se condamnent eux-mêmes à une existence éphémère et à une mort définitive.

Comment ne pas songer à ce vieux dicton, synonyme d'amour de la liberté : « Il vaut mieux être oiseau de bois que de cage. » Imaginons un instant Gustave Flaubert - pour ce citer qu'un exemple - plongé dans la coartation ironique des pigeons apprivoisés de la place Jemâ-el-Fna...

(1) Le cercle des spectateurs.
(2) Cours de création littéraire.
(3) NDLR. Mariano José de Larra, né à Madrid (1809-1837), pamphlétaire et auteur dramatique de la période romantique, auteur notamment de *Macias* (1834), est considéré comme le meilleur journaliste espagnol de son temps.
(4) NDLR. Mikhaïl Bakhtine (1895-1975), théoricien russe, historien de la littérature, auteur entre autres de : *Esthétique et théorie du roman*, Gallimard, Paris, 1987, et *L'œuvre de François Rabelais et la culture populaire au Moyen Âge et sous la Renaissance*, Gallimard, Paris, 1982.

DANS LES REVUES

(N° 1208, juillet-août, bimestriel, 70 F. - 40, rue de la Duée, 75020 Paris.)

o **DEPARTMENT OF HUMANITARIAN AFFAIRS NEWS.** Un numéro en anglais (traduction française disponible à partir de la mi-juillet) consacré aux femmes en situation d'urgence à travers le monde. Plutôt que de décrire les femmes en victimes, ce magazine a choisi de souligner leurs atouts. (Avril-mai, publication gratuite cinq fois par an, sur demande. - Service des publications du département des affaires humaines (DHA), C 217 Genève 10, Suisse.)

o **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES.** Le dossier, consacré à la pensée de l'État moderne, analyse la situation chinoise, les questions de la raison d'État et du classement des sans-abri. Le supplément *Libre* traite de la Scandinavie, du marché unique contre la culture et de l'« affaire Sokal ». (N° 118, juin, trimestriel, 69 F. - Éditions du Seuil, 27, rue Jacob, 75006 Paris.)

o **TRANSVERSALES SCIENCE/CULTURE.** Une question que pose Jacques Robin : « Lionel Jospin conduira-t-il une transition féconde ? » Également au sommaire, un dossier sur les nouvelles technologies et la démocratie, et une contribution sur les défis du progrès en biologie. (N° 46, juillet-août, bimestriel ; abonnement annuel : 400 F. - 21, bd de Grenelle, 75015 Paris.)

o **ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES.** Un dossier sur la « voie étroite » entre l'emploi et l'aurore dans laquelle s'est engagée M. Lionel Jospin. Également au sommaire : les pièges de la libéralisation en Inde, et un guide pratique des économistes en France. (N° 150, juillet-août, mensuel, 20 F. - 28, rue du Sentier, 75002 Paris.)

o **VACARMIE.** Réduire le temps de travail : et après ? La parole des experts et leur rôle démocratique. Riches ou pauvres : qui est la « minorité » ? (N° 3, juin-juillet, bimestriel, 38 F. - 54 bis, rue de Lancry, 75014 Paris.)

o **VILLAGE.** Un dossier complet sur « Quitter la ville », avec une série de reportages sur les difficultés et les réussites de la migration des urbains vers le milieu rural. (N° 27, juillet-août, bimestriel, 30 F. - La Carrière, 61100 La Carrière.)

o **VOICANS.** Un dossier sur « Le séisme » : un article de José Esteban sur « La répression au Guerrero (Mexique) », (N° 27, 66, trimestriel, 30 F. - 21, rue Voltaire, 75011 Paris.)

o **TERRITOIRES.** La revue de la démocratie locale « consacre ce numéro à l'Amérique latine, dont elle relate - en coopération avec le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) - les expériences de quartiers en difficulté. (N° 378, mai 1997, mensuel, 45 F. - 108-110, rue Saint-Martin, 75001 Paris.)

o **RAW MATERIAL REPORT.** Comment exploiter des mines à petite échelle ? Les expériences, de l'Afrique du Sud au Brésil. (Vol. XXII, n° 3, trimestriel, PO Box 44 062, S-100 73 Stockholm, Suède.)

o **HOMMES ET MIGRATIONS.** Dossier spécial consacré à l'Australie. S'achève-t-on vers la fin du multiculturalisme, alors que monte en puissance un certain populisme de droite ?

o **LA REVUE EL.** La déposition des homosexuels durant la seconde guerre mondiale : la vie gay et lesbienne en Chine. (N° 4, printemps, trimestriel, 60 F. - C/o C. Miles, 90, rue de Mantes, 75010 Paris.)

o **REVUE D'HISTOIRE DE LA SROAH.** Avec notamment le fameux article censuré de l'historienne Annie Lacroix-Riz sur « Les élites françaises et la collaboration économique : la banque, l'industrie, Vichy et le Reich ». (N° 159, avril-mai 1997, 75 F. - 17, rue Geoffroy-L'Assier, 75004 Paris.)

o **ALTERNATIVES NON VIOLENTE.** Une étude sur les nouvelles technologies et la démocratie. Plus de 100 monuments récents, les justifications économiques du phénomène et ses incidences sur l'environnement y sont également analysés. (N° 103, 46, trimestriel, 58 F. - BP 27, 13122 Ventabren.)

o **COMMUNICATION ET LANGAGES.** Une étude sur les médias électroniques et la langue française. Également : une réflexion sur le citoyen, le politique et le journaliste, et une recherche sur la langue des cités. (N° 112, deuxième trimestre, trimestriel, 69 F. - 1, rue du Départ, 75014 Paris.)

o **NOTRE HISTOIRE.** Un régal pour les amateurs : soixante-dix pages sur les églises romanes de France sous les angles historique, architectural et artistique. Plus de 100 monuments recensés. (N° 146, juillet-août 1997, mensuel, 38 F. - 12, rue Ampère, 75017 Paris.)

o **LES PÉRIPHÉRIQUES VOUS PARLENT.** Des entretiens avec Didier Lévry : L'entreprise rebelle - et avec Honoré Rubekoto : Solitude, solidarité, lune ». et des textes de Christophe Yagüe (« Commerce des dissidents ») et de François Bouchard (« Le devenir amoureux »). (N° 8, juillet, trimestriel, 30 F. - BP 46, 75468 Paris Cedex 10.)

o **POSITIF.** Un superbe numéro spécial dédié à « La comédie musicale, de Broadway à Hollywood » : et l'analyse des quatre-vingts films de Canaux. (N° 437-438, juillet-août, mensuel, 60 F. - 12, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris.)

o **CULTURES EN MOUVEMENT.** Un débat sur « Tendresse dans la civilisation ? », avec un texte de Roger Dadoun et un entretien avec Edgar Morin. (N° 4, août-septembre, trimestriel, 40 F. - 24, rue des Ecoles, 75005 Paris.)

A Berlin, avec Les Amis du Monde diplomatique

Après Londres, Berlin. Du 9 au 12 octobre, Les Amis du Monde diplomatique organisent, avec un membre de la rédaction du journal, un voyage pas comme les autres dans la nouvelle capitale de la République fédérale. Pour mieux découvrir la ville, une série de rencontres (avec traduction) sont prévues : on parlera de l'Allemagne d'aujourd'hui avec des intellectuels ; de sa vie politique avec des responsables du SPD, du PDS et des Verts ; de la culture à Berlin avec des créateurs ; de journalisme à la rédaction de Tageszeitung, le quotidien qui édite *Le Monde diplomatique* en allemand ; et d'histoire au mémorial de Wannsee... Mais le programme n'oublie pas pour autant la visite de la ville et de ses musées, ni l'indispensable soirée à l'Opéra.

Pour plus renseignements, s'adresser à Inter Échanges, 9 bis, rue de Valence, 75005 Paris. Tél. : 01-43-37-42-69. Fax : 01-45-35-07-99.

LES LIVRES

PANAMA, UN PAYS OU UN CANAL ?

Une drôle leçon de Realpolitik

LE TAILLEUR DE PANAMA, de John Le Carré, traduit de l'anglais par Mimi et Isabelle Parris, Le Seuil, Paris, en librairie le 27 août 1997.

Le nouveau roman de John Le Carré, *Le Tailleur de Panama*, débute sur le recrutement forcé de Harry Pendel, le tailleur du titre, par un jeune puppy des services secrets britanniques, Andy Osmard, fraîchement débarqué en Amérique centrale. Puisque Harry habille et fréquente les membres les plus influents de la société panaméenne, il est mis en demeure de fournir les renseignements qu'il aura su glaner lors des séances d'essayage, des visites chez ses clients, des dîners en ville... Osmard s'assure facilement la collaboration de notre tailleur, que son casier judiciaire et quelques investissements imprudents ne mettent pas en position de refuser.

Que veut Londres ? Envisager ce qui se passera lorsque le canal et sa zone seront remis par les États-Unis aux mains des Panaméens en 1999, comme le prévoit le traité Torrijos-Carter de 1977 ? Évaluer les positions des forces politiques, connaître les intentions des milieux d'affaires, deviner les réactions des puissances étrangères. Il semblerait que « *Londres rêve d'un mouvement pour la liberté, l'ère des classes moyennes, orgueil et vigueur, prêt à soutenir la démocratie tout son feu* ». Aussitôt révé, aussitôt fait : Harry se met à fournir des informations, Andy Osmard à les transmettre, Londres à les payer en espèces sonnantes et trébuchantes.

Mais ensuite, « quel Panama ! » (c'est l'épigraphie du livre, expliquée par Le Carré, qui signale que cette expression française du début du siècle était utilisée pour décrire une situation inextricable). En effet, confusion et comique s'installent, puisque toutes les parties concernées jouent double ou triple jeu. Chacun manipule et dissimule, les fonds ne parviennent pas à leurs vrais destinataires, les informations fournies sont de pure fantaisie... Le roman s'en donne à cœur joie dans l'utilisation du schéma comique et plein de suspense des trompeurs-trompés... Jusqu'à ce que les choses tournent très mal. Car, hélas ! Harry Pendel a trop bien répondu aux souhaits de Londres et, emporté par la passion créatrice que lui a donnée son vrai métier, il a habillé et étoffé des faits extrêmement maigres.

Les inventions du tailleur vont, bien malgré lui, causer la mort d'un de ses amis et fournir un prétexte providentiel aux Américains et à leurs alliés britanniques pour lancer une intervention armée à Panama. Un déluge de feu (sans de code « Passage sûr ») s'abattra à nouveau sur les quartiers pauvres de la capitale, entraînant à Harry et au lecteur l'opération « Justice Cause » déclenchée, en décembre 1989, par le président George Bush contre le général Noriega et effectuée, elle aussi, croix de bois croix de fer, « *en son nom de la démocratie* », et menée, foi de journaliste occidental, « *sans effusion de sang* ».

Le Tailleur de Panama, impeccable roman d'aventures politiques, est d'une délectation constante. Autour d'un épisode concernant la lutte pour le contrôle d'un petit pays, Le Carré fait succéder, avec entrain, ruses, parades et coups fourrés. Il donne en même temps un croquis (sociologique, historique, géographique...) réussi d'une république d'Amérique centrale. Le livre possède aussi, comme il est habituel chez l'auteur, le côté sombre que lui apporte sa méditation sur le rôle, le monde des individus et des nations. On pense à Graham Greene, grand connaisseur du Panama et ami du général Omar Torrijos.

MESURÉ à l'aune éthique de Le Carré, Harry Pendel, ex-tailleur et espion débutant, ne s'en tire pas mal, contrairement aux grandes et moyennes puissances du monde et à certains de leurs valeurs. Avec les aventures du tailleur, le roman démontre incontestablement que les grandes nations ne s'embarassent ni des réalités, ni des rêves, ni des ruses des petites nations, ou plutôt qu'elles savent toujours les utiliser, les détourner, les modeler selon leurs propres intérêts (ici, le contrôle du canal). La République de Panama, explique Le Carré, est tristement habituée au discours de ses maîtres. Celui-ci, rarement formulé par des paroles, est le plus souvent exprimé par des interventions militaires « *éclairés* » : « *Tenez-vous bien, les petits, ou sans quoi...* ». Et mettez-vous dans la crâne une fois pour toutes que vous êtes un canal, pas un pays.

Mais même lorsque « les petits » se tiennent bien, les maîtres, pour des raisons ou des raisons qui leur sont propres, peuvent juger bon de rappeler vigoureusement qu'il doit conserver le contrôle de quoi. *Le Tailleur de Panama* est ainsi une dure et drôle leçon de realpolitik.

CLAUDE GRIMAL

CINÉMA

REGARDS SUR LE CINÉMA ÉGYPTIEN. - Yves Thoreval, préface de Jean Lacouture

* L'Harmattan, Paris, 1996, 2^e édition, 164 pages, 710 F.

L'époque n'est pas si lointaine où le classement des industries cinématographiques par aires géopolitiques faisait apparaître, sous la rubrique générale de « tiers-monde », deux pays qui tenaient, tant pour la production que pour l'exportation, une place essentielle : l'Inde et l'Égypte. La deuxième édition française de l'ouvrage d'Yves Thoreval vient à point nommé pour rappeler qu'un soixante-quinze années d'existence le cinéma égyptien fut longtemps, et demeure sans doute, la figure de proue des cinémas africains et arabes. Devenu un phénomène de culture à l'époque nassérienne, il est une plongée dans la société civile dont il raconte l'émergence, dans les rues et les salles de la vie quotidienne.

Mais cette réactualisation permet de mesurer l'état de détresse matérielle de cette industrie (plus de 3 000 longs métrages en soixante-quinze ans d'existence) depuis vingt ans. Quatorze longs métrages ont été produits en 1996, contre une moyenne de soixante dans les années 80, sans compter des salles en constante raréfaction. Le repli de la production des studios du Caire coïncide avec un nouveau désengagement de l'État, un marché du cinéma concurrencé par la télévision et les piratages vidéo, inondé de sous-produits culturels principalement américains, la pression sectorielle de censeurs « fondamentalistes ».

RUDOLF EL-KAREH

LA CRITIQUE DE CINÉMA EN FRANCE. - Collectif sous la direction de Michel Ciment et Jacques Zimmer

* Ramsay Cinéma, Paris, 1997, 434 pages, 249 F.

On connaît le poids de la critique cinématographique en France et à l'étranger, mais il est parfois difficile de l'évaluer, en dehors des journaux et revues « influents », tels *Le Monde*, *Libération*, les *Cahiers du cinéma* ou *Positif*, pour ne citer que les principaux. Voici le premier ouvrage « de fond » entièrement consacré à la critique de cinéma en France, publié sous l'égide du Syndicat français de la critique de cinéma.

Ce livre traite du phénomène sous un angle

triple : une histoire de la critique française de 1895 à nos jours ; une anthologie comportant neuf essais sur « la critique vue par elle-même » et quarante-cinq exercices pratiques par les auteurs les plus prestigieux, de Louis Delluc à Georges Sadoul et de Jean-Louis Bory à Serge Daney ; enfin, un dictionnaire imposant de 312 critiques de cinéma, morts ou vivants, où Dieu et Satan reconnaîtront les leurs, les absents ayant forcément tort !

Cette mise en perspective du métier de critique permet de faire le point sur « une activité qui fait partie intégrante de notre culture, et dont on ne mesurerait véritablement le rôle que si elle venait à disparaître ou à s'effriter dans une parodie d'elle-même », comme l'affirment, dans leur avant-propos, Michel Ciment et Jacques Zimmer.

MAX TESSIER

L'ÉCRAN POST-MODERNE, UN CINÉMA DE L'ALLUSION ET DU FEU D'ARTIFICE. - Laurent Jullier

* L'Harmattan, coll. « Champs visuels », Paris, 1997, 203 p., 120 F.

Le postmodernisme en art, appliqué au cinéma, a créé une catégorie de films qui par leur forme et les conditions de leur projection « enveloppent et transportent les spectateurs ». La généralisation des technologies telles que le Dolby Stereo, le grand écran, le montage serré de plans brefs et souvent violents, accompagnés des récits sans contenu véritable, politiquement inoffensifs et consensuels. Les esthétiques de la publicité, du vidéo-clip et du cinéma commercial se confondent avec la conception d'un story-board puis dans l'esprit du public.

La grande entreprise de déverrouillage par l'image, le clonage des plans et des cultures ont été imaginés à Hollywood et récupérés en Europe et ailleurs. Laurent Jullier, maître de conférences à l'université de Metz, convoque la mémoire de Christian Metz et de Serge Daney et analyse avec brio les crises du récit traditionnel, les films-concerts et les effets des nouvelles technologies telles que le numérique ou le morphing, à même de rendre d'une manière crédible toute image manipulée.

CARLOS PARDO

IDÉES

MÉDITATIONS PASCALIENNES. - Pierre Bourdieu

* Le Seuil, coll. « Liber », Paris, 1997, 306 pages, 140 F.

« Descartes, notre contemporain », « Proust, Baudelaire, X ou Y, tellement actuels qu'il faut les lire de toute urgence », lit-on sous la plume des demi-diables ou des hommes politiques qui, en feignant de s'effacer, s'affichent devant telle ou telle figure de la pensée ou de l'action. Loin d'extraire les textes de leur contexte, Pierre Bourdieu offre l'œuvre posthume en lutte contre une vision scolastique ou spectaculaire, qui annule la haine incessante des créateurs à l'extérieur de leur champ. Réinvestissant la puissance critique de Pascal, fustigeant « la vision scolastique » qui méconnaît le sens pratique des individus, il étudie son analyse à la réalité sociale de notre temps. L'auteur des *Pensées* notait que « la faiblesse de l'homme paraît bien davantage en ceux qui ne la connaissent pas qu'en ceux qui la connaissent ». Pierre Bourdieu montre comment la connaissance des déterminations sociales qui placent sur l'homme peut l'arracher à la misère du monde.

Son livre aide surtout à dépasser les antinomies que l'illusion intellectualiste répand : il refuse de choisir entre l'universalisme abstrait des intellectuels dominants, gorgés de « droit de l'homme » et de « démocratie » (un universalisme qui parfois justifie l'ordre établi), et le relativisme cynique ou désenchanté de certains autres. Comment ? En dévoilant une certaine idée de l'homme contenue en creux dans ses précédents ouvrages et qui donne les moyens de lutter contre l'ordre des choses. Pascal méditait l'espace qui nous englobait, Pierre Bourdieu nous ouvre l'espace des possibles.

NICOLAS TRUONG

QUAND LE CIEL TROUBLE LA TERRE. - Pierre de Charentenay

* Éditions Brepols (Turnhout, Belgique), 1997, 256 pages, 710 F.

Ce n'est pas par simple coïncidence que les données religieuses des conflits politiques sont approuvées, avec plus d'écrit qu'inspiration, après la fin de la guerre froide : c'est que l'effondrement de l'ancien « camp socialiste » et la mise en cause des idéologies universalistes qui inspiraient les mouvements révolutionnaires ont remis au jour les vieux conflits religieux. Comment ? En dévoilant une certaine idée de l'homme contenue en creux dans ses précédents ouvrages et qui donne les moyens de lutter contre l'ordre des choses. Pascal méditait l'espace qui nous englobait, Pierre Bourdieu nous ouvre l'espace des possibles.

PAUL-MARIE DE LA GORCE

SCIENCES

L'ÂGE DES SATELLITES. - Alain Dupas

* Hachette, Paris, 1997, 208 pages, 98 F.

Un ouvrage qui fait le point aussi bien sur l'histoire de la conquête spatiale que sur ses perspectives actuelles, mais dont l'essentiel est consacré aux satellites. Le constat d'Alain Dupas, dressé avec un très grand talent de vulgarisateur, est que les satellites, grâce aux technologies avancées de la microélectronique, sont désormais en prise directe avec l'usage - par les armées paraboliques -, ouvrant l'ère de « l'espace pour tous ».

L'auteur s'intéresse à tous les satellites, civils et militaires. Ces derniers, « gardiens de la paix », en ce qu'ils ont permis aux deux superpuissances militaires de l'époque de la guerre froide de repérer parfaitement les forces et le moindre mouvement de l'adversaire, sont aussi les auxiliaires indispensables de la « guerre électronique » telle qu'elle a été expérimentée en Irak. Et, dans ce domaine, l'hégémonie américaine est quasi totale : seule la France, avec le satellite de reconnaissance militaire Hélios 1 (en association avec l'Espagne et l'Italie), dispose actuellement de modestes moyens autonomes.

Dans le secteur civil, les domaines les plus porteurs à l'avenir sont celui des constellations satellitaires en orbite basse permettant la téléphonie mobile à l'échelle de la planète et, surtout, celles qui allient la bidirectionnalité du cellulaire au grand débit de la télédiffusion. En d'autres termes, les projets pharaoniques d'autoroutes de l'information, dont l'actuel Internet n'est qu'une modeste esquisse. Déjà, les grands conglomérats américains (Microsoft, Hughes, Lockheed-Martin, ATT) sont sur les rangs, les Européens n'étant, dans le meilleur des cas, que des associés de second ordre.

B. C.

SOCIÉTÉ

L'ORIENTATION FACE AUX MUTATIONS DU TRAVAIL

* Syros, Paris, 1997, 283 pages, 130 F.

À l'automne 1996, la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette avait accueilli un colloque sur le thème « S'orienter tout au long de la vie », selon une formule à la mode qui évoque l'aventure, le nomadisme professionnel, en tout cas la flexibilité proclamée obligatoire. Les propos tenus n'ont pas échappé à la loi du genre : langue de bois des institutions, redites, désordre inévitable... Heureusement, les éditeurs ont effectué un diagnostic salutaire. Un problème social, économique et même éthique est posé : gérer l'incertitude du devenir des sociétés et des individus en matière d'emploi, donc de formation. On ne peut plus compter sur les mécanismes anciens de l'orientation dans le système scolaire, et la mobilité professionnelle paraît inévitable.

Mais que recouvrent les termes en vogue comme projet, identité, compétences, insertion, employabilité ? La diversité des positions n'est pas univoque. C'est ce qui fait l'intérêt du livre : on peut y repérer les conflits radicaux qui opposent les défenseurs des ressources humaines et les syndicalistes, ou bien les désaccords entre les techniciens de la formation et de l'organisation du travail et les chercheurs.

Derrière tout cela, des questions essentielles : y aura-t-il demain du travail pour tous ? Faut-il accepter la tendance actuelle à rendre le salariat responsable, donc éventuellement coupable, de son adaptation aux mutations ? Ce paradoxe de l'individualisation contre l'atomisation est aussi exprimé avec une ironie mordante par les dessins de Pessin, qui sont autant de commentaires, au fil des pages, rappelant le désarroi concret des gens ordinaires.

JEAN-JACQUES GUINCHARD

FEMMES DU SUD, CHEFS DE FAMILLE. - Sous la direction de Jeanne Billiat

* Karthala, Paris, 1996, 410 pages, 180 F.

La féminisation de la pauvreté a été l'un des grands thèmes de la IV^e Conférence des Nations unies sur les femmes, qui s'est tenue à Pékin, en septembre 1995. Si cette préoccupation n'est pas récente, elle s'est néanmoins aggravée, dans les pays du Sud, au cours des deux dernières décennies, sous les coups conjugués des politiques d'ajustement structurel et de la logique néolibérale, entre autres raisons. Cette évolution touche particulièrement les femmes, qui assurent en plus grand nombre, volontairement ou non, le rôle de

« chefs de famille ». Phénomène connu et étudié au Nord, le développement des « familles monoparentales » demeure relativement invisible au Sud, où les recensements nationaux le sous-estiment. Pourtant, comme le souligne Marc Filon, démographe, « si la situation n'est pas nouvelle et varie fortement selon les sociétés et les contextes, elle concerne - semble-t-il - une proportion croissante de ménages en Afrique ».

C'est en Afrique de l'Est et en Afrique australe que le phénomène est le plus important (entre 20 % et 30 % des ménages au sein des pays) et dans les pays sub-sahariens et maghrébins que l'on trouve la plus faible proportion de femmes chefs de ménage, en raison probablement du poids de la religion. Leur « faible visibilité statistique et politique » entraîne une sous-estimation de leur rôle économique et de leurs difficultés.

SOPHIE SENSIZER

L'AFFAIRE CARPENTRAS. - Nicole Leibowitz

* Plon, Paris, 1997, 206 pages, 98 F.

Six ans après la profanation du cimetière de Carpentras, en mai 1990, quatre jeunes skinheads sont arrêtés et condamnés. L'immense émotion suscitée par ce crime avait pu déconstruire l'extrême droite française. Au contraire, le Front national n'a fait que progresser à Carpentras. Son candidat local, également avocat de plusieurs protagonistes de cette affaire, a presque doublé son nombre de voix entre les législatives de 1988 et celles de 1997.

Nicole Leibowitz s'attache à démontrer comment le Front national a pu se présenter comme un prétexte à « mensonges d'État », et oser réclamer « pardon » après ce « coup » organisé par quelques fanatiques qui n'avaient sans doute pas compris la subtilité des emphémismes employés par le parti de Jean-Marie Le Pen pour préserver sa respectabilité.

Un tel retour en arrière est devenu possible à la faveur des errements de l'enquête et de la confusion entretenue par des relais d'opinion. D'abord, un procureur qui légitime une thèse abracadabrante. Ensuite, un avocat avide de publicité qui joue au fin limier devant les caméras. Enfin, une presse conservatrice qui propage une thèse élaborée par une télévision à la dérive (TF1) et un animateur peu scrupuleux qui n'aura jamais la décence de reconnaître sa faute.

PHILIPPE DESCAMPS

UN CONTE MORAL

La parabole des aveugles

L'AVEUGLEMENT (Essai sobre a cegueira), de José Saramago, traduit du portugais par Geneviève Lebrun, Le Seuil, Paris, 303 pages, 135 F.

PREMIER cas : un automobiliste, arrêté devant un feu, se trouve soudain plongé dans une blancheur si lumineuse et si totale qu'elle dévore les couleurs, les objets et les êtres. Deuxième cas : celui de l'ophthalmologue qui l'examine. Suivront une prosternation en plein exercice de son métier, puis un garçonnet. La multiplication de ces cas pousse les autorités à mettre en quarantaine toutes les personnes affectées par « l'épidémie du mal blanc », comme elles désignent la cécité.

Toute la population, devenue aveugle, va vivre, dans la plus répugnante des promiscuités, des scènes d'horreur - bacchantes, violents, meurtres - car, bien que l'État ne soit pas mortel, cette peste détruit les valeurs morales, impose la loi du plus fort, l'injustice et l'oppression. Comme Luis Buñuel dans le film *L'Âge des satellites*, ou des dizaines d'invités restent enfermés dans des salons (annonciateurs de ceux de l'ambassade du Japon à Lima), José Saramago sait que, pour décrire la situation à laquelle nous aurons conduit la démocratie libérale et postcommunisme, il faut avoir recours à la parabole. À l'instar de ses illustres prédécesseurs dans le genre allégorique - Jonathan Swift, Daniel Defoe ou Voltaire -, il utilise un vocabulaire et des images simples, traitées avec une écriture dense, sans dialogues classiques, où la voix du narrateur et celle des personnages se fondent en un monologue explicite et collectif. C'est pour obtenir ce décalage que *L'Aveuglement* est écrit de dictée : « Il n'est de pire aveugle que celui qui ne veut pas voir », « Chaque chose arrive en son temps », « Pour s'être levé de bon matin, l'on ne meurt pas plus tôt », etc. ; de métaphores aussi courantes (« Pour avoir perdu la lumière de leurs yeux, ils perdirent aussi le phare du respect ») ; de références à Platon et aux classiques (« Les yeux sont des miroirs tournés vers l'intérieur »), ainsi que d'innombrables mentions au Nouveau Testament, car l'auteur de *L'Évangile selon Jésus Christ* connaît bien sa Bible.

SANS doute aussi, à travers ce langage stéréotypé, José Saramago veut-il identifier le lecteur à un narrateur omniscient et faire de lui un spectateur neutre et distant. « Mais - comme dit l'un de ses personnages - les phrases toutes faites sont ainsi, elles ne sont pas sensibles aux mille subtilités du sens ».

Pour rendre la parabole plus universelle, les personnages n'ont pas de nom. L'auteur les désigne par leur profession, leurs attributs distinctifs ou leur parenté avec les autres (« le médecin », « sa femme », « le vieillard au bandana noir », « la jeune fille aux lunettes rondes »). Même les figures saintes de l'Eglise sont anonymes, facilement repérables et rattachées à leur tour à des personnages aveugles. José Saramago décrit, dans une des plus belles pages du livre, « ce homme claud qui se croise avec son bandana blanc », « un vieillard avec une longue barbe et trois clés à la main, il a les yeux bandés », « un autre homme avec une balance, il avait les yeux bandés ».

Chez Buñuel le surréaliste (qui met toujours en scène, dans ses films, disons-le au passage, des aveugles odieux), l'amour fou d'un couple suffit pour rompre le maléfice de l'enfermement. Saramago, lui, est communiste, mais un communiste anarchisant et quelque peu mystique, comme le sont souvent les libéraux, c'est pourquoi il faut sans cesse « excuser ses baragouins moralisateurs ».

Une seule personne - la femme du médecin - reste voyante et clairvoyante : cette cécité, allégorie de l'aveuglement par rapport à soi de notre monde actuel, est un pouvoir de mort. Son mari sera l'un des premiers à prendre conscience des causes de l'épidémie, donc à recouvrer la vue : « Je pense que nous ne sommes pas devenus aveugles, je pense que nous étions aveugles. Des aveugles qui voient. Des aveugles qui, voyant, ne voient pas ».

RAMON CHAO

صكنا من الامم

هكذا من الاجل

DU MOIS

POLITIQUE

LES TRANSITIONS DÉMOCRATIQUES. - Sous la direction de Laënnec Hurbon

★ Syros, Paris, 1996, 285 pages, 780 F.
De la Russie d'Eltsine à l'Afrique du Sud de Mandela, de l'Argentine au Burkina Faso, du Chili à la Pologne... cet ouvrage analyse les fondements, les enjeux, les frictions et les rapports de forces au sortir des diverses formes de dictature. Tous stabilisateurs démocratiques dépend de la capacité des gouvernements à mener à bien trois vases chanceliers de transformations : assurer la neutralité des forces armées ; créer un consensus autour de la démocratie ; définir un nouveau type de rapports entre l'État, la société politique et la société civile. Évitant tout discours idéologique, les auteurs notent que, s'il n'y a jamais eu de régime démocratique sans transition démocratique, il y a des transitions démocratiques sans régime démocratique et même que, bien souvent, la transition démocratique s'achève en régime autoritaire. D'où ce constat : plutôt que « transition démocratique », l'expression qui conviendrait serait « transition vers la démocratie » ; elle indiquerait clairement que la démocratie - qui ne peut se résumer au multipartisme et au droit de vote - est une vaine et non une réalité établie.

On pourra reprocher au responsable de cet ouvrage collectif de n'avoir pas élargi quelques termes de moindre portée. Il n'en demeure pas moins que l'ensemble soulève un certain nombre de points intéressants et pose en filigrane les questions essentielles : jusqu'où la pauvreté résistera-t-elle à la démocratie ? Jusqu'où la démocratie peut-elle résister à la pauvreté ?

M. L.

MÉDIAS

PRESSE ET INTERNET EN INTERACTION. - Valia Kaimaki

★ Publications de l'université Paris-VII - Denis-Diderot, coll. « Sciences et médias », Paris, 1997, 110 pages, 70 F.

Régulièrement mise en cause, la presse en ligne est-elle un média à part entière ? Valia Kaimaki l'affirme dans son ouvrage, mais elle nuance : « Internet n'est qu'un support, comme le sont le téléphone ou le papier ».

Parmi les ouvrages consacrés aux nouvelles technologies, cet essai a le mérite d'aborder de manière claire et rigoureuse la relation « privilégiée » entre le journaliste et Internet. L'auteur appuie sa recherche sur de nombreux entretiens (Philippe Quéau, Francis Fissini, Laurent Mauriac, Dominique Nora...) et exemples de presse en ligne (Weblog, La Pléiade...).

« Internet va chambouler complètement le métier de journaliste », prévient Kaimaki. Le journaliste se transformera en effet en explorateur dans un océan d'informations et présentera ses résultats sous forme d'analyses et de commentaires. Peut-être au risque de lier sa démarche journalistique davantage à la documentation qu'à l'information.

Toutefois, l'auteur estime que la révolution annoncée n'est pas pour demain. Même avec l'évolution de l'écriture multimédia, la presse en ligne devra encore trouver des moyens pour créer un contenu attractif au-delà de l'archive, qui demeure « utile mais indigeste », et éloigné de la nature même de la presse.

OLGA RUIZ

VOTER TURNOUT FROM 1945 TO 1997: A GLOBAL REPORT ON POLITICAL PARTICIPATION. - Institute for Democracy and Electoral Assistance (Strasbourg), coll. « Stockholm, Suède, 1997, 103 pages. Une étude sur la participation électorale depuis plus d'un demi-siècle dans 171 pays, analysée par le professeur Richard Rose (British Academy).

LA VILLE EN FRANCE AUX XIX^e ET XX^e SIÈCLES. - Sous la direction de Jean Sarrasin, avec participation de Pierre Guillemin, John M. Merriman, Jean-Marie Miossec et Jean-Luc Pailot. (Ville de Béziers/Presses universitaires de Perpignan, Perpignan, 1997, 135 pages, 60 F.) L'histoire de la ville en France depuis l'industrialisation, de la démolition des remparts médiévaux à la croissance urbaine après la seconde guerre mondiale : emploi, logement, hygiène, organisation des loisirs...

LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN : DES QUALIFICATIONS EN ÉMERGENCE. - Elisabeth Dugué et Philippe Mouton. (Observatoire de la fonction publique territoriale, CNFPT, 3, villa Thorion, 75738 Paris Cedex 15, 1997, 166 pages, 100 F.) Exposé des situations auxquelles est confronté le développement social urbain (DSU), à partir de l'analyse des dispositifs mis en œuvre dans le cadre de la politique de la ville.

L'ÉTAT DU PROCESSUS DÉMOCRATIQUE EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE 1997. - Laurent Leblond. (Fonds européen pour la liberté d'expression, 50, rue Mourand, 75020 Paris, 1997, 156 pages.) Troisième du genre, ce rapport bilingue (français et anglais) s'efforce de mesurer - à une échelle universelle - l'indépendance du pouvoir judiciaire, la liberté de la presse, les avancées (et les reculs) de la démocratie dans les ex-pays socialistes d'Europe.

LE SIÈCLE D'ARAGON. - Direction de la communication et la direction de la culture, de la jeunesse et du sport du conseil général de Seine-Saint-Denis (BP 193, 93003 Bobigny Cedex, 1997, 135 pages.) Vingt-quatre écrivains évoquent Louis Aragon - le poète, le communiste, l'amoureux d'Elle - à l'occasion du centenaire de sa naissance. Avec de superbes photographies.

HISTOIRE

LE COUTEAU ET LE POISSON. L'Assassinat politique en Europe (1400-1800). - Georges Minois

★ Fayard, Paris, 1997, 445 pages, 150 francs.

Le terrorisme moderne trouve ses sources dans les complots, assassinats et régimes des temps passés. Telle est la thèse que Georges Minois soutient à travers une fresque historique très détaillée des mœurs politico-religieuses, tranchantes et empoisonnées, du Moyen Âge au début de l'Empire. La chronologie du livre suit celle de l'histoire de France avec les éléments significatifs enracinant les autres pays d'Europe, de Richard II à Bonaparte. Cet ouvrage associe l'événementiel (chroniques détaillées des crimes, ainsi que les comptes rendus sanglants des supplices réservés aux accusés), et les grands débats des théoriciens de l'époque justifiant ou réprimant l'élimination physique du tyran. Les chapitres concernent les oppositions religieuses (à partir de la fin du XVI^e siècle) soulèvent les questions philosophiques et idéologiques à la base de l'organisation des États européens : rapport entre pouvoir divin et pouvoir temporel, frontière entre autorité et tyrannie, nécessité d'un contrat social et social entre le monarque et ses sujets. Ce foisonnement de réflexions d'Erasmus à Montaigne, de Machiavel à Hobbes, de Locke à Rousseau s'avère d'autant plus passionnant que, comme le conclut Georges Minois, ces questions restent encore terriblement d'actualité.

VIOLANDE RIPPOLL

REGARDE, VOICI TANGER. Mémoire écrite de Tanger depuis 1900... - Boubekeur El Kouche

★ L'Harmattan, coll. « Les Cahiers de Confluences », Paris, 1997, 238 pages, 150 F.

Parmi les villes mythiques, Tanger - « blanche colombe perchée sur l'épau de l'Afrique », disait d'Elle Montherlant - occupe une place de choix. « Nid d'espions », « enfer du jour », « paradis de tous les vices », les qualifications élogieuses sembleraient s'ajouter à la vénération fascinée qu'exerce la « perle du détroit », située au carrefour de deux mers (Méditerranée, Atlantique), de deux continents (Europe, Afrique), de deux civilisations (chrétienne, islam) et de deux mondes (Nord, Sud). Avec un grand talent, Boubekeur El Kouche, professeur à l'université de Tétouan, propose dans son ouvrage une anthologie des textes consacrés à cette cité par des voyageurs, des diplomates, des artistes, des écrivains et des aventuriers. Parmi ceux-ci, on lira avec délectation les morceaux choisis d'Alexandre Dumas, Edmond de La Roche, Eugène Delacroix, Mark Twain, Pierre Loti, Pio Baroja, Albert T'Serstevens, Paul Bowles, Truman Capote, Joseph Kessel, Paul Morand, Jack Kerouac, Allen Ginsberg, Roland Barthes et Jean Goytillot. De la grande littérature sur une ville à redécouvrir.

NANCY DOLHEM

MINIK, L'ESQUIMAUX DÉRACINÉ. - Kari Harper

★ Plon, coll. « Terre humaine », Paris, 398 pages, 150 F.

En 1997, le jeune Minik accompagne son père et quatre autres esquimaux polaires du Groenland à New York, invités par l'explorateur américain Robert Peary, premier conquistador officiel du pôle Nord. Son père et les autres esquimaux meurent de tuberculose foudroyante. Minik, abandonné, va connaître une vie misérable. Puis il fera une découverte stupéfiante dans une vitrine de l'American Museum of Natural History : le squelette exposé de son père. Il réclame sa restitution pour l'entermer dignement, alerte la presse, met en cause Peary et conteste sa conquête du pôle. Il sera renvoyé au Groenland, où les siens, dont il ne connaît plus la langue, le rejeteront. Revenu aux États-Unis, il mourra solitaire à l'âge de vingt-huit ans.

Écrit sans vétilles, ce livre ne laisse pas indifférent. « Le destin tragique de Minik nous interpelle », affirme Jean Malaurie. Car sa vie est le symbole le plus douloureux qui soit : ainsi aboutissent les rencontres entre cultures étrangères quand elles sont préparées de manière chaotique et méprisante.

N. D.

SPORT

LA FRANCE DU TOUR. Le Tour de France. Un espace sportif à géographie variable... - Paul Bourry

★ L'Harmattan, Paris, 1997, 444 pages, 240 F.

Cet ouvrage est une somme, exploitant intelligemment la littérature produite à partir du Tour et la littérature portant sur le Tour. L'auteur connaît aussi bien la presse spécialisée que la littérature romanesque ou celle des historiens et des sociologues. Mais *La France du Tour* est beaucoup plus qu'une somme : l'étude attentive, minutieuse et remarquablement éclecte d'un observateur qui a su trouver, pour parler de ce « lieu de mémoire » à géométrie variable, un point de vue original et fécond.

Sensible à toutes les dimensions du phénomène (sportive, certes, mais aussi technique, économique et narrative), c'est avant tout un urbaniste et un géographe que Paul Bourry analyse tour à tour, si l'on peut dire, l'espace « inventé », l'espace « construit » et l'espace « recomposé » (depuis 1952) de la grande épreuve sportive française. Le Tour, qu'il continue à aimer en « homme qui ne voudrait pas vieillir », est en définitive, à ses yeux inquiets et attentifs, le révélateur d'une société et d'un monde en voie de transformation accélérée.

MARC AUGÉ

CUBA EN ANGOLA

La guerre oubliée

LORSQUE Gabriel Garcia Marquez, en 1977, révéla au monde, dans un document intitulé *Opération Caribé*, qu'un petit pays des Caraïbes avait réalisé la prouesse de transporter plusieurs dizaines de milliers de soldats en Angola pour mener l'une des opérations militaires les plus audacieuses des dernières décennies, les pays latino-américains, plus habitués à supporter les interventions et les ingérences qu'à exporter une révolution, ressentirent une sorte de fièvre bolivarienne.

Géographiquement, l'intérêt de Cuba pour le continent noir s'explique, plus que par la composante africaine de la population de l'île, par l'isolement dans lequel celle-ci, évincée de l'Organisation des États américains (OEA) sur l'initiative de Washington, a été maintenue. En effet, des expéditions d'Eurosto « Che » Guevara au Congo, dès 1965, à la tour de M. Fidel Castro en 1977 dans sept capitales, la présence militaire ou technique cubaine ne s'est pas limitée à l'Angola, même si c'est dans ce pays qu'elle a joué le rôle le plus important, cristallisant l'affrontement des deux superpuissances mondiales en Afrique au cours de la guerre froide.

Le livre de Carlos Carrasco (1), actuel ambassadeur de Bolivie à Paris, élimine cependant très vite les doutes : Cuba n'a constitué en rien, dans cette affaire, une marionnette au service de Moscou, mais a

bien entrepris, avec une large indépendance, une opération dont l'envergure ne laisse pas de surprendre et dont la portée a infléchi le cours de l'histoire dans cette partie de l'Afrique.

Juridiquement, l'action cubaine (1975-1990) était rendue légitime par l'appel d'un gouvernement reconnu internationalement. Elle s'inscrivait dans la stratégie d'une guerre régulière de basse intensité, dans laquelle le corps expéditionnaire cubain, à des milliers de kilomètres de chez lui, allait s'opposer finalement à l'armée de la République sud-africaine, la mieux équipée de la région. Depuis La Havane, jour après jour, mois après mois, M. Fidel Castro, renseigné par les satellites soviétiques, dirigea les opérations tactiques et stratégiques dans leurs moindres détails et, en 1987, lors de la plus importante bataille jamais livrée en Afrique australe, les unités de Pretoria furent balayées à Cucho-Cañavale par les brigades mécanisées cubaines.

De fait, les Cubains assurèrent le commandement total de l'Angola, du point de vue militaire, ce qui conduisit aussi à une mainmise sur l'économie de ce pays et, dans certains cas, à des trafics douteux, dont l'une des conséquences inattendues fut le procès très contesté au terme duquel le général Arnaldo Ochoa, héros des corps expéditionnaires cubains, fut exécuté à La Havane en 1989. Confrontant récits et entretiens (dont celle

de M. Fidel Castro), Carlos Carrasco, sans aborder totalement dans le sens de la version officielle, rejette la thèse du machiavélisme et interprète cette affaire comme une double occasion pour le régime de donner un leçon aux militaires corrompus et d'enterrer aux milieux plus, au moment du retrait cubain, le rêve guévariste de l'exportation de la révolution.

LES accords de paix pour l'Angola (Lusaka, 1993) signés après le retrait sont demeurés précaires (2). Les récents combats, au cours desquels des unités angolaises du président Eduardo Dos Santos, appuyant M. Laurent Désiré Kabila, ont affronté l'armée zaïroise soutenue par les forces de M. Jonas Savimbi, témoignent du fait que, sur l'échiquier africain, la guerre que se sont livrée pendant deux décennies le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) connaît encore des répercussions continentales.

GÉRARD TEULIÈRE.

(1) Carlos Carrasco, *Los Cubanos en Angola. Bases para el estudio de una guerra olvidada*, Universidad Andina, La Paz, 1997, 540 pages.

(2) Lire Augusta Conchiglia, « Mensonges et émissaires en Angola », *Le Monde diplomatique*, avril 1997.

DEUX OUVRAGES SUR CHE GUEVARA

Un retour chargé de sens

LES hasards de l'édition viennent de mettre à la disposition du public français deux livres dont la couverture porte le même titre. « Che », et une photo du célèbre révolutionnaire argentin Ernesto Guevara, dont les restes viennent d'être retrouvés en Bolivie, trente ans après sa mort, et solennellement remis à Cuba. Il s'agit de deux études approfondies : 575 pages pour l'ouvrage de Pierre Kalfon (1), et 710 pour celui de Paco Ignacio Taibo II (2).

L'un et l'autre ouvrages ont un projet et une portée que l'on dirait à l'inverse de ce que laisse supposer leur sous-titre ou surtitre : « Ernesto Guevara, une légende du siècle », pour le journaliste-diplomate français familier de l'Amérique latine (3) ; « Ernesto Guevara connu aussi comme le (Che) » pour le Mexicain, remarquable auteur occasionnel de romans policiers très lus en France et ailleurs.

Le livre de Taibo est moins, en effet, la narration d'une vie que, selon la « 4^e de couverture », « la grande biographie

latino-américaine d'un héros latino-américain » ; ce livre revendique hautement ce qu'il y a de vivant, d'exemplaire encore, en dépit d'apparences contraires, dans le geste de son modèle ; pour lui, les faits valent moins pour eux-mêmes que comme support romanesque à l'édification de l'image d'un preux.

A l'inverse ici bien qu'il se place sous une paradoxale affirmation de Régis Debray : « Commençons par écarter tous les faits, pour nous en tenir aux choses sérieuses, les légendes », la biographie écrite par Pierre Kalfon offre une approche cartésienne et universelle, dépassionnée (encore qu'en sympathie avec son héros), dépouillée ; pour être tout aussi documentée, l'ouvrage de Kalfon sait, par ailleurs, ne pas étouffer le lecteur sous une avalanche de détails, militaires notamment ; et ce qui ne gâche rien, il est superbement écrit.

Ces deux ouvrages - qui paraissent moins de deux ans après le sympathique mais approximatif *Che Guevara* de Jean

Cormier (4) (écrit avec l'aide de la fille aînée du Che, Hilda, et de son grand ami de jeunesse Alberto Granados) - ouvrage qui a connu un très vif succès -, accompagnent également la sortie, au nord et au sud des Amériques, de *La vida en rojo*, de l'éditorialiste mexicain Jorge Castañeda (5), et de *Che Guevara, a revolutionary life* (Che Guevara, une vie révolutionnaire), du journaliste américain John L. Anderson (6).

CES auteurs, qui ont eu accès, respectivement, à des archives officielles et américaines et à des carnets du Che défunts par sa veuve Aleida, apportent des éléments nouveaux sur des points demeurés à ce jour controversés : qu'il y a bien eu rupture politique, en 1965, entre un Ernesto Guevara en train de vivre à la critique de l'URSS et un Fidel Castro plus pragmatique ; que le choix, dans la foulée, du Congo comme (désastreux) terrain de guérilla a été le fait du commandant en chef de la révolution cubaine et non du Che ; et que La Havane a apparemment été très loin, en 1967, d'apporter toute l'aide qu'elle aurait pu au guérillero traqué par les rangers boliviens.

Quoi qu'il en soit, et en attendant la traduction de ces deux derniers livres, on peut se demander pourquoi surgit, par-delà la fin calamiteuse (épuisé, malade, en loques, sans plus aucun moyen de communication, Guevara, entouré de seize ultimes compagnons, fut fait prisonnier au fond d'un sinistre valloco dans un coin à peu près désert de l'Orizaba bolvien, avant d'être froidement exécuté d'une rafale de mitrailleuses), un tel regain d'intérêt, dans l'édition et le public, pour le guérillero marxiste au visage chrétien. Car l'approche du trentième anniversaire de l'épisode (ce sera le 8 octobre prochain) ne saurait tout expliquer...

C'est que, mort trop jeune (à 39 ans) pour qu'on lui attribue échec ou compromission, le Che en est sans doute venu à incarner une nostalgie du sens - celle-là même qui étirent tant d'hommes aujourd'hui. Le sens que conférerait à notre époque de laisser-faire économique, de défection de l'argent et de mondialisation des marchés, sur fond d'Europe si peu sociale, une idéologie de type communautaire, et ce même si le guévarisme se trouve constamment démenté, avec tous les autres marxismes-léninismes, par l'échec des stratégies de la violence contre les démocraties, et des révolutions à l'est de l'Europe.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Pierre Kalfon, *Che. Ernesto Guevara une légende du siècle*, Seuil, Paris, 624 pages, 148 F.

(2) Paco Ignacio Taibo II, *Ernesto Guevara connu aussi comme le Che*, Métailié/Payot, Paris, 706 pages, 185 F.

(3) Du même auteur : Argentine, Gallimard, coll. « Petite Pléiade » ; Les Amériques latines en France, Gallimard.

(4) Jean Cormier, *Che Guevara*, Éditions du Rocher, Paris, 1997, 437 pages, 139 F.

(5) Jorge Castañeda, *La Vida en rojo*, Espasa Calpe, Buenos Aires, 1997.

(6) John L. Anderson, *Che Guevara, a revolutionary life*, Grove Press, New York, 1997.

La France et le cybermonde

Par JOËL DE ROSNAY *

AVEC la proposition du président William Clinton de non-taxation du commerce électronique sur le Web, Internet revient au premier plan de l'actualité (lire, page 16, l'article de Bernard Cassen). L'explosion des réseaux multimédias est un phénomène majeur de cette fin de siècle. On entre dans un nouvel « espace-temps », un « cybermonde », où durée et distance sont contractées, avec la modification fondamentale des règles politiques, économiques et industrielles qui en découlent.

L'impact de la société informationnelle sur l'économie est reconnu. Elle ne va pas remplacer la société industrielle, mais en constitue une autre forme. Elle est surtout le lubrifiant du moteur des sociétés industrielles, grippé, incapable de créer de la croissance et de l'emploi. La société informationnelle joue un rôle de « dégrissant » en fluidifiant l'économie et en favorisant la mobilité des hommes et des idées. Elle contribue à créer de nouvelles niches de marchés, en synergie les unes avec les autres, amorçant ainsi des mécanismes de rendements croissants, écrites vertueuses caractéristiques de la nouvelle économie des réseaux (1).

L'entrée dans le cybermonde est riche de potentialités encore mal comprises. Surtout en France, où la plupart des études considèrent Internet comme une nouvelle technologie venant simplement s'ajouter à d'autres. Or Internet n'est pas une nouvelle technologie, mais un système intégré de partage de ressources. Un écosystème informationnel composé de multiples éléments interdépendants (ordinateurs, modems, réseaux, logiciels, fournisseurs d'accès et de contenus...).

Internet est un protocole informatique qui permet à des ordinateurs de partager des ressources à l'échelle mondiale en utilisant les 700 millions de lignes du réseau téléphonique. Il ne s'agit plus de se positionner « pour » ou « contre » Internet. Le vrai débat porte sur les conditions d'entrée dans ce nouvel espace-temps économique, sociologique et culturel ouvert par les nouveaux systèmes de communication. Pour réussir cette entrée, il est nécessaire que les réseaux utilisés soient compatibles, concutables et commutables. C'est le pouvoir individuel de communication qui fait la force du Web, trame multimédia du nouvel espace-temps cybernétique.

Un effet de levier

L'ENTRÉE dans le cybermonde remet en cause les règles de l'économie en faisant émerger trois paramètres de la compétitivité internationale : la vitesse, l'intelligence et l'adaptabilité. Les nations et les entreprises qui conquièrent et occupent certains secteurs du cybermonde bénéficient d'une « prime au premier occupant ». Comme en biologie, il est très coûteux pour une espèce vivante de tenter de déloger une autre espèce qui a conquis une niche écologique et qui s'y est adaptée. De manière analogue, les nations et les entreprises qui conquièrent les premières niches du cybermonde y « verrouillent » leur secteur. Un phénomène bien connu des écono-

mistes de la nouvelle génération et appelé « effet de lock-in ». Cette prime au premier occupant pénalise les arrivants tardifs. Ce n'est pas l'offre technologique qui modifie les hommes, les mentalités et les structures sociales, mais le nouvel espace-temps. Son avènement change les conditions d'évolution des sociétés humaines. En même temps sa brusque expansion soulève un problème de fond : celui de la compatibilité de modèles économiques avec le respect des aspirations fondamentales de l'homme et de l'égalité des chances. De nouvelles contraintes qui ont pour nom : chaîne de valeur ajoutée immatérielle et espace de travail.

L'industrie et l'économie se sont longtemps fondées sur l'exploitation de chaînes de valeur ajoutée matérielles. L'explosion des services « immatériels » est récente. Comme la percée du « commerce électronique » à l'échelle mondiale grâce à Internet. De manière traditionnelle, la chaîne de valeur ajoutée matérielle lie l'homme à l'entreprise par les trois unités classiques : unité de lieu (pour assurer le contrôle des tâches) ; unité de temps (pour quantifier la base du salaire) ; et unité de fonction (compétence individuelle exercée dans l'entreprise). La désynchronisation, la délocalisation et la dématérialisation du travail créent une nouvelle classe de travailleurs. Après le paysan, l'ouvrier et l'employé, apparaissent les travailleurs du savoir, aptes à manier les symboles, les données abstraites et à les transformer en produits à plus haute valeur ajoutée.

Parallèlement, la fluidité de l'économie s'est étendue aux produits financiers, puis aux produits manufacturés. Grâce aux télécommunications, on est passé de la place financière à l'espace financier. La fluidité des transferts de capitaux, favorisée par la société informationnelle, débouche sur la mondialisation de l'économie. Avec l'avènement du commerce électronique et des transactions sécurisées, on passe de la place du marché à l'espace de marché.

Un marché mondial, créant de nouveaux problèmes de taxation locale, de droits de douane et de propriété intellectuelle, auxquels l'administration américaine propose de répondre par la non-taxation, voire l'instauration de zones duty-free pour le commerce électronique sur Internet. Une carte habilement jouée, compte tenu de la position prédominante des industries américaines sur le Net, et qui renforce la « prime au premier occupant ». Mais sur la question du passage du lieu de travail à l'espace de travail, le système se bloque, pour des raisons justifiées. C'est que le foyer, l'emploi, le territoire, la qualité de vie ou la culture s'opposent à la déterritorialisation créée par le cybermonde.

L'apparition d'un tel cyberspace fluidifie le marché du travail, et la dématérialisation des échanges influe sur la création de richesses. Les entreprises les plus performantes ont compris l'importance de l'« effet de levier » de la société informationnelle. En couplant les chaînes de valeur ajoutée matérielles avec les chaînes de valeur ajoutée immatérielles, des entreprises connaissent des taux de croissance et de création d'emplois inégalés. De telles chaînes se fondent sur la création de communautés virtuelles d'utilisateurs et d'acheteurs, sur une valorisation de sites Web par les utilisateurs, sur une assistance clients en temps réel

24 h/24 et sur des transactions sécurisées. Ce sont les clés du succès d'entreprises fortement pressenties sur la Toile comme FedEx (logistique de transport), Cisco (routeurs et matériel informatique de connexion), Amazon (livrairie en ligne) ou Auto By Tel (concessionnaire automobile en ligne).

Ces entreprises se préparent à conquérir les marchés mondiaux. Une telle modification des règles du jeu pourrait avoir de profondes répercussions sur les économies des pays attachés aux modes de fonctionnement de la société industrialisée. Dans un monde où la nouvelle dimension de la compétitivité s'appelle la vitesse, tout retard se traduira par des crises.

La question qui demeure est donc la suivante : comment concilier les impératifs de la nouvelle économie avec la préservation des racines géographiques, culturelles, identitaires ? Égalité des chances, respect des valeurs humanistes et de la dignité du travail, de la protection sociale et de l'emploi, attachement au « pays » sont des besoins fondamentaux qui donnent du sens à la vie. Dans une économie « cyberlibérale », comment préserver de telles aspirations, bases de la solidarité et de la redistribution qui fondent une société respectueuse des personnes ?

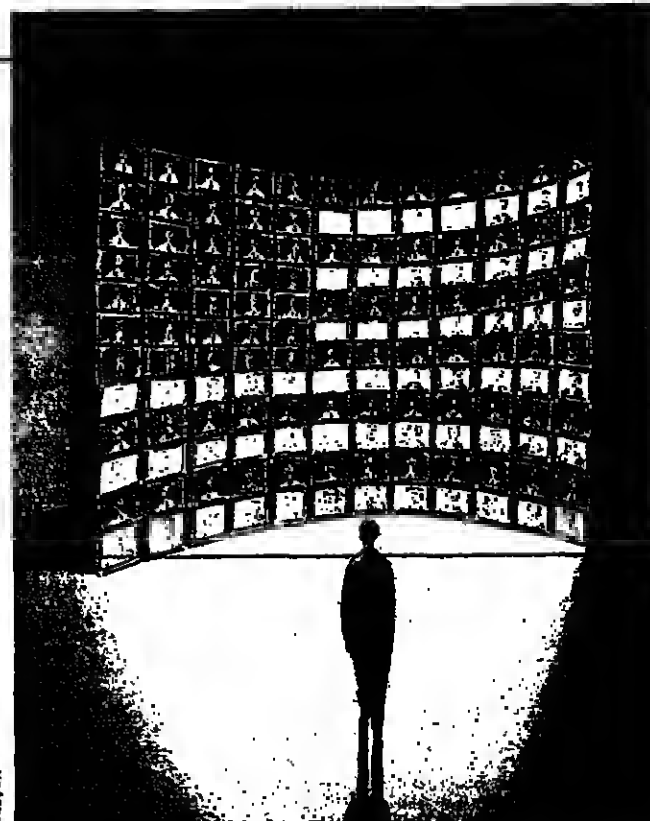
Modèle européen

QU'ON ne s'y trompe pas : les critiques globales de la société informationnelle et d'Internet en particulier ne sont pas seulement les manifestations de défense d'une élite attachée à ses pouvoirs de contrôle. Il s'agit d'une critique de fond sur la relation entre l'homme et l'espace-temps cybernétique. Les termes employés dans ces critiques sont révélateurs d'une prise de conscience liée à l'émergence de nouvelles contraintes géographiques et temporelles (lire, page 17, l'article de Paul Virilio).

Sociologues et philosophes ont raison de dénoncer les risques de catastrophes liées à un temps réel mal maîtrisé (Paul Virilio) ; et de mettre en avant la nécessaire motivation par l'éducation d'un public supposé capable de réagir massivement à l'offre alléchante des nouvelles technologies de la communication (Philippe Breton).

De telles critiques constructives traduisent la nécessité de resituer l'homme dans un contexte souvent occulté par les avancées technologiques. Mais elles peuvent aussi masquer le débat ou renforcer l'opposition stérile entre les prosélytes et les pourfendeurs de la société informationnelle.

Il faut accepter les risques de l'entrée dans le nouvel espace-temps. C'est désormais une condition de survie. Nous devons tenter de concilier les éléments positifs de deux modèles économiques et sociaux. Soit le modèle américain censé privilégier la croissance et les salaires au détriment de la stabilité de l'emploi, mais susceptible de conduire à l'enrichissement des forts, à l'appauvrissement des faibles et à une société violente. Soit le modèle



européen supposé privilégier la protection sociale et l'emploi sur la croissance, mais conduisant à terme à un alourdissement du coût social du travail, et à un accroissement du retard dans la compétition économique internationale.

Une troisième voie favoriserait la fluidité de l'économie, la croissance et le dynamisme industriel fondés sur l'innovation technologique, mais, en même temps, elle assurerait la protection sociale, la dignité du travail et l'égalité des chances. Ce n'est pas une utopie. La France peut réussir son entrée dans la société informationnelle et se doter des outils de communication performants et des moyens massifs d'éducation et de formation, capables d'assurer cette transition vitale pour l'avenir. Connecter les écoles par Internet ; favoriser l'usage de terminaux simples et peu coûteux ; éduquer à tous les niveaux de la société, sans préjugés pour l'âge ou le statut social ; promouvoir la création d'entreprises du multimédia ; s'ouvrir aux ressources du cybermonde avec sa culture propre et dans sa langue.

Il est urgent de mettre en œuvre une stratégie. L'enjeu est aussi important que, en son temps, celui des chemins de fer, de l'électrification ou du téléphone. Il faut savoir choisir les normes d'interconnexion largement partagées sur les réseaux actuels du téléphone, du câble et du satellite, afin d'éviter vers les très hauts débits. L'essentiel est la « courbe d'apprentissage » : plus on y entre tôt, plus on obtient de retours significatifs sur les investissements initiaux. La création de contenus riches et originaux est une priorité bien plus importante que les « myriades » des réseaux, quoi qu'en disent les ingénieurs. La diversité des évolutions techniques, laissant ouvertes les options des marchés, est plus portuse à terme que le choix de tel ou tel standard technique.

L'essentiel désormais est d'être présent. Être présent, c'est exister et se battre à armes égales avec les autres. Sans existence réelle dans le cybermonde, comment même imaginer construire l'avenir ?

(1) Lire René Passet, « Ces promesses des technologies de l'immatériel », Le Monde diplomatique, juillet 1997.

Dans ce numéro

PAGE 2 :

Faut-il supprimer les polices en Afrique ? par Marc-Antoine Pérouse de Montclos.

PAGE 3 :

AMÉRIQUE LATINE : Mémoires et mal mémoires, par Eduardo Galeano.

PAGES 4 et 5 :

La quatrième guerre mondiale a commencé, suite de l'article du sous-commandant Marcos.

PAGES 6 et 7 :

Autopsie d'un été meurtrier à Chicago, par Eric Klinenberg.

PAGE 8 :

Le Nunavut, ultime redécouverte du Canada ? par Philippe Boret.

PAGE 9 :

NOUVELLE-ZÉLANDE : Un village à l'heure du marché, par Serge Halimi.

PAGES 10 et 11 :

RUSSIE : Magnitogorsk, prisonnière de l'acier, par Marie-Claude Slick. — Un pays ouïe du capitalisme mafieux, par K. S. Karol.

PAGE 12 :

ISRAËL : Lutter pour la paix, par Uri Aron.

PAGE 13 :

Pourquoi cette montée de l'islamisme au sud de la Méditerranée, par Sami Naïr.

PAGES 14 et 15 :

La cosmocratie, nouvelle classe planétaire, par Denis Duclos.

PAGE 16 :

L'« économie pure », nouvelle sorcellerie, par Samir Amin. — Adieu au rêve libéral d'Internet ? par Bernard Cassen.

PAGE 17 :

Un monde surréaliste, par Paul Virilio.

PAGE 18 :

Fascinations pour un nouveau mysticisme, par Pierine Piras.

PAGE 19 :

Les frères de Lacoste, une nouvelle de Didier Daeninckx.

PAGES 20 et 21 :

La communication, une affaire d'État pour Washington, par Herbert I. Schiller.

PAGES 22 et 23 :

SPORT : Un ethnologue au Tour de France, par Marc Augé. — Le football, religion laïque en quête d'un nouveau Dieu, par Manuel Vázquez Montalbán.

PAGES 24 et 25 :

INTELLECTUELS ET SOCIÉTÉ : Cornelius Castoriadis contre le conformisme généralisé, par Robert Redeker. — Pigeons apprivoisés, par Jean Goytisolo. — Dans les rêves.

PAGES 26 et 27 :

LES LIVRES DU MOIS : « Le Tailleur de Panama » de John Le Carré, par Claude Grimal. — « L'Avènement » de José Saramago, par Ramon Chao. — « Los Cobanos en Angola », par Gérard Teulière. — Deux ouvrages sur Che Guevara, par Jean-Pierre Clere. — Deux livres sur l'après-guerre froide, par Paul-Marie de La Gorce.

Le Monde diplomatique de juillet 1997 a été tiré à 268 500 exemplaires.

Août 1997

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES POLITIQUES
Établissements libres d'enseignement supérieur fondés en 1889

3^e cycles spécialisés en

- SCIENCES POLITIQUES
- ÉTUDES STRATÉGIQUES ET POLITIQUES DE DÉFENSE
- AFFAIRES INTERNATIONALES

Formations réservées aux titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent (instituts d'études politiques et écoles de commerce notamment).

Formations 1^{er} et 2^e cycles
de sciences politiques et de relations internationales

RENSEIGNEMENTS :
54, avenue Marceau 75008 PARIS - Tél. : (1) 47-20-57-47
107, rue de Tolbiac 75013 PARIS - Tél. : (1) 45-70-73-37

هكذا من الأصل